



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ  
11 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1983

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
3

### ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

#### ΝΟΜΟΙ

1315. Κύρωση της Συμβάσεως 80/26 'Οκτωβρίου 1973 του Συμβουλίου της Εύρωπης για τη μεταφορά των ανθρωπίνων σορών μεταξύ των Κρατών Μελών του. 1
1316. Ίδρυση, οργάνωση και αρμοδιότητες του Έθνικού Όργανισμού Φαρμάκων (Ε.Ο.Φ.), της Έθνικής Φαρμακοβιομηχανίας (Ε.Φ.), της Κρατικής Φαρμακοποιίας (Κ.Φ.) και τροποποίηση και συμπλήρωση της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας και άλλες διατάξεις. . . . . 2

#### ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1315

Κύρωση της Συμβάσεως 80/26 'Οκτωβρίου 1973 του Συμβουλίου της Εύρωπης για τη μεταφορά των ανθρωπίνων σορών μεταξύ των Κρατών Μελών του.

#### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής, ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο μόνο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που όριζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος ή Σύμβαση 80/26 'Οκτωβρίου 1973 του Συμβουλίου της Εύρωπης για τη μεταφορά των ανθρωπίνων σορών μεταξύ των Κρατών μελών του, που υπογράφηκε στις 11 Φεβρουαρίου 1982 στην έδρα του Συμβουλίου της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη Γαλλική γλώσσα και σε Έλληνική μετάφραση έχει ως εξής:

#### ACCORD SUR LE TRANSFERT DES CORPS DES PERSONNES DECEDEES

STRASBOURG, 26.X.1973

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Accord,

Considérant la nécessité de simplifier les formalités relatives au transfert international des corps des personnes décédées;

Tenant compte du fait que le transfert du corps d'une personne décédée ne crée aucun risque sur le plan sanitaire, même si le décès est dû à une maladie transmissible, lorsque des mesures appropriées sont

prises, en particulier en ce qui concerne l'étanchéité du cercueil,

Sont convenus de ce qui suit :

#### Article 1.

1. Les Parties Contractantes appliqueront, dans les relations entre, elles, les dispositions du présent Accord.

2. Aux fins du présent Accord, on entend par transfert de corps le transport international de corps de personnes décédées de l'Etat de départ vers l'Etat de destination; l'Etat de départ est celui où le transfert a commencé ou, dans le cas d'un corps exhumé, celui où a eu lieu l'inhumation, l'Etat de destination est celui où le corps devra être inhumé ou incinéré après le transport.

3. Le présent Accord ne s'applique pas au transport international de cendres.

#### Article 2.

1. Les dispositions du présent Accord constituent les conditions maximales exigibles pour l'expédition du corps d'une personne décédée ainsi que pour le transit ou l'admission de celui-ci sur le territoire d'une des Parties Contractantes.

2. Les Parties Contractantes restent libres d'accorder des facilités plus grandes par application soit d'accords bilatéraux, soit de décisions prises d'un commun accord dans des cas d'espèce, notamment lorsqu'il s'agit de transfert entre régions frontalières.

Pour l'application de tels accords et décisions dans des cas d'espèce, le consentement de tous les Etats intéressés sera requis.

#### Article 3.

1. Tout corps d'une personne décédée doit être accompagné, au cours du transfert international, d'un document spécial dénommé «laissez-passer mortuaire», délivré par l'autorité compétente de l'Etat de départ.

2. Le laissez-passer doit reproduire au moins les données figurant dans le modèle annexé au présent Accord; il doit être libellé dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'Etat dans lequel il est délivré et dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe.

#### Article 4.

A l'exception des documents prévus par les conventions et accords internationaux relatifs aux transports en général, ou les conventions ou arrangements futurs sur le transfert des corps des personnes décédées, il n'est pas exigé par l'Etat de destination ni par l'Etat de transit d'autres pièces que le laissez-passer mortuaire.

## Article 5.

Le laissez-passer est délivré par l'autorité compétente visée à l'Article 8 du présent Accord après que celle-ci se soit assurée que :

(a) les formalités médicales, sanitaires, administratives et légales exigées pour le transfert des corps des personnes décédées, et, le cas échéant, pour l'inhumation et l'exhumation, en vigueur dans l'Etat de départ, ont été remplies;

(b) le corps est placé dans un cercueil dont les caractéristiques sont conformes à celles définies aux articles 6 et 7 du présent Accord;

(c) le cercueil ne contient que le corps de la personne mentionnée dans le laissez-passer et les objets personnels destinés à être inhumés ou incinérés avec le corps.

## Article 6.

1. Le cercueil doit être étanche; il doit également contenir une matière absorbante. Si les autorités compétentes de l'Etat de départ l'estiment nécessaire, le cercueil doit être muni d'un appareil épurateur destiné à égaliser la pression intérieure et extérieure. Il doit être constitué :

(i) soit d'un cercueil extérieur en bois dont l'épaisseur des parois ne doit pas être inférieure à 20 mm et d'un cercueil intérieur en zinc soigneusement soudé ou en toute autre matière autodestructible;

(ii) soit d'un seul cercueil en bois dont l'épaisseur des parois ne doit pas être inférieure à 30 mm, doublé intérieurement d'une feuille de zinc ou de toute autre matière autodestructible.

2. Si le décès est dû à une maladie contagieuse, le corps lui-même sera enveloppé dans un linceul imbibé d'une solution antiseptique.

3. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, le cercueil doit comporter, lorsque le transfert est effectué par la voie aérienne, un appareil épurateur ou, à défaut, présenter des garanties de résistance reconnues comme suffisantes par l'autorité compétente de l'Etat de départ.

## Article 7.

Lorsque le cercueil est transporté comme fret ordinaire, il doit être placé dans un emballage n'ayant pas l'apparence d'un cercueil et sur lequel on indiquera qu'il doit être manipulé avec précaution.

## Article 8.

Toute Partie Contractante communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe la désignation de l'autorité compétente mentionnée à l'article 3, paragraphe 1, à l'article 5 et à l'article 6, paragraphes 1 et 3 du présent Accord.

## Article 9.

Si un transfert concerne un Etat tiers qui est Partie à l'Arrangement de Berlin sur le transfert des corps du 10 février 1937, tout Etat Contractant au présent Accord peut demander à un autre Etat Contractant de prendre les mesures nécessaires pour permettre au premier de ces Etats Contractants de satisfaire à ses obligations aux termes de l'Arrangement de Berlin.

## Article 10.

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui peuvent y devenir Parties par :

(a) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(b) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation, suivie de ratification ou d'acceptation.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

## Article 11.

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil seront devenus Parties à l'Accord conformément aux dispositions de l'article 10.

2. Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification ou d'acceptation ou le ratifiera ou l'acceptera, l'Accord entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'acceptation.

## Article 12.

1. Après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer au présent Accord.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet un mois après la date de son dépôt.

## Article 13.

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Accord.

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Accord par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 14 du présent Accord.

## Article 14.

1. Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Accord en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

## Article 15.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré au présent Accord :

(a) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(b) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation;

(c) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

(d) toute date d'entrée en vigueur du présent Accord conformément à son article 11;

(e) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 13;

(f) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 14 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet;

(g) toute communication qui lui sera adressée en vertu de l'article 8.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Strasbourg, le 26 octobre 1973, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

## ANNEXE

## LAISSEZ-PASSER MORTUAIRE

Ce laissez-passer est délivré conformément aux termes de l'Accord sur le transfert des corps des personnes décédées, notamment des articles 3 et 5<sup>1</sup>.

Il autorise le transfert du corps de :  
Nom et prénom de la personne décédée .....

décédé (e) le ..... à  
Indiquer la cause du décès (si possible) ' et ' .....

à l'âge de ..... ans .....

Date et lieu de naissance (si possible) .....

Le corps doit être transporté .....

..... (moyen de transport)  
de ..... (lieu de départ)

par ..... (itinéraire)  
à ..... (destination)

Le transfert de ce corps ayant été autorisé toutes les autorités des Etats sur le territoire desquels le transport doit avoir lieu sont invitées à la laisser passer librement.

Fait à ....., le .....  
Signature de l'autorité ..... Cachet officiel de  
compétente ..... l'autorité compétente

1. Le texte des articles 3 et 5 de l'Accord devra figurer au verso du laissez-passer.

2. Indiquer la cause du décès, soit en français ou en anglais, soit en utilisant le code chiffré de l'O.M.S. de la classification internationale des maladies.

3. Si la cause du décès n'est pas donnée, pour des motifs ayant trait au secret professionnel, un certificat indiquant la cause du décès doit être placé sous enveloppe scellée, accompagner le corps au cours du transport et être présenté à l'autorité compétente dans l'Etat de destination. L'enveloppe scellée, qui comportera une indication extérieure permettant son identification, sera solidement fixée au laissez-passer. Sinon, le laissez-passer doit indiquer si la personne est décédée de mort naturelle et d'une maladie non contagieuse. Si ce n'est pas le cas, les circonstances du décès ou la nature de la maladie contagieuse doivent être indiquées.

## ΣΥΜΒΑΣΗ

Για τη μεταφορά σορών.  
Στρασβούργο 26.10.1973.

Τα Κράτη-Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, που υπογράφουν τη σύμβαση αυτή.

Έπειδή θεώρησαν απαραίτητη την απλοποίηση των διατυπώσεων που αφορούν τη διεθνή μεταφορά νεκρών.

Έλαβαν υπ' όψη ότι η μεταφορά ενός νεκρού σώματος δεν προκαλεί κανένα κίνδυνο από υγειονομικής πλευράς

ακόμα και αν ο θάνατος οφείλεται σε μεταδοτικό νόσημα, εφ' όσον έχουν ληφθεί τα ένδεικνύμενα μέτρα ιδιαίτερα σε ό,τι αφορά τη στεγανότητα του φέρετρου.

Συμφωνήσανε τα ακόλουθα :

## Άρθρο 1.

1. Τα Συμβαλλόμενα μέρη θα εφαρμόσουν στις μεταξύ τους σχέσεις τις διατάξεις της Συμβάσεως αυτής.

2. Για τους σκοπούς της Συμφωνίας αυτής, όταν αναφέρουμε μεταφορά νεκρών έννοούμε τη διεθνή μεταφορά (σορών) από το Κράτος προελεύσεως προς το Κράτος προορισμού.

Το Κράτος προελεύσεως είναι εκείνο όπου αρχίζει ή μεταφορά ή σε περίπτωση ενός πτώματος που έχει έκταφεί, ή χώρα όπου έγινε ή ταφή.

Το Κράτος προορισμού είναι εκείνο όπου πρόκειται ή σορός να ταφεί ή να αποτεφρωθεί μετά τη μεταφορά.

3. Η Σύμβαση αυτή δεν αναφέρεται στη διεθνή μεταφορά της στάχτης των νεκρών.

## Άρθρο 2.

1. Οι διατάξεις της Συμβάσεως αυτής αποτελούν τις μέγιστες απαιτήσεις για την αποστολή μιας σορού καθώς και για τη διαμετακομιδή και την εισαγωγή της στην επικράτεια ενός των Συμβαλλόμενων μερών.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη είναι ελεύθερα να παρέχουν μεγαλύτερες διευκολύνσεις ή με την εφαρμογή διμερών Συμβάσεων ή με αποφάσεις που θα παίρνουν μετά σύμφωνη γνώμη κατά περίπτωση ιδιαίτερα όταν πρόκειται για μεταφορά μεταξύ δημορών περιοχών. Για την εφαρμογή τέτοιων συμβάσεων και αποφάσεων κατά περίπτωση θα πρέπει να υπάρχει συγκατάθεση όλων των ενδιαφερόμενων Κρατών.

## Άρθρο 3.

1. Κάθε σορός θα πρέπει να συνοδεύεται κατά τη διεθνή μεταφορά από ένα ειδικό πιστοποιητικό «θανάτου» που εκδίδει ή αρμόδια αρχή του Κράτους προελεύσεως.

2. Το πιστοποιητικό θανάτου θα πρέπει ν' αναφέρει τουλάχιστο τα στοιχεία που αναφέρονται στο παράρτημα που ακολουθεί τη Σύμβαση αυτή. Θα πρέπει να συντάσσεται στην επίσημη γλώσσα ή σε μία από τις επίσημες γλώσσες του Κράτους, όπου εκδίδεται και σε μία από τις επίσημες γλώσσες του Συμβουλίου της Ευρώπης.

## Άρθρο 4.

Με εξαίρεση τα πιστοποιητικά που προβλέπονται από τις διεθνείς συμβάσεις και συμφωνίες που αναφέρονται γενικά στις μεταφορές ή από πιθανές μελλοντικές συμβάσεις ή συμφωνίες για τη μεταφορά των σορών δεν απαιτείται από τη χώρα προορισμού ή διαμετακομιδής άλλο πιστοποιητικό εκτός από το πιστοποιητικό θανάτου.

## Άρθρο 5.

Το πιστοποιητικό θανάτου εκδίδεται από την αρμόδια αρχή που αναφέρεται στο άρθρο 8 της Συμβάσεως αυτής αφού αυτή βεβαιωθεί ότι :

α) έχουν εκπληρωθεί οι απαιτούμενες ιατρικές, υγειονομικές, διοικητικές και νομικές διατυπώσεις για τη μεταφορά των σορών και εάν χρειασθεί για τον ένταφιασμό ή και έκταφη, που ισχύουν στη χώρα προελεύσεως.

β) Η σορός τοποθετείται σ' ένα φέρετρο όπως περιγράφεται στα άρθρα 6 και 7 της Συμβάσεως αυτής.

γ) Το φέρετρο πρέπει να περιέχει μόνο τη σορό του ατόμου που αναφέρεται στο πιστοποιητικό θανάτου και τα προσωπικά του είδη που προορίζονται να ταφούν ή ν' αποτεφρωθούν μαζί με το πτώμα.

## Άρθρο 6.

1. Το φέρετρο πρέπει να είναι αεροστεγές και να περιέχει ένα απορροφητικό υλικό. Εάν οι αρμόδιες αρχές του Κράτους προελεύσεως κρίνουν αναγκαίο, το φέρετρο πρέπει να είναι εξοπλισμένο με σύστημα εξαερισμού για να υπάρχει ισορροπία της εσωτερικής και εξωτερικής πιέσεως. Θα πρέπει ν' αποτελείται :

(1) Είτε από ένα εξωτερικό ξύλινο φέρετρο με τοιχώματα πάχους τουλάχιστον 20 χιλιοστών και από ένα εσωτερικό φέρετρο από ψευδάργυρο καλά κλεισμένο ή από άλλο υλικό που μπορεί εύκολα να αυτοκαταστρέφεται.

(2) Είτε από ένα ξύλινο φέρετρο τα τοιχώματα του οποίου δεν πρέπει να έχουν πάχος μικρότερο των 30 χιλιοστών, επενδυμένο με ψευδάργυρο ή άλλο υλικό που μπορεί να αυτοκαταστρέφεται.

2. Εάν ο θάνατος οφείλεται σε λοιμώδες νόσημα, ή σορός θα πρέπει να είναι τυλιγμένη σε ένα σεντόνι έμποτισμένο με αντισηπτικό.

3. Εάν η μεταφορά γίνεται αεροπορικώς θα πρέπει να υπάρχει σύστημα εξαερισμού ή τουλάχιστον έγγυηση άγνωστης άνοιξης που θα κριθεί ικανοποιητική από την αρμόδια υπηρεσία της χώρας προελεύσεως.

#### Άρθρο 7.

Εάν το φέρετρο μεταφέρεται σαν κοινό δέμα, θα πρέπει να γίνεται ειδική συσκευασία ώστε να μη φαίνεται ότι πρόκειται για φέρετρο, με την ένδειξη ότι πρέπει να μεταφέρεται με προσοχή.

#### Άρθρο 8.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα κοινοποιεί στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης την ακριβή ονομασία της αρμόδιας αρχής που αναφέρεται στο άρθρο 3, παράγραφος 1, στο άρθρο 5 και στο άρθρο 6, παράγραφοι 1 και 3 της Συμβάσεως αυτής.

#### Άρθρο 9.

Εάν μια μεταφορά αφορά ένα τρίτο Κράτος που είναι Μέλος της Συμφωνίας του Βερολίνου για τη μεταφορά των νεκρών της 10ης Φεβρουαρίου 1937, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος της Συμβάσεως αυτής μπορεί να ζητήσει από ένα άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος να λάβει τα αναγκαία μέτρα, για να επιτραπεί στο πρώτο από τα Συμβαλλόμενα Μέρη να ικανοποιήσει τις υποχρεώσεις του σύμφωνα με τους όρους της Συμφωνίας του Βερολίνου.

#### Άρθρο 10.

1. Η Σύμβαση αυτή είναι ανοιχτή για υπογραφή από τα Κράτη Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης που μπορούν να γίνουν Μέρη εάν :

α) υπογράψουν χωρίς επιφύλαξεις την κύρωση ή την αποδοχή·

β) υπογράψουν υπό επιφύλαξη την κύρωση ή την αποδοχή και μετά ακολουθήσει κύρωση ή αποδοχή.

2. Οι πράξεις κυρώσεως και αποδοχής θα κατατεθούν στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης.

#### Άρθρο 11.

1. Η Σύμβαση αυτή θα ισχύσει ένα μήνα μετά την ημερομηνία που τρία Κράτη Μέλη του Συμβουλίου θα γίνουν Μέρη της Συμβάσεως σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 10.

2. Για κάθε Κράτος Μέρος που θα υπογράψει αργότερα χωρίς επιφύλαξη την κύρωση ή την αποδοχή ή θα την κυρώσει ή θα την αποδεχθεί, η Σύμβαση θα ισχύσει ένα μήνα μετά την ημερομηνία της υπογραφής ή της καταθέσεως της πράξεως κυρώσεως ή αποδοχής.

#### Άρθρο 12.

1. Μετά την ισχύ της Συμβάσεως αυτής, η έξι Έπιτροπών Έπιτροπή του Συμβουλίου της Ευρώπης θα μπορεί να καλεεί κάθε Κράτος μη Μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης να προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή.

2. Η προσχώρηση θα πραγματοποιηθεί με την κατάθεση στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης της πράξεως προσχωρήσεως που θα αρχίσει να ισχύει ένα μήνα μετά την ημερομηνία της καταθέσεως.

#### Άρθρο 13.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, κατά την υπογραφή ή την κατάθεση της πράξεως κυρώσεως αποδοχής ή προσχωρήσεως, να υποδείξει την περιοχή ή τις περιοχές που θα εφαρμόζεται η Σύμβαση αυτή.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, κατά την κατάθεση της πράξεως κυρώσεως, αποδοχής ή προσχωρήσεως, ή οποιαδήποτε στιγμή μετά, να επεκτείνει την εφαρμογή της Συμβάσεως αυτής με διακήρυξη που απευθύνει στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης, σε άλλη περιοχή που αναφέρεται στη διακήρυξη και για την οποία εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις ή για την οποία έχει τη δικαιοδοσία να συνάπτει Συμβάσεις.

3. Κάθε διακήρυξη που γίνεται σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο θα μπορεί να αποσυρθεί, για τις περιοχές που υποδεικνύονται σε αυτή τη διακήρυξη, σύμφωνα με τις προβλεπόμενες από το άρθρο 14 της Συμβάσεως αυτής προϋποθέσεις.

#### Άρθρο 14.

1. Η Σύμβαση αυτή θα παραμείνει σε ισχύ χωρίς περιορισμό και διάρκεια.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορεί, σε ό,τι το αφορά, να λύσει τη Σύμβαση αυτή απευθύνοντας ανακοίνωση στη Γενική Γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρώπης.

3. Η λύση θα ισχύσει έξι μήνες μετά την ημερομηνία λήξεως της ανακοινώσεως από τη Γενική Γραμματεία.

#### Άρθρο 15.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα ανακοινώσει στα Κράτη Μέλη του Συμβουλίου και σε κάθε Κράτος που θα είχε προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή:

α) κάθε υπογραφή κυρώσεως ή αποδοχής χωρίς επιφύλαξη·

β) κάθε υπογραφή κυρώσεως ή αποδοχής με επιφύλαξη·

γ) την κατάθεση κάθε πράξεως κυρώσεως, αποδοχής ή προσχωρήσεως·

δ) κάθε ημερομηνία που αρχίζει να ισχύει η Σύμβαση, αυτή σύμφωνα με το άρθρο 11·

ε) κάθε ανακοίνωση που λαμβάνει σε εφαρμογή των διατάξεων των παραγράφων 2 και 3 του άρθρου 13·

στ) κάθε ανακοίνωση που λαμβάνει σε εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 14 και την ημερομηνία που θα πραγματοποιηθεί η λύση της Συμβάσεως·

ζ) κάθε ανακοίνωση που θα του σταλεί σύμφωνα με το άρθρο 8.

Σε πίστη των παραπάνω, οι υπογεγραμμένοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτό υπέγραψαν τη Σύμβαση αυτή. Έγινε στο Στρασβούργο στις 26 Οκτωβρίου 1973 γαλλικά και αγγλικά και τα δύο κείμενα είναι ακριβώς τα ίδια και θα κατατεθεί από ένα αντίτυπο μόνο στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιήσει από ένα κυρωμένο αντίγραφο σε κάθε Κράτος που έχει υπογράψει ή προσχωρήσει.

#### Π α ρ α ρ τ η μ α

##### Πιστοποιητικό θανάτου.

Αυτό το πιστοποιητικό θανάτου χορηγείται σύμφωνα προς τους όρους της Συμβάσεως για τη μεταφορά των νεκρών, ιδιαίτερα των άρθρων 3 και 5.

Έγκρίνεται η μεταφορά της σορού του :

Όνοματεπώνυμο θανόντος :

που πέθανε την ..... στο

..... από (αίτια θανάτου) <sup>2,3</sup>.

σε ηλικία :

ημερομηνία και τόπος γεννήσεως :

Η σορός πρέπει να μεταφερθεί :

(μέσο μεταφορᾶς)

από :

διαδρομή :

προορισμός :

Η μεταφορά της σορού έγκρίνεται και καλούνται οι αρχές των Κρατών απ' όπου θα περάσει ή σορός να επιτρέψουν την ελεύθερη διέλευση.

## Ἡμερομηνία

Ἵπογραφή τῆς ἀρμόδιας ἀρχῆς :  
Σφραγίδα ἐπίσημη  
τῆς ἀρμόδιας ἀρχῆς

**ΣΗΜ.** 1. Τὸ κείμενο τῶν ἀρθρῶν 3 καὶ 5 τῆς συμβάσεως θὰ πρέπει ν' ἀναγράφεται ἀπὸ πίσω.

2. Ἀναφέρετε τὴν αἰτία θανάτου, γαλλικὰ ἢ ἀγγλικὰ ἢ μὲ τὸν κώδικα τῆς Π.Ο.Υ.

3. Ἐὰν ἡ αἰτία θανάτου δὲν δίνεται, γιατί εἶναι ἐπαγγελματικὸ μυστικὸ, πιστοποιητικὸ μὲ τὴν αἰτία θανάτου θὰ πρέπει νὰ κλειστῆ σὲ φάκελλο καὶ νὰ συνοδεύει τὴ σορὸ κατὰ τὴ μεταφορὰ τῆς καὶ νὰ παραδοθῆ στὴν ἀρμόδια ἀρχὴ τῆς χώρας προορισμοῦ. Ὁ κλειστὸς φάκελλος θὰ ἀποτελεῖ τὴν ἐξωτερικὴ ἔνδειξη πού ἐπιτρέπει τὴν ἐξακριβώση καὶ θὰ πρέπει νὰ ἔχει συρραφῆ μὲ τὸ πιστοποιητικὸ θανάτου.

Ἐὰν δὲν ὑπάρχει ἡ πρόσθετη αὐτὴ ἔνδειξη στὸ πιστοποιητικὸ θανάτου θὰ πρέπει ν' ἀναφέρεται ἐὰν τὸ ἄτομο πέθανε ἀπὸ φυσικὸ θάνατο ἀπὸ μὴ λοιμώδη νόσο.

Ἐὰν δὲν εἶναι αὐτὴ ἡ περίπτωση, ἡ αἰτιολογία τοῦ θανάτου ἢ ἡ φύση τῆς μεταδοτικῆς νόσου θὰ πρέπει νὰ ἀναφερθοῦν.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῆ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῆ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 10 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ

**ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ ΠΑΡΑΣΚΕΥΑΣ ΑΥΓΕΡΙΝΟΣ**

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλῃ Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 11 Ἰανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ**

(2)

**ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1316**

Ἰδρυση, ὀργάνωση καὶ ἀρμοδιότητες τοῦ Ἐθνικοῦ Ὁργανισμοῦ Φαρμάκων (Ε.Ο.Φ.), τῆς Ἐθνικῆς Φαρμακοβιομηχανίας (Ε.Φ.), τῆς Κρατικῆς Φαρμακοποθῆκης (Κ.Φ.) καὶ τροποποίηση καὶ συμπλήρωση τῆς Φαρμακευτικῆς Νομοθεσίας καὶ ἄλλες διατάξεις.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Κυροῦμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον :

**ΚΕΦΑΛΑΙΟ Α'.**

Ἰδρυση καὶ Ὁργάνωση Ἐθνικοῦ Ὁργανισμοῦ Φαρμάκων.

**Ἄρθρο 1.**

Ἰδρυση— Ἐπωνυμία— Ἐποπτεία— Ἐξουχ.

1. Ἰδρύεται Νομικὸ Πρόσωπο Δημοσίου Δικαίου μὲ ἔδρα τὴν Ἀθῆνα καὶ ἐπωνυμία: «**ΕΘΝΙΚΟΣ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ ΦΑΡΜΑΚΩΝ**» (Ε.Ο.Φ.).

2. Τὰ στοιχεῖα «Ε.Ο.Φ.» ἀποτελοῦν διακριτικὸ τίτλο πού ἀνήκει ἀποκλειστικὰ στὸν Ὁργανισμὸ. Ἀπαγορεύεται σὲ ὅποιοδήποτε ἄλλο φυσικὸ ἢ νομικὸ πρόσωπο νὰ χρησιμοποιεῖ αὐτὰ τὰ στοιχεῖα σὰν ἐπωνυμία, σῆμα ἢ διακριτικὸ τίτλο.

3. Ὁ Ε.Ο.Φ. λειτουργεῖ κάτω ἀπὸ τὴν ἐποπτεία τοῦ Κράτους πού ἀσκεῖται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

**Ἄρθρο 2.**

Σκοπὸς— Ἀντικείμενο.

1. Ὁ Ε.Ο.Φ. ἔχει σὰν πρῶτιστο σκοπὸ τὴν προστασία καὶ βελτίωση τῆς Δημόσιας Ὑγείας, καθὼς καὶ τὴν ἐξασφάλιση τοῦ δημόσιου συμφέροντος γενικότερα τῶν τομέα τῆς

παραγωγῆς, εἰσαγωγῆς καὶ διακίνησης γενικὰ τῶν προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς του καὶ τὴν ἀνάπτυξη τῶν σχετικῶν ἐμπορευομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων, καθὼς καὶ τῆς τεχνολογίας καὶ ἔρευνας.

2. Ἀντικείμενο τῶν ἀρμοδιοτήτων τοῦ Ε.Ο.Φ. ἀποτελοῦν τὰ ἑξῆς προϊόντα:

α) Φαρμακευτικὲς οὐσίες, πρῶτες ὕλες καὶ ὕλικά συσκευασίας τῶν προϊόντων ἀρμοδιότητάς του.

β) Φαρμακευτικὰ ἰδιοσκευάσματα καὶ συσκευάσματα, ἰστρο-ἐμβόλια γιὰ ἀνθρώπινη καὶ κτηνιατρικὴ χρήση καὶ γενικὰ φαρμακευτικὰ προϊόντα. Σ' αὐτὰ περιλαμβάνονται καὶ τὰ διαγνωστικὰ ἀντιδραστήρια «**IN VIVO**» καὶ τὰ ἐξω-παρασκευαστικὰ τῶν ἀνθρώπων καὶ ζώων.

γ) Δρόγες καὶ μείγματα θρογῶν μὲ θεραπευτικὲς ἢ προφυλακτικὲς ἐνδείξεις.

δ) Προϊόντα σήματος.

ε) Ραδιενεργὰ ἰδ/τα ἢ συσκευάσματα γιὰ θεραπευτικὴ ἢ διαγνωστικὴ χρήση.

στ) Βρεφικὰ γάλατα.

ζ) Διαιτητικὰ προϊόντα μὲ θεραπευτικὲς ἢ προφυλακτικὲς ἐνδείξεις.

η) Ὁδοντιατρικὰ ὕλικά.

θ) Ἰαματικά νερά.

ι) Ζωοτροφές μὲ φαρμακευτικὰ προσθετικά καὶ ἰχθυοστοχεῖα καθὼς καὶ προμείγματα καὶ προσθετικά ζωοτροφῶν.

ια) Προϊόντα κατὰ τοῦ καπνίσματος καὶ λοιπὰ ἀπωθητικά.

ιβ) Ἀποστειρωμένα καὶ μὴ ὕλικά μιᾶς ἢ πολλαπλῆς χρήσης (σύριγγες, βελόνες, συσκευὲς ἐγχύσεως, μεταγγίσης, καθετῆρες κλπ.) καὶ φίλτρα αἱματοκάθαρσης καθὼς καὶ ἱατρικὰ καὶ ὀδοντιατρικὰ ἐργαλεῖα.

ιγ) Ὑγρά διαλύματα περιτοναϊκῆς διύλισης ἢ αἱμοδιύλισης.

ιδ) Ἐπιδεσμικά ὕλικά, ταμπόν, βαμβάκι κλπ. γιὰ φαρμακευτικὴ χρήση.

ιε) Ὑγρά φακῶν ἐπαφῆς, καθαριστικὰ τεχνητῶν ὀδοντοστοιχιῶν καὶ τὰ συναφῆ προϊόντα.

ιστ) Χειρουργικὰ ράβματα.

ιζ) Βιολογικὰ ἀντιδραστήρια (IN VITRO) καθὼς καὶ ἀντιδραστήρια μαζικῆς καὶ τυποποιημένης παραγωγῆς γιὰ διαγνωστικὴ καὶ γενικὰ ἱατρικὴ χρήση.

ιη) Ἀπολυμαντικά καὶ ἀντισηπτικά χώρου.

ιθ) Ἀποσμητικά χώρου.

κ) Καλλυντικὰ προϊόντα καὶ οὐσίες πού χρησιμοποιοῦνται γιὰ τὸν καλλωπισμὸ καὶ τὴν περιποίηση τοῦ σώματος.

3. Μὲ Π.Δ. πού ἐκδίδονται, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ἐπεκτείνονται οἱ ἀρμοδιότητες τοῦ Ε.Ο.Φ. τοῦ ἀρθροῦ 3 τοῦ νόμου αὐτοῦ καὶ σὲ ἄλλα συναφῆ ἀντικείμενα.

4. Τὰ παραπάνω εἶδη ὑπάγονται στὴν ἀρμοδιότητα τοῦ Ε.Ο.Φ. εἴτε παράγονται εἴτε εἰσάγονται στὴν Ἑλλάδα σὰν πρῶτες ὕλες, ἡμιέτοιμα ἢ έτοιμα προϊόντα, εἴτε διακινοῦνται μὲ ὅποιοδήποτε τρόπο μέσα στὰ ὅρια τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπικράτειας, ἀνεξάρτητα ἀν προορίζονται γιὰ ἐσωτερικὴ καταβάλεση ἢ ἐξαγωγή.

**Ἄρθρο 3.**

**Ἀρμοδιότητες.**

Γιὰ τὴν ὑλοποίηση τῶν σκοπῶν του, ὁ Ε.Ο.Φ.:

1. Ἀποφασίζει: α) Τὴν ἐγκριση, ἀπόρριψη, ἀνανέωση, τροποποίηση, ἀναστολή ἢ καὶ ἀνάκληση τῶν ἀδείων κυκλοφορίας τῶν εἰδῶν τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ.

β) Τὴ διενέργεια τῶν ἀπαιτούμενων κλινικῶν καὶ ἐργαστηριακῶν ἢ ἄλλων μελετῶν καὶ ἐφαρμογῶν στὰ παραπάνω προϊόντα.

γ) Τὴ λήψη ἄμεσων διοικητικῶν ἢ συντηρητικῶν μέτρων, ὅταν κινδυνεύει ἡ Δημόσια Ὑγεία.

δ) Τὴ χορήγηση, ἀναστολή ἢ ἀνάκληση ἀδείας δυνατότητας παρασκευῆς προϊόντων ἢ μερῶν τῆς ἀρμοδιότητάς του καθὼς καὶ τὴν προσωρινὴ ἢ ὀριστικὴ διακοπὴ τῆς παραγωγῆς τους.

2. Γνωμοδοτεί σε σχέση με τὰ προϊόντα τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος:

α) Γιά τή χορήγησι τῆ ἀνάκλησι ἀδειας ἔδρουσι, ἐγκατάστασι, λειτουργίαι, επέκτασι, μεταφορά, μεταστέγασι, συστήμασι μονάδων πού ἀσχολοῦνται με τήν παραγωγή ἢ ἐμπορία τους.

β) Γιά τόν καθορισμό τῶν τιμῶν τῶν προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς του, καθὼς καὶ γιά τὸ σύστημα κοστολόγησι καὶ ἀνακοστολόγησι τους.

γ) Γιά κάθε θέμα πού σχετίζεται με τήν ἔρευνα, παραγωγή, εἰσαγωγή, ἐξαγωγή καὶ διακίνησι τους.

δ) Γιά τήν ἐπιβολή τῶν προβλεπόμενων διοικητικῶν κυρώσεων ἀπὸ τὸ νόμο αὐτόν καὶ τήν ὑπόλοιπη Φαρμακευτικὴ Νομοθεσία.

3.α) Ἀσκεῖ προληπτικὸ ἔλεγχο τῶν πιστοποιητικῶν προέλευσι, σύνθεσι, τιμολογίον, τιμοκαταλόγων τῆς χώρας προέλευσι, καθὼς καὶ κάθε ἄλλου πιστοποιητικῶν πού συνοδεύει τήν εἰσαγωγή τῶν προϊόντων τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος ἢ πού καθορίζεται με ἀπόφασι τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

β) Κατὰ τήν κρίσι του ἐλέγχει ἢ ἀναδέτει σε ἄλλες δημόσιες ὑπηρεσίαι ἢ νομικά πρόσωπα τὸν ἔλεγχο τῶν μεθόδων βιομηχανικῆς παρασκευῆς φαρμακευτικῶν οὐσιῶν, πού προστατεύονται ἀπὸ διπλώματα εὑρεσιτεχνίας (PATENTS). Τὶς ἀξιολογεῖ ἐπιστημονικά ἂν εἶναι νέαι καὶ πρωτότυποι, κατὰ τήν ἔννοια τοῦ Ν. 2527/1920 «περὶ διπλωμάτων εὑρεσιτεχνίας» καὶ εἰσηγεῖται στὸν Ὑπουργὸ Ἐρευνας καὶ Τεχνολογίας γιά τήν ἀνάκλησι, ἢ ἀκύρωσι τους. Ὑστερα ἀπὸ σχετικὴ αἴτησι ἐνδιαφερόμενης ἐγχώριας βιομηχανίας ἢ κρατικῆς ἢ ἡμικρατικῆς ὀργανισμοῦ, εἰσηγεῖται καὶ γνωμοδοτεῖ στὶς ἀρμόδιαι διοικητικῆς καὶ δικαστικῆς ἀρχῆς γιά τήν ἀναγκαιότητα ἢ σκοπιμότητα χορήγησι ὑποχρεωτικῆς ἀδειας ἐκμετάλλευσι διπλωμάτων εὑρεσιτεχνίας πού ἀφοροῦν μεθόδους παρασκευῆς φαρμακευτικῶν προϊόντων, σύμφωνα με τήν ἰσχύουσα «περὶ Διπλ. Εὑρεσιτεχνίας» νομοθεσία.

γ) Διενηγεῖ ἐπιθεωρήσεις καὶ δειγματοληψίαι με ἔργανά του κατὰ τὰ στάδια τῆς εἰσαγωγῆς, παραγωγῆς, ἀποθήκευσι, διακίνησι καὶ διάθεσι ὑλῶν, ἡμιέτοιμων καὶ ἐτοιμῶν προϊόντων τῶν εἰδῶν τῆς ἀρμοδιότητάς του σε κάθε χώρο πού μπορεῖ νὰ παράγονται, ἀποθηκεύονται ἢ διακινῶνται αὐτά, καθὼς καὶ σε κάθε ἐντυπο πού συνοδεύει τὶς πράξεις διαδικασίαι.

4. Ἰδρύει αὐτοδύναμα ἢ σε συνεργασία με ἄλλαι δημόσιαι ὑπηρεσίαι καθὼς καὶ με νομικά καὶ φυσικά πρόσωπα δημοσίου καὶ ἰδιωτικοῦ δικαίου, ἡμεδαπὰ ἢ ξένα, ἐμποροβιομηχανικῆς μονάδαι με σκοπὸ τήν ἔρευνα, τήν ἀνάπτυξι καὶ εἰσαγωγή τεχνολογίας, τήν παρασκευή, εἰσαγωγή, ἐξαγωγή καὶ γενικά τὴ διακίνησι τῶν προϊόντων τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος.

5. Εἰσηγεῖται στὶς ἀρμόδιαι κρατικῆς ἀρχῆς τὰ ἀναγκαία νομοθετικά, διοικητικά καὶ ἄλλα μέτρα πού πρέπει νὰ λαμβάνονται γιά τήν πρόαψισι τῆς δημόσιας υγείας καὶ τοῦ δημόσιου συμφέροντος στὸν τομέα τῆς παραγωγῆς, εἰσαγωγῆς καὶ διακίνησι τῶν παραπάνω προϊόντων καὶ ἐνδεικτικά γιά:

α) Τὶς συνθήκαι παραγωγῆς, ἀποθήκευσι καὶ διακίνησι τους.

β) Τήν προστασία, ἀσφάλεια καὶ τὶς συνθήκαι ἐργασίας τῶν ἐργαζομένων στήν ἔρευνα, παραγωγή καὶ διακίνησι τους.

γ) Τήν προστασία τοῦ περιβάλλοντος.

δ) Τήν προμήθειά τους ἀπὸ τὸ Δημόσιον καὶ τὰ Ν.Π. Δ.Δ., τήν τήρησι τῶν προδιαγραφῶν, γνωμοδοτώντας παράλληλα καὶ γιά τὰ ἀποτελέσματα.

6. Εἰσηγεῖται γιά τὴ σύνθεσι τοῦ «Γενικοῦ Συμβουλίου Ε.Ο.Φ.» καὶ ὄλων τῶν Ἐπιτροπῶν πού προβλέπονται ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο.

7. Καταρτίζει τὰ σχέδια τῆς Ἑλληνικῆς Φαρμακοποιίας καὶ τοῦ Ἑθνικοῦ Συνταγολόγιου καὶ τῶν ἀναγκαίων συμπληρωμάτων τους.

8. Λαμβάνει: κάθε νόμιμο μέτρο γιά τὸν ἀμалό ἐφοδισμὸ

τῆς ἀγοράς με φαρμακευτικά καὶ παραφαρμακευτικά προϊόντα καὶ γιά τήν ἀποφυγή ἐλλείψεων.

9. α) Προγραμματίζει καὶ διεξάγει αὐτοδύναμα ἢ σε συνεργασία με φυσικά καὶ νομικά πρόσωπα δημοσίου καὶ ἰδιωτικοῦ δικαίου, ἡμεδαπὰ ἢ ξένα, ἔρευναι γιά τήν ἀνάπτυξι νέων ἢ τῆ ἐελτίωσι τῶν προϊόντων τοῦ ἄρθρου 2, ἀξιοποιώντας ἰδιαίτερα τὶς πλουτοπαραγωγικῆς πηγῆς τῆς χώρας.

β) Καταρτῶναι καὶ ὀργανῶναι, μόνος του ἢ σε συνεργασία με Ἄνωτάτα Ἐκπαιδευτικά Ἰδρύματα καὶ ἐπιστημονικοῦς φορεῖς, ἐκπαιδευτικά προγράμματα γιά τὸ προσωπικὸ του καὶ τὸ προσωπικὸ τῶν μονάδων πού ἔχουν ἀντικείμενο τήν παραγωγή καὶ διακίνησι τῶν προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς του.

10. Καθορίζει τὶς τεχνικῆς προδιαγραφῆς γιά τήν ἐγκρισι, εἰσαγωγή, παραγωγή, ἀποθήκευσι καὶ διακίνησι τῶν προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς του καὶ ἐλέγχει τήν ἐφαρμογή τους.

11. Ἐνημερῶναι τήν κοινὴ γνώμη καὶ ὄλους τοὺς ἀσχολούμενους με τὴ δημόσια υγεία γιά θέματα σχετικά με τὸ ἀντικείμενο του, γιά τὴ σωστή χρῆσι τῶν προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς του καὶ τήν πρόαψισι καὶ παραγωγή τῆς δημόσιας υγείας.

12. Ἀσκεῖ τήν ἐποπτεία καὶ τὸν ἔλεγχο στήν Ἑθνικὴ Φαρμακοβιομηχανία, στήν Κρατικὴ Φαρμακοποθήκη καὶ σε κάθε ἄλλη ἐπιχείρησι πού ἱδρύει σύμφωνα με τὶς διατάξει τοῦ παρόντος.

#### Ἄρθρο 4.

Ἀπαλλαγῆς καὶ προνόμια.

1. Ὁ Ε.Ο.Φ., ἀπαλλάσσεται ἀπὸ κάθε δημοτικὸ καὶ κοινοτικὸ φόρο ἢ τέλος καὶ κάθε εἰσφορά, κράτησι ἢ δικαίωμα ὑπὲρ τρίτου, με ἐξαίρεσι τὰ τέλη χρῆσι τοῦ.

2. Ὁ Ε.Ο.Φ. ἔχει ὄλες τὶς δικαστικῆς ἀτέλειαι καὶ τὰ προνόμια δικονομικοῦ δικαίου τοῦ Δημοσίου.

3. Γιά τήν εἰσπραξι τῶν ἐσόδων του ἐφαρμόζονται οἱ οὐσιαστικῆς καὶ δικονομικῆς διατάξει τοῦ Κώδικα «Περὶ Εἰσπραξέωσι Δημοσίων Ἐσόδων» πού ἰσχύουν.

#### Ἄρθρο 5.

Διοικητικὸ Συμβούλιον—Σύνθεσι καὶ λειτουργία.

A. Σύνθεσι:

1. Ὁ Ε.Ο.Φ. διοικεῖται ἀπὸ 11μελῆς Δ.Σ. πού ἀποτελεῖται ἀπὸ:

α) Τὸν πρόεδρο.

β) Ἐναν ἐκπρόσωπο τῶν ἐργαζομένων πού ὀρίζεται ἀπὸ τὴν ΓΣΕΕ μεταξὺ τῶν ἐργαζομένων σε ἐπιχειρήσεις ἀρμοδιότητάς Ε.Ο.Φ.

γ) Ἐναν ἐκπρόσωπο τῆς Τοπικῆς Αὐτοδιοίκησι πού ὀρίζεται ἀπὸ τὴν ΚΕΑΚΕ.

δ) Ἐναν ἐκπρόσωπο τῶν ἐπιστημονικῶν φορέων πού ἐκλέγεται μεταξὺ τῶν προτεινόμενων ἀπὸ τοὺς α) Πανελληνίον Ἱατρικὸν Σύλλογο, β) Πανελληνίον Φαρμακευτικὸν Σύλλογο καὶ Πανελλήνια Ἐνωσι Φαρμακοποιῶν σε κοινὴ τους συνεδρίασι, γ) Ἐνωσι Ἑλλήνων Χημικῶν, δ) Πανελληνίον Ἐνωσι Βιολόγων, ε) Τεχνικὸν Ἐπιμελητήριον Ἑλλάδος, στ) Πανελληνίον Κτηνιατρικὸν Σύλλογο, ζ) Ἑλληνικὴ Ὀδοντιατρικὴ Ὀμοσπονδία.

Ἡ ἐκλογὴ γίνεται κατὰ τήν ἐξῆς διαδικασία:

Ὁ Ὑπουργὸς καλεῖ τοὺς φορεῖς νὰ προτείνουν ἀπὸ ἕναν ὑποψήφιον ἐντὸς 10 ἡμερῶν τὸ ἀργότερο. Με πρόκλησι τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας γίνεται κοινὴ σύσκεψι ὄλων ὄσων προτάθησαν ἐμπρόθεσμο καὶ ἐκλέγεται μεταξὺ τους με μυστικὴ ψηφοφορία ὁ ἐκπρόσωπος.

ε) Ἐναν ἐκπρόσωπο τῶν ἐργαζομένων στὸν Ε.Ο.Φ. πού ἐκλέγεται ἀπὸ Γενικὴ Συνέλευσι τοῦ ἐνιαίου συνδικαλιστικοῦ τους φορέα με μυστικὴ ψηφοφορία στήν ὁποία παίρνουν μέρος τουλάχιστον τὰ 3/5 τοῦ συνόλου τῶν ἐργαζομένων στὸν Ε.Ο.Φ.

Εάν δὲν ὑπάρχει ἐνιαῖος συνδικαλιστικός φορέας, ὁ Ὑπουργὸς ἀναθέτει τὴ σύγκληση Γ.Σ. στὸν Πρόεδρο τοῦ μαζικότερου σωματείου καί, ἂν δὲν ὑπάρχουν σωματεία, σὲ πρόσωπο τῆς ἐκλογῆς του.

Σὲ κάθε περίπτωση πού δὲν ὑπάρξουν δυνατότητες πρότασης ἢ προτεινόμενοι γιὰ τὶς κατηγορίες β, γ, δ καὶ ε μέσα στὶς προθεσμίες πού προβλέπονται ἀπὸ τὸ παρὸν ἄρθρο ἢ πού ὀρίζει ὁ Ὑπουργὸς Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὁ Ὑπουργὸς ὀρίζει πρόσωπα δικῆς του ἐπιλογῆς ὡς ἐκπροσώπους.

στ) Ἐναν πτυχιούχο Νομικῆς, ἕναν πτυχιούχο Οἰκονομικῶν Ἐπιστημῶν Α.Ε.Ι. καὶ τέσσερις (4) πτυχιούχους Φυσικομαθηματικῆς ἢ Πολυτεχνικῆς ἢ Ἱατρικῆς ἢ Κτηνιατρικῆς Σχολῆς μὲ εἰδικὲς γνώσεις καὶ πείρα στὰ θέματα πού ἔχουν ἀμεση σχέση μὲ τὸ ἀντικείμενο ἀρμοδιότητος τοῦ Ε.Ο.Φ. πού ὀρίζονται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

2. Πρόεδρος ὀρίζεται μὲ πράξη τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας πτυχιούχος Ἀνώτατης Σχολῆς μὲ ιδιαίτερη ἐπιστημονικὴ καὶ διοικητικὴ ἱκανότητα καὶ πείρα στὸ ἀντικείμενο τοῦ Ε.Ο.Φ. Μὲ ἴδια πράξη ὀρίζονται οἱ Α' καὶ Β' Ἀντιπρόεδροι μεταξὺ τῶν ὑπόλοιπων μελῶν τοῦ Δ.Σ. καθὼς καὶ ἡ ἀποζημίωση τοῦ Προέδρου καὶ τῶν Ἀντιπροέδρων. Στὴν τελικὴ σύνθεση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου πρέπει ὅπωςδήποτε νὰ περιλαμβάνεται ἕνας τουλάχιστο γιαντρός, δύο φαρμακοποιοὶ καὶ ἕνας χημικός.

3. Τὸ Δ.Σ. συγκαλεῖται σὲ σῶμα μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Ἡ ἀποζημίωση τῶν ὑπόλοιπων μελῶν τοῦ Δ.Σ. καθορίζεται μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Ἡ θητεία τοῦ Δ.Σ. εἶναι τριετής.

Ὁ Πρόεδρος καὶ οἱ Ἀντιπρόεδροι τοῦ Ε.Ο.Φ. παύονται ἢ ἀντικαθίστανται ὅποτεδήποτε μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ τὰ ὑπόλοιπα μέλη τοῦ Δ.Σ. μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Ἡ θητεία τῶν μελῶν πού διορίζονται σὲ ἀντικατάσταση ἄλλων πού ἐπαύσαν γιὰ ὅποιονδήποτε λόγο νὰ εἶναι μέλη, λήγει στὸ χρόνο πού θὰ ἔληγε ἢ θητεία αὐτῶν πού ἀντικατέστησαν. Μέλη πού ἔληξε ἡ θητεία τους ἐξακολουθοῦν νὰ ἀσκοῦν τὰ καθήκοντά τους μέχρι τῆ νόμιμη ἀναπλήρωσή τους.

#### Β'. Λειτουργία:

1. Τὸ Δ.Σ. συγκαλεῖται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο τουλάχιστο μιὰ φορά τὸ μῆνα καὶ βρίσκεται σὲ ἀπαρτία ἐφόσον παρίσταται ἕξι (6) τουλάχιστο μέλη του. Μεταξὺ αὐτῶν ἀπαραίτητα πρέπει νὰ εἶναι ὁ Πρόεδρος ἢ ἕνας τῶν Ἀντιπροέδρων.

2. Στὶς συνεδριάσεις τοῦ Δ.Σ. προεδρεύει ὁ Πρόεδρος. Σὲ περίπτωση ἀπουσίας του γιὰ ὅποιοδήποτε λόγο τὸν ἀναπληρῶνει κατὰ σειρά ὁ Α' ἢ Β' Ἀντιπρόεδρος.

3. Οἱ ἀποφάσεις παίρνονται μὲ πλειοψηφία τῶν παρόντων μελῶν.

Σὲ περίπτωση ἰσοψηφίας ὑπερισχύει ἡ ἀποψη μὲ τὴν ὁποία τάχθητε αὐτὸς πού προεδρεύει.

4. Χρέη Γραμματέα τοῦ Δ.Σ. ἐκτελεῖ ὑπάλληλος τοῦ Ε.Ο.Φ. πού ὀρίζεται μαζί μὲ τὸν ἀναπληρωτὴ του μὲ ἀπόφαση τοῦ Προέδρου τοῦ Δ.Σ. Ἡ ἀποζημίωσή του καθορίζεται σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 8 τοῦ Ν. 754/1978.

5. Μὲ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ., μπορεί τὸ Δ.Σ. νὰ λειτουργεῖ σὲ ὀλομέλεια καὶ σὲ τρία (3) τμήματα, πού προεδρεύονται ἡ ὀλομέλεια καὶ τὸ πρῶτο τμήμα ἀπὸ τὸν Πρόεδρο καὶ τὰ ὑπόλοιπα δύο ἀπὸ τοὺς Α' καὶ Β' ἀντίστοιχα ἀντιπροέδρους. Ἐπίσης μὲ τὴν ἴδια διαδικασία μπορεί νὰ ἀνατεθοῦν κάθε φορά συγκεκριμένα καθήκοντα ἢ ἔργα καὶ γιὰ καθορισμένο χρονικὸ διάστημα σὲ μέλος ἢ μέλη τοῦ Δ.Σ. Μὲ τὴν ἴδια ἀπόφαση καθορίζεται καὶ ἡ ἀρμοδιότητα τῶν τμημάτων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὁ τρόπος λειτουργίας τους καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια. Ἡ ἀποζημίωση τοῦ μέλους ἢ τῶν μελῶν αὐτῶν καθορίζεται μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ὕστερα ἀπὸ πρό-

ταση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. Κάθε ἀπόφαση τμήματος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. μπορεί νὰ ἀνατραπεῖ μὲ ἀπόφαση τῆς ὀλομέλειας τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ.

6. Ἡ τακτικὴ ἐκπλήρωση τῶν καθήκοντων πού ἀπορρέουν ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο ἀποτελεῖ ὑπηρεσιακὸ καθήκον τοῦ Προέδρου, τῶν Ἀντιπροέδρων καὶ τῶν λοιπῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Σὲ περίπτωση παράβασής του ἔχουν ὄλες τὶς ἀστικὲς καὶ ποινικὲς κυρώσεις τῶν δημοσίων ὑπαλλήλων. Ἀδικολόγητη ἀποχὴ ἀπὸ τὰ καθήκοντά τους καὶ ἰδιαίτερα ἀπὸ τὶς συνεδριάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, πέρα ἀπὸ τρεῖς μῆνες, ἀποτελεῖ λόγο ἀντικατάστασής τους.

#### Ἄρθρο 6.

Ἀρμοδιότητες Διοικητικοῦ Συμβουλίου — Προέδρου — Ἀντιπροέδρων.

1. Τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο ἀποφασίζει γιὰ ὅλα τὰ ζητήματα διοίκησης καὶ διαχείρισης τοῦ Ὄργανισμοῦ, ἐφόσον δὲν ὑπάρχουν στὴν ἀρμοδιότητα ἄλλων ὀργάνων. Ἀσκεῖ ὅλα τὰ δικαιώματα, εἰσπγγεῖται ἢ ἐπιβάλλει ὄλες τὶς κυρώσεις πού προβλέπονται ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο. Εἰδικότερα:

1. Μελετᾷ, γνωμοδοτεῖ καὶ εἰσπγγεῖται τὰ ἀναγκαῖα νομοθετικὰ μέτρα γιὰ τὴ βελτίωση τῆς ὀργάνωσης καὶ λειτουργίας τοῦ Ὄργανισμοῦ.

2. Καταρτίζει καὶ ὑποβάλλει γιὰ ἔγκριση στὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, σύμφωνα μὲ τὴ διαδικασία πού προβλέπεται ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο, ὄλους τοὺς κανονισμοὺς καὶ εἰδικότερα:

α) Κανονισμὸ γιὰ τὴ λειτουργία τοῦ Ε.Ο.Φ., τὴ σύνθεση καὶ ὀργάνωση τῶν ὑπηρεσιῶν του καὶ τὴν ὑπηρεσιακὴ κατάσταση τοῦ προσωπικοῦ του.

β) Ὅλους τοὺς κανονισμοὺς καὶ ὀργανισμοὺς τῶν ἰδρυμένων ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ. ἐπιχειρήσεων.

γ) Κανονισμὸ εἰσπραξῆς καὶ διαχείρισης τῶν πόρων καὶ τὸν τοποθέτησιν τῶν κεφαλαίων.

δ) Κανονισμὸ προμήθειας ὑλικῶν καὶ κάθε ἄλλο κανονισμὸ πού θὰ κριθεῖ σκόπιμος.

3. Καταρτίζει τὸν προϋπολογισμὸ, ἰσολογισμὸ καὶ ἀπολογισμὸ.

4. Λαμβάνει γνώση τῶν ἐκθέσεων οἰκονομικοῦ ἐλέγχου τοῦ Ὄργανισμοῦ καὶ τῶν ἐπιχειρήσεων πού ἐλέγχονται ἀπὸ αὐτὸν.

5. Συγκροτεῖ τακτικὲς καὶ ἔκτακτες ἐπιτροπὲς ἀπὸ μέλη του ἢ ὑπαλλήλους τοῦ Ὄργανισμοῦ ἢ εἰδικὰ πρόσωπα γιὰ προπαρασκευῆ, εἰσπγγητῆ, γνωμάτευση ἢ ἀπόφαση καὶ διαχειριστῆ ζητημάτων πού ἀνάγονται στὴν ἀρμοδιότητά του καὶ καθορίζει τὶς ἀρμοδιότητές τους. Ἡ ἀποζημίωση τῶν μελῶν τῶν ἐπιτροπῶν αὐτῶν καθορίζεται, τῶν μὲν δημοσίων ὑπαλλήλων καὶ ὑπαλλήλων Ν.Π.Δ.Δ. σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 8 τοῦ Ν. 754/1978, τῶν δὲ ἰδιωτικῶν μὲ κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

6. Ἐλέγχει τὶς πράξεις τῶν λοιπῶν ὀργάνων τοῦ Ε.Ο.Φ.

7. Ὑποβάλλει στὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μετὰ τὸ τέλος κάθε χρόνου καὶ μέσα στὸ πρῶτο τρίμηνο τοῦ ἐπόμενου λεπτομερῆ ἐκθεση πεπραγμένων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

8. Ἀναθέτει ἀρμοδιότητές του στὸν Πρόεδρο, τοὺς Ἀντιπροέδρους καὶ τὰ λοιπὰ μέλη του, καθὼς καὶ συγκεκριμένο ἔργο σὲ ἐπιτροπὲς ὑπαλλήλων τοῦ Ὄργανισμοῦ ἢ τρίτα πρόσωπα, καθορίζοντας ταυτόχρονα τὴν ἔκταση καὶ διάρκειά τους. Ἡ ἀποζημίωσή τους καθορίζεται μὲ τὴ διαδικασία τῆς παραγράφου 5 τοῦ ἀρθροῦ αὐτοῦ.

9. Ἀποφασίζει γιὰ τὴν πρόσληψη τῶν εἰδικῶν ἐπιστημόνων τοῦ ἀρθροῦ 39 αὐτοῦ τοῦ νόμου.

11. Ὁ Πρόεδρος ἀσκεῖ ὅλα τὰ δικαιώματα πού προκύπτουν ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο καὶ εἰδικότερα:

1. Προεδρεύει τῆς Ὁλομέλειας τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ Α' τμήματος αὐτοῦ.

2. Εἶναι προϊστάμενος ὄλων τῶν ὑπηρεσιῶν, τὶς ὁποῖες ἐποπτεύει καὶ ἐλέγχει. Παίρνει κάθε φορά τὰ κατάλληλα κατὰ τὴν κρίση του μέτρα γιὰ τὴν εὐρυθμότερη καὶ ἀποδοτικότερη λειτουργία τῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τῶν λοιπῶν ὀργάνων καὶ ἐπιτροπῶν τοῦ Ὄργανισμοῦ.

3. Ἀποφασίζει τὴν πρόκληση, τὴν προαγωγή, τὴν ἀπόσπαση, τὴν μονιμοποίηση ἢ ἀπόλυση τοῦ προσωπικοῦ τοῦ Ε.Ο.Φ., ἐφαρμόζοντας κάθε φορά τὴ νομοθεσία πού ἰσχύει.

4. Ἐκπροσωπεῖ τὸν ὄργανισμό σὲ ὅλες του τίς σχέσεις καὶ συναλλαγές με κάθε τρίτο καὶ σὲ ὅλα τὰ δικαστήρια κάθε βαθμοῦ καὶ δικαιοδοσίας. Στὶς περιπτώσεις πού ἀπαιτεῖται ἀπὸ τὸ νόμο ἢ προσωπικὴ ἐμφάνιση τοῦ Προέδρου σὰν ἐκπρόσωπου τοῦ Ε.Ο.Φ. στὰ Δικαστήρια, αὕτη γίνεται ἀπὸ τὸ νομικὸ σύμβουλο ἢ ἄλλο δικηγόρο με εἰδικὴ ἐξουσιοδότηση. Ὅταν ἐπιβάλλεται στὸν Ε.Ο.Φ. ὄρκος, τότε αὐτὸς δίνεται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο ἢ ἄλλο μέλος τοῦ Δ.Σ. ἢ ὑπάλληλο τοῦ Ε.Ο.Φ. πού ὀρίζεται με ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ., ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Προέδρου.

5. Ἀποφασίζει τὴν ἐγκριση δαπανῶν μέχρι τοῦ ποσοῦ πεντακοσίων χιλιάδων (500.000) δρχ. καὶ τὴν κατάρτιση ἢ λύση κάθε σύμβασης, πού καλύπτει αὐτὸ τὸ ποσό.

6. Μελετᾷ κάθε ζήτημα πού ἀναφέρεται στὴ διοίκηση καὶ γενικὰ στὴ λειτουργία τοῦ ὄργανισμοῦ καὶ εἰσηγείται στὸ Δ.Σ. τὰ κατάλληλα μέτρα.

7. Φροντίζει γιὰ ὅλα τὰ θέματα πού ἀφοροῦν τὴν ἐκτέλεση συμβάσεων πρῶτων, ἀγορῶν ἢ μισθώσεων καὶ ἰδιαίτερα γιὰ τὸ ἂν τηρήθηκαν οἱ ὅροι καὶ οἱ προδιαγραφές πού προβλέπονται ἀπὸ τοὺς κανονισμούς.

8. Ὑπογράφει κάθε ἔγγραφο τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ κάθε σύμβαση αὐτοῦ πρὸς τρίτους.

9. Σὲ ἐπείγουσες περιπτώσεις παίρνει τὰ ἀπαιτούμενα κατὰ τὴν κρίση του ἐκτακτὰ διοικητικὰ ἢ συντηρητικὰ μέτρα ἀρμοδιότητος τοῦ Ε.Ο.Φ. γιὰ τὴν προστασία τῆς Δημόσιας Ὑγείας ἀπὸ προϊόντα τῆς ἀρμοδιότητος τοῦ Ε.Ο.Φ. τῶν ὁποίων ἢ παραγωγή, εἰσαγωγή, διακίνηση καὶ γενικὰ ἢ κυκλοφορία δὲν ἀνταποκρίνονται στὶς νόμιμες προδιαγραφές. Τὰ μέτρα αὐτὰ ἐπικυρώνονται ἢ τροποποιεῖται ἢ αἰρούνται με ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. πού συγκαλεῖται τὸ ἀργότερο σὲ 15 μέρες.

10. Συντάσσει καὶ ὑποβάλλει στὸ Δ.Σ. τὸν προϋπολογισμό, τὸν ἀπολογισμό καὶ τὴν ἐκθεση πεπραγμένων τοῦ Δ.Σ.

11. Εἰσηγείται καὶ προτείνει στὸ Δ.Σ. κάθε ζήτημα τῆς ἀρμοδιότητός του.

12. Με ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. μπορεῖ νὰ ἀνακαθεθῶν στὸν Πρόεδρο τοῦ Δ.Σ. πρόσθετα καθήκοντα, στὰ πλαίσια τῶν ἀρμοδιοτήτων τοῦ Ε.Ο.Φ.

### III. Οἱ Ἀντιπρόεδροι:

1. Προεδρεύουν ἀντίστοιχα τῶν τμημάτων Β' καὶ Γ' καὶ ἀναπληρώνουν κατὰ τὴν ἴδια σειρά τὸν Πρόεδρο στὰ καθήκοντά του ὅταν ἀπουσιάζει ἢ καλύπτεται.

2. Ἀσκοῦν τίς ἀρμοδιότητες πού τοὺς ἐκχωροῦνται ἢ τοὺς ἀντιτίθενται με ἀπόφαση τοῦ Προέδρου ἢ τοῦ Δ.Σ.

### Ἄρθρο 7.

#### Γενικὸ Συμβούλιο.

1. Τὸ Γενικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ. ἀποτελεῖ συμβουλευτικὸ ὄργανο καὶ συγκροτεῖται ἀπὸ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ ἀπὸ ἐκπρόσωπους τῶν μαζικότερων καὶ ἀντιπροσωπευτικότερων ἐπιστημονικῶν, ἐπαγγελματικῶν καὶ ἐργασιακῶν φορέων, πού ἀσχολοῦνται με τὰ ἀντικείμενα ἀρμοδιότητος τοῦ Ε.Ο.Φ.

2. Ἡ πλήρης σύνθεση καὶ λειτουργία του καθορίζεται με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ εἰσηγήσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ συγ-

καλεῖται: μιὰ τουλάχιστο φορά τὸ χρόνο ἀπὸ τὸν Πρόεδρο τοῦ Ε.Ο.Φ. ὁ ὁποῖος καὶ προεδρεύει στὶς συνεδριάσεις του.

3. Τὸ Γενικὸ Συμβούλιο ἐξετάζει τὴν πορεία καὶ τὸ ἔργο τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ προτείνει κάθε μέτρο πού κρίνει σκόπιμο γιὰ τὴν πραγματοποίηση τοῦ σκοποῦ καὶ τῶν στόχων αὐτοῦ.

### Ἄρθρο 8.

#### Ἐπιτροπές.

1. Στὰ πλαίσια τοῦ Ε.Ο.Φ. λειτουργοῦν οἱ ἐπιτροπές: α) Ἐγκρίσεων, β) Ἐθνικοῦ Συνταγολόγιου, γ) Ἑλληνικῆς Φαρμακοποιίας, δ) Ἀνεπιθύμητων Ἐνεργειῶν, ε) Ἐπιστημονικὸ Συμβούλιο καὶ ὅσες ἄλλες θὰ συγκροτηθοῦν με τὴ διαδικασία τῶν ἐπόμενων παραγράφων.

2. Οἱ ἐπιτροπές αὐτές εἶναι μόνιμες καὶ συγκροτοῦνται με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ἀπὸ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ ὑπάλληλους τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ ἐκπρόσωπους τῶν ἀντιπροσωπευτικότερων κατὰ περίπτωσιν μαζικῶν ὀργανώσεων πού ἀσχολοῦνται με τὰ ἀντικείμενα τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ παρόντος, καθὼς καὶ ἀπὸ ἐπιστήμονες με εἰδικές γνώσεις καὶ πείρα στὸν ἀντίστοιχο τομέα.

3. Ἡ σύνθεση τῶν ἐπιτροπῶν, ὁ τρόπος διαρισμοῦ τῶν μελῶν τους, ἢ θητεία τους, οἱ τρόποι λειτουργίας τους καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια καθορίζονται με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. Ἡ ἀποζημίωση τῶν μελῶν τους ὀρίζεται με τὴ διαδικασία πού προβλέπεται στὴν παράγραφο 1. 5 τοῦ ἀρθροῦ 6 τοῦ νόμου αὐτοῦ.

4. Ὅλα τὰ μέλη τῶν ἐπιτροπῶν τοῦ Ε.Ο.Φ. κἀνονται με τὴ διαδικασία τοῦ διορισμοῦ τους.

5. Ἐπιτροπές τοῦ Ε.Ο.Φ. εἶναι:

Α'. Ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐγκρίσεων:

Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη γνωμοδοτεῖ αἰτιολογημένα γιὰ τὴν ἐγκριση, ἀπόρριψη, τροποποίηση, ἀνανέωση, ἀναστολή ἢ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας ὄλων τῶν εἰδῶν τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ παρόντος γιὰ τὰ ὁποῖα ἀπαιτεῖται σύμφωνα με τὸ νόμο ἀδεία κυκλοφορίας πού χορηγεῖται ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ.

Ἡ Ἐπιτροπὴ μπορεῖ νὰ χωριστεῖ σὲ περισσότερα τμήματα με σύνθεση ἀνάλογη πρὸς τὸ ἀντίστοιχο ἀντικείμενό της. Κάθε τμήμα ἀποτελεῖται ἀπὸ πέντε (5) μέλη.

Τὸ τμήμα ἐγκρίσεων φαρμακευτικῶν προϊόντων ἀποτελεῖται ἀπὸ ἐπιστήμονες με εἰδικότητες: στὴ Φαρμακολογία, Φαρμακευτικὴ Χημεία ἢ Φαρμακευτικὴ Τεχνολογία ἢ Φαρμακογνωσία, Τοξικολογία, κατὰ περίπτωσιν ἰατρικὴ ἢ ἄλλη εἰδικότητα (παθολόγος, ἰολόγος, ἐνδοκρινολόγος, χημ. τροφίμων εἰδικός σὲ ραδιοφάρμακα κλπ.).

Τὸ τμήμα ἐγκρίσεων τῶν ὑπόλοιπων εἰδῶν ἀρμοδιότητος Ε.Ο.Φ. ἀποτελεῖται ἀπὸ ἐπιστήμονες με εἰδικότητα στὴν τοξικολογία, μικροβιολογία ἢ βιολογία, χημεία ὀργανικὴ ἢ τροφίμων ἢ βιοχημεία καὶ κατὰ περίπτωσιν εἰδικότητα. Σὲ κάθε τμήμα συμμετέχει ὑπάλληλος τοῦ ἀντίστοιχου σχετικοῦ τμήματος τοῦ Ε.Ο.Φ. πού ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο. Με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, μπορεῖ, ἀνάλογα με τὰ προϊόντα πού ἐντάσσονται σὲ ἔλεγχο, νὰ δημιουργοῦνται νέα τμήματα. Σὲ ἐγκρίσεις φαρμακευτικῶν ἰδιοσκευασμάτων καὶ σκευασμάτων, ἀρρῶν, ἐμβολίων κλπ. προϊόντων γιὰ κτηνιατρικὴ χρῆση καθὼς καὶ προϊόντων τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 2 εἰσῆξις: ἡ ἐπιτροπὴ ἐγκρίσεων συμμετέχει καὶ κτηνίατρος πού ὀρίζει ὁ Ὑπουργὸς Γεωργίας. Ὁ Πρόεδρος τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. μετὰ τὴ γνωμοδότηση τῆς ἐπιτροπῆς ἀποφασίζει γιὰ τὴν ἐγκριση, ἀπόρριψη, τροποποίηση, ἀνανέωση, ἀναστολή ἢ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας ἂν συμφωνεῖ, διαφορετικὰ παραπέμπει τὸ θέμα στὸ Ἐπιστημονικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ. Κατὰ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Προέδρου οἱ ἐνδιαφερόμενοι ἔχουν δικαίωμα ὑποβολῆς ἐπιστάσεων στὸ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. τὸ ὁποῖο ἀποφασίζει μετὰ ἀπὸ γνωμοδότηση τοῦ Ἐπιστημονικοῦ Συμβουλίου. Ὁ Ὑπουργὸς Γεωργίας μπορεῖ ὅποτεδήποτε κατὰ τὴν κρίση του νὰ διατάξει τὴν ἀναστολή ἢ ἀνά-



κλήση άδειας κυκλοφορίας όποιοδήποτε προϊόντος συναρμο-  
διότητάς του.

#### Β'. Έπιτροπή Έθνικού Συνταγολόγιου:

Η Έπιτροπή αυτή έχει την εϋθύνη τής σύνταξης και τής  
συναρκούς ενημέρωσης του Έθνικού Συνταγολόγιου και τής  
πρότασης των αναγκαίων μέτρων για τή σωστή εφαρμογή  
του. Ειδικότερα στα καθήκοντα και στις αρμοδιότητές της  
είναι: να άποφαινεται:

1. Για τις άπαραίτητες φαρ/κές ούσιες ή τους συνδυα-  
σμούς ούσιών, που πρέπει να περιληφθούν στο Έθνικό Συντα-  
γολόγιο.

2. Για τις φαρ/κές ούσιες περιορισμένης χρήσης που πι-  
θανό όμως να είναι άποτελεσματικές.

3. Για τις ούσιες που ενδεχόμενα θά ενταχθούν στην κατη-  
γορία 1 αλλά που ακόμα δεν έχουν τύχει εύρείας εφαρμογής.

4. Για τις ούσιες που ή χρησιμοποίησή τους είναι άποδε-  
ξίμενα μη άποτελεσματική ή και επικίνδυνη.

5. Για τή φαρ/κή μορφή κάθε ούσιης ή συνδυασμού ού-  
σιών, τήν περιεκτικότητα, τή συσκευασία που έξυπηρετεί τή  
θεραπευτικό σκοπό, τή δασολογία, τις ένδείξεις, τις κεν-  
δείξεις και άνεπιθύμητες ενέργειες, καθώς και τήν κοινό-  
χρηστη όνομασία με τήν όποία θά είναι γνωστή ή ούσία ή ό  
συνδυασμός των ούσιών.

Τά άποτελέσματα και οι τελικές εισηγήσεις τής Ε.Ε.Σ.,  
μετά από σχετική άπόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρό-  
νοιας, όρίζονται σαν όποχρεωτικά για όλους τους δικαιούχους  
άδειών κυκλοφορίας φαρμακευτικών προϊόντων.

Μέχρι τή συγκρότηση τής Έπιτροπής Έθνικού Συνταγολό-  
γιου, ή όριζόμενη από τήν παράγραφο 1 του άρθρου 14 του  
Ν. 1076/1980 και του άρθρου 19 παρ. 1 του Ν. 1193/1981  
πρόθεσμία παρατείνεται από τή λήξη της και μέχρι να συγ-  
κροτηθεί ή νέα Έπιτροπή.

#### Γ'. Έπιτροπή Έλληνικής Φαρμακοποιίας:

Έχει τήν εϋθύνη και τήν αρμοδιότητα τής έκδοσης και  
ενημέρωσης τής Έλληνικής Φαρμακοποιίας και των συμπλη-  
ρωμάτων της. Άποτελείται από 9 μέλη που είναι έπιστήμο-  
νες ειδικότητων Φαρμακευτικής Χημείας, Όργανικής Χη-  
μείας ή Βιοχημείας, Μικροβιολογίας ή Βιολογίας, Φαρμα-  
κολογίας, Φαρμακογνωσίας, Φαρμακευτικής Τεχνολογίας,  
Παθολογίας, Τοξικολογίας και τέλος με ειδικότητες έπιστη-  
μόνων που έχουν σχέση με ραδιοφάρμακα ή και με άλλες κατά  
περίπτωση ειδικότητες.

#### Δ'. Έπιτροπή Άνεπιθύμητων Ένεργειών.

Έχει τήν εϋθύνη και αρμοδιότητα για τή συλλογή, έπι-  
ξεργασία, αξιολόγηση και καταχώριση όλων των στοιχείων  
και πληροφοριών που άφορούν ένδείξεις, άντενδείξεις, άνε-  
πιθύμητες ενέργειες, προφυλάξεις και άλληλεπίδράσεις φαρ-  
μακευτικών ούσιών ή συνδυασμού αυτών.

Τά στοιχεία αυτά συγκεντρώνει από όποιαδήποτε έγκυρη  
και άμεύβια πηγή, έλληνική ή ξένη και εισηγείται στο Δ.Σ.  
του Ε.Ο.Φ. τά γενικά και ειδικά μέτρα που πρέπει να παίρ-  
νονται: κάθε φορά για τήν προστασία τής Δημόσιας Υγείας.

Άποτελείται από 9 μέλη με ειδικότητα στη Φαρμακολο-  
γία, Κλινική Παθολογία, Ένδοκρινολογία, Παιδιατρική,  
Έπιδημιολογία, Τοξικολογία, Ψυχιατρική, Άνατομολογία,  
Άλλεργιολογία ή άλλης κατά περίπτωση ειδικότητας.

#### Ε'. Έπιστημονικό Συμβούλιο.

1. Είναι μόνιμο όργανο του Ε.Ο.Φ. και συγκροτείται με  
άπόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας κατά τις δια-  
τάξεις του νόμου αυτού.

2. Άποτελεί δευτεροβάθμιο γνωμοδοτικό όργανο του Ε.Ο.Φ.  
για κάθε θέμα τής αρμοδιότητάς του, καθώς και για κάθε  
ζήτημα που παραπέμπεται σ' αυτό από τή Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

3. Γνωμοδοτεί στο Δ. Σ. του Ε.Ο.Φ. για τις ενστάσεις που  
παραπέμπονται σ' αυτό, κατά τή συζήτηση των όποιων οι έν-  
διαφερόμενοι και οι τεχνικοί τους σύμβουλοι έχουν δικαίωμα

να παρίστανται και να άναπτύσσουν προφορικά ή έγγραφα τις  
άπόψεις τους.

Η τελική γνωμοδότηση διαμορφώνεται χωρίς τήν παρουσία  
του ένδιαφερόμενου.

Άποτελείται από 7 μέλη που είναι έπιστήμονες με ειδικές  
γνώσεις Φαρμακολογίας, Τοξικολογίας, Φαρμακευτικής Τε-  
χνολογίας ή Φαρμακευτικής Χημείας ή Φαρμακογνωσίας,  
Μικροβιολογίας ή Βιολογίας, Όργανικής Χημείας ή Χημείας  
Τροφίμων ή Βιοχημείας, Θεραπευτικής Κλινικής ή άλλης  
κατά περίπτωση ειδικότητας.

#### Άρθρο 9.

##### Κατάργηση ΚΕΕΦ - Μεταφορά θέσεων - Προσωπικό.

1. Το Νομικό Πρόσωπο Δημοσίου Δικαίου με τήν έπωνυ-  
μία «Κρατικό Έργαστήριο Έλέγχου Φαρμάκων» (ΚΕΕΦ)  
καταργείται 20 μέρες μετά από τή διορισμό του πρώτου Δ.Σ.  
του ΕΟΦ.

2. Με τήν κατάργηση του ΚΕΕΦ:

α) Ο ΕΟΦ ύποκαθίσταται αυτοδίκαια και χωρίς καμιά  
άλλη διατύπωση σε όλα γενικά τά ένοχικά και έμπράγματα  
δικαιώματα και ύποχρεώσεις του ΚΕΕΦ σαν καθολικός διά-  
δοχος του. Οι έκπαισεις δίκης του ΚΕΕΦ συνεχίζονται στο  
όνομα του ΕΟΦ που νομιμοποιείται ένεργητικά και παθητικά  
προς αυτό.

β) Όλες οι όργανικές θέσεις του προσωπικού του ΚΕΕΦ  
μόνιμου, δοκιμίου, με άνηται ή με σχέση έργατίας ιδιωτικού δι-  
καίου, μεταφέρονται έπίσης αυτοδίκαια και χωρίς καμιά έλλη  
διατύπωση στον ΕΟΦ και άποτελούν όργανικές θέσεις αυτού,  
που έξακολουθούν να διεκοντα: προσωρικά και μέχρι τήν έκδο-  
ση του Όργανισμού Προσωπικού του ΕΟΦ από τον αντίστοιχο  
κανονισμό του ΚΕΕΦ (Β.Δ. 652/1972) που διατηρείται σε  
ισχύ σαν προσωρινός όργανισμός προσωπικού του ΕΟΦ και  
στον όποιο προστίθεται άρθρο 33Α ως έξης:

##### «Άρθρο 33Α.

Οι κενές όργανικές θέσεις του Κλάδου ΑΤ μπορούν να κα-  
λυφθούν από Διοικητικούς ή Χημικούς ή Βιοχημικούς ή Φαρ-  
μακοποιούς ή Γιατρούς ή Κτηνίατρος ή Γεωπόνους ή Φυσι-  
κούς ή Βιολόγους ή Πολιτικούς Μηχανικούς (μέλη του  
ΤΕΕ) ή Μηχανολόγους - Ηλεκτρολόγους Μηχανικούς (μέ-  
λη του ΤΕΕ) ή Κοστολόγους. Τά τυπικά προσόντα διορισμού  
των ειδικότητων που προβλέπεται από τή Β.Δ. 652/1972 πα-  
ραμένουν τά ίδια. Για τους Βιολόγους, Κοστολόγους, Πολι-  
τικούς Μηχανικούς και Μηχανολόγους - Ηλεκτρολόγους Μη-  
χανικούς άπαιτείται πτυχίο άνώτατης σχολής έλληνικής ή  
άναγνωρισμένου ξένου Πανεπιστημίου των αντίστοιχων πανε-  
πιστημιακών κλάδων.

Οι κενές όργανικές θέσεις του Κλάδου ΜΕ μπορούν να κα-  
λυφθούν από: Διοικητικούς ή Μεταφραστές ή Βιβλιοθηκά-  
ριους ή Άρχειοφύλακες ή Πρακτευαστές ή Μικροσκοπιστές  
ή Δειγματοληπτες ή Τηλεφωνητές ή Τεχνικούς ή Δακτυλο-  
γράφους ή Χειριστές Ηλεκτρονικών Υπολογιστών. Τά τυπι-  
κά προσόντα διορισμού και ό εισαγωγικός βαθμός των ειδικο-  
τήτων που προβλέπονται από τή Β.Δ. 652/1972 παραμένουν  
τά ίδια. Για τους Δακτυλογράφους ή Χειριστές Η/Υ καθορί-  
ζεται ως τυπικά προσόντα άπολυτήριο παλαιού έξατάξιου  
Γυμνασίου ή Λυκείου και έπιπλέον πτυχίο που να άποδεικνύει  
τή γνώση του άπτικαμένου. Για όλους τους κλάδους και  
ειδικότητες που δεν προβλέπονται στο Β.Δ. 652/1972 είτα-  
γωγικός βαθμός είναι ό βαθμός των αντίστοιχων κλάδων ή  
ειδικότητων που Υπουργείου Υγείας και Πρόνοιας και  
για τους κοστολόγους ό βαθμός τής ίδιας ειδικότητας του  
Υπουργείου Έμπορίου».

γ) Όλοι οι τακτικοί ύπάλληλοι του ΚΕΕΦ έντάσσονται  
αυτοδίκαια και χωρίς καμιά έλλη διατύπωση στον ΕΟΦ  
και, μέχρι τήν έκδοση Όργανισμού Προσωπικού του ΕΟΦ,  
διατηρούνται στις θέσεις που κατέχουν κατά τήν ένταξή  
τους. Μετά τήν έκδοση του Όργανισμού του ΕΟΦ και έφόσον  
οι θέσεις και οι βαθμοί που κατέχουν προβλέπονται άπ' έ-

τόν, τις καταλαμβάνουν αυτοδίκαια. Διαφορετικά τοποθετούνται σε θέσεις αντίστοιχες ή παρεμφερείς με τις κατεχόμενες. Όλο το υπόλοιπο προσωπικό είτε είναι έκτακτο είτε συνδέεται με το ΚΕΕΦ με οποιαδήποτε άλλη σχέση εργασίας εντάσσεται αυτοδίκαια στον ΕΟΦ και εξακολουθεί να παρέχει σ' αυτόν τις ίδιες υπηρεσίες, σύμφωνα με τους όρους των σχετικών συμβάσεων. Σε κάθε περίπτωση ο χρόνος υπηρεσίας στο ΚΕΕΦ λογίζεται χρόνος υπηρεσίας στον ΕΟΦ. Τα μισθοδοτικά, συνταξιοδοτικά, ασφαλιστικά και κάθε άλλης φύσης εργασιακά δικαιώματα του προσωπικού του ΚΕΕΦ που ισχύουν κατά την ψήφιση του νόμου αυτού δεν θίγονται. Όλες οι αποφάσεις του ΚΕΕΦ που δημιουργήσαν δικαιώματα στο προσωπικό, καθώς και οι όροι όλων των υφιστάμενων εργασιακών συμβάσεων δεσμεύουν τον ΕΟΦ. Οι βιολόγοι και φυσικοί που εργάζονται στα εργαστήρια του Ε.Ο.Φ. παίρνουν το ανθυγιεινό επίδομα που παίρνουν οι χημικοί.

3. Ο Όργανισμός Προσωπικού του ΕΟΦ καταρτίζεται από το Δ.Σ. αυτού και εγγκρίνεται με κοινή απόφαση των Υπουργών Προεδρίας της Κυβέρνησης, Οικονομικών και Υγείας και Πρόνοιας, που δημοσιεύεται στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως. Ο Όργανισμός Προσωπικού προβλέπει τους κανόνες που ρυθμίζουν την υπηρεσιακή κατάσταση του προσωπικού και ιδιαίτερα: Καθαρίζει τις διακρίσεις του προσωπικού, τους όρους με τους οποίους προσλαμβάνεται, εντάσσεται, εκπαιδεύεται, μονιμοποιείται, προάγεται, μετατάσσεται, μετατίθεται, παίρνει άδειες απουσίας και άδελφειας, τον τρόπο άσκησης των πειθαρχικών διώξεων και της επιβολής ποινών, τον τρόπο αποχώρησης και απόλυσης του προσωπικού και τέλος καθορίζει τα γενικότερα καθήκοντα και τις υποχρεώσεις αυτού. Ο Όργανισμός Προσωπικού του ΕΟΦ θά καταρτισθεί μέχρι 31.12.1983. Με τον Όργανισμό Προσωπικού του ΕΟΦ μπορούν να δημιουργηθούν νέες θέσεις και νέες ειδικότητες ή υπηρεσίες και να αναδιарφρωθούν οι υπάρχουσες. Με τη δημοσίευση του Όργανισμού Προσωπικού του ΕΟΦ καταργούνται οι διατάξεις του Β.Δ. 652/1972 και κάθε άλλη διάταξη που ρυθμίζει θέματα προσωπικού του ΕΟΦ και αντίκειται σ' αυτόν.

4. Πλήρωση όλων των κενών οργανικών θέσεων του Ε.Ο.Φ. και μέχρι του ποσοστού 10% για κάθε κατηγορία, κλάδο ή βαθμό, μπορεί να γίνεται και με μετάταξη. Η μετάταξη γίνεται με κοινή απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας και του αντίστοιχου συναρμόδιου Υπουργού, ύστερα από εισήγηση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. και αίτηση των ενδιαφερομένων, οι οποίοι πρέπει να έχουν τα προβλεπόμενα από τον Όργανισμό του Ε.Ο.Φ. τυπικά και ουσιαστικά προσόντα. Κενές οργανικές θέσεις του Ε.Ο.Φ. καλύπτονται προσωρινά με απόσπαση από άλλες Δημόσιες Υπηρεσίες ή Ν.Π. Δ.Δ. Οι απόσπασεις γίνονται με κοινή απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας και του αντίστοιχου αρμόδιου Υπουργού, ύστερα από πρόταση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

5. Όλα τα μέλη των οργάνων, επιτροπών και υπηρεσιών του Ε.Ο.Φ., ανεξάρτητα από το βαθμό τους και την εργασιακή τους σχέση με αυτόν, είναι υποχρεωμένα να τηρούν απόλυτη εχεμύθεια για οτιδήποτε έχει σχέση με την υπηρεσία τους. Η παράβαση αυτού του καθήκοντος είναι σοβαρό πειθαρχικό παράπτωμα που μπορεί να επιφέρει ποινή αμόλυ και οριστικής παύσης.

#### Άρθρο 10.

##### Νομική Υπηρεσία.

Τη Νομική Υπηρεσία του Ε.Ο.Φ. αποτελούν τρεις (3) δικηγόροι με έμμισθη εντολή. Από αυτούς ο ένας είναι διορισμένος υποχρεωτικά στον Άρειο Πάγο. Ο διορισμός τους στον ΕΟΦ γίνεται με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, ύστερα από πρόταση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. που δημοσιεύεται στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως. Η πάγια αντιμισθία τους καθορίζεται με κοινή απόφαση των Υπουργών Οικονομικών και Υγείας και Πρόνοιας.

Για τα υπόλοιπα ισχύουν και γι' αυτούς οι διατάξεις του Κώδικα για τους δικηγόρους.

#### Άρθρο 11.

##### Πόροι.

1. Πόροι του Ε.Ο.Φ. είναι:

α) Η πάγια επιχορήγηση από τον τακτικό Κρατικό Προϋπολογισμό μετά από τον ειδικό Προϋπολογισμό του Υπουργείου Υγείας και Πρόνοιας, από τον Προϋπολογισμό Δημοσίων Επενδύσεων και από κάθε έκτακτη επιχορήγηση.

β) Τέλος από δραχμ. εξήντα χιλιάδες (60.000) το οποίο υποχρεώνεται να προκαταβάλουν εκείνοι που ζητούν τη χορήγηση, τροποποίηση δραστηκών συστατικών και ανανέωση των αδειών κυκλοφορίας των φαρμακευτικών ή διατητητικώνσκευασμάτων ή ιδιοσκευασμάτων, δρογών και εκείνων που εξομοιώνονται προς τα είδη αυτά με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας και με σύμφωνη γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ., των όρων, εμβολίων, χειρουργικών ραμμάτων, επιδεσμικού υλικού, τεχνητών ιαμακτικών νεφρών, κτηνιατρικών γενικά φαρμάκων, για κάθε μαρφή. Το ίδιο τέλος 60.000 δραχμ. γίνεται 5.000 δραχμ. για τα προϊόντα που παρασκευάζονται στην Ελλάδα και οι πωλήσεις τους στο εξωτερικό υπερβαίνουν τις πωλήσεις στην εγχώρια αγορά ή προσρίζονται κύρια για εξαγωγές.

Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, ύστερα από σύμφωνη γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ., μπορούν να απαλλάσσονται από το τέλος αυτό τροποποιήσεις αδειών κυκλοφορίας που επιβάλλονται για την προσαρμογή των δικαιούχων στις οδηγίες εφαρμογής του Εθνικού Συνταγολόγιου.

γ) Τέλος από δραχμ. 30.000, στην προκαταβολή του οποίου υποχρεώνεται κάθε ένας που θέτει σε κυκλοφορία καλλυντικά προϊόντα για κάθε μαρφή και συσκευασία τους, καθώς και άλλα είδη άμμοδοτήτας Ε.Ο.Φ. που, σύμφωνα με τις διατάξεις που ισχύουν κάθε φορά, εξομοιώνονται προς αυτά.

δ) Πάγιο τέλος που καταβάλλεται κάθε χρόνο από τα φαρμακευτικά εργοστάσια και εργαστήρια παρασκευής ή αντιπροσώπους οίκων εξωτερικού για τα είδη της παραγράφου 2 του άρθρου 2 του νόμου αυτού για τα οποία πήραν άδεια κυκλοφορίας ή κυκλοφορούν στην Ελλάδα. Το τέλος αυτό προσρίζεται για κάλυψη δαπανών δειγματοληψιών και αναλύσεων και ορίζεται με απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ. ίσο με το κοστολόγιο δύο αναλύσεων το χρόνο για κάθε φαρμακοτεχνική μαρφή και εισπράττεται κατά τη διαδικασία του άρθρου αυτού, στην αρχή κάθε οικονομικού έτους. Το τέλος αυτό ορίζεται σε 4.000 δραχμ. για το 1982 και εξακολουθεί να ισχύει στο ίδιο ύψος, μέχρι νεότερου καθαρτηρίου του από το Διοικητικό Συμβούλιο του Ε.Ο.Φ.

ε) Τέλος από δραχμ. 500 για κάθε θεώρηση τιμολόγιου πρώτων υλών και δραχμ. 1.000 για κάθε θεώρηση τιμολόγιου ιδιοσκευασμάτων, το οποίο προκαταβάλλεται.

στ) Από 1.1.83 και μετά τη διαδικασία κοστολόγησης και ανακοστολόγησης, όπως προβλέπεται από το άρθρο 32 του νόμου αυτού, επιβάλλεται εισφορά 15% επί της χονδρικής τιμής πώλησης χωρίς τις νομοθετημένες επιδορήσεις των διατιμημένων φαρμακευτικώνσκευασμάτων και ιδιοσκευασμάτων ανθρώπινης χρήσης, όπως αυτή διαμαρφώνεται από την κοστολόγηση ή ανακοστολόγηση των ειδών αυτών σύμφωνα με τις διατάξεις του νόμου αυτού και άφορα αυτά που κυκλοφορούν και διατίθενται στην Ελλάδα καθώς και στα είδη θά διατιμηθούν και θά εξομοιωθούν με αυτά ύστερα από γνωμοδότηση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ. και απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας. Για όρους, εμβόλια ή άλλα προϊόντα αποκλειστικά για νοσοκομειακή χρήση ή για κάλυψη αναγκών νοσηλείας των Ενόπλων Δυνάμεων, μετά σύμφωνη γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ., ο Υπουργός Υγείας και Πρόνοιας μπορεί να μειώσει ή να απαλείψει το πιο πάνω ποσοστό.

Τα ίδια είδη, σε έντελως εξαιρετικές περιπτώσεις, μπορεί με την ίδια απόφαση να απαλλάσσονται και άλλων υπέρ τρι-

των κρατήσεων. Στην περίπτωση αυτή, με εξαίρεση τα προϊόντα που προορίζονται για τις Ένοπλες Δυνάμεις, για την απαλλαγή απαιτείται κοινή απόφαση των Υπουργών Υγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων που εκδίδεται μετά από γνώμη των Διοικητικών Συμβουλίων των Ταμείων που αφορά ή απαλλαγή.

ζ) Από 1.1.83 για τα καλλυντικά και τα είδη που εξομοιώνονται με αυτά ως προς τους πόρους του Ε.Ο.Φ. σύμφωνα με τη διαδικασία του άρθρου 14 παρ. 4 καταργούνται τα τέλη των εδαφίων γ και δ της παραγράφου αυτής και αντικαθίστανται με εισφορά 1% επί της καθαρής χονδρικής τιμής πώλησης των παραπάνω ειδών και μόνο για όσα κυκλοφορούν και διατίθενται στην Ελλάδα.

η) Δωρεές, Κληροδοσίες και Έπιχαρηγήσεις από τρίτους.

θ) Έσοδα από τις επιχειρήσεις που ιδρύονται με το νόμο αυτόν ή από τον Ε.Ο.Φ.

ι) Κάθε ποσό για κλινικές ή άλλες έρευνες, όπως θα καθορίζεται με ειδικές συμβάσεις.

κ) Κάθε είδους πρόστιμα που επιβάλλονται για παραβάσεις του νόμου αυτού και της λοιπής φαρμακευτικής νομοθεσίας.

## 2. Διαδικασία εισπραξης πόρων.

α) Οι πόροι που καθορίζονται από τα εδάφια β, γ, δ, ε, η, θ, ι και κ, της παραγρ. 1 του άρθρου αυτού κατατίθενται σε ειδικό λογαριασμό στην Τράπεζα της Ελλάδας με τον τίτλο «Λογαριασμός Έθνικού Οργανισμού Φαρμάκων», ο οποίος τελεί κάτω από τη διοίκηση και διαχείριση του Ε.Ο.Φ.

β 1) Οι πόροι που καθορίζονται από τα εδάφια στ και ζ της παρ. 1 του άρθρου αυτού καταβάλλονται από τους υπόχρεους παραγωγούς, αντιπροσώπους ή εισαγωγείς των αντίστοιχων ειδών με βάση καταστάσεις που έχουν την έννοια υπεύθυνων δηλώσεων.

Οι καταστάσεις είναι μηνιαίες για τα είδη του εδαφίου στ' και ετήσιες για τα είδη του εδαφίου ζ', καταχωρούνται δε σ' αυτές αριθμητικά τα τιμολόγια που έχουν εκδοθεί και η συνολική αξία των προϊόντων που περιλαμβάνονται σ' αυτά και που υπόκεινται στις παραπάνω εισφορές. Στην περίπτωση υπόχρεων που δεν τηρούν λογιστικά βιβλία, στις καταστάσεις καταχωρούνται οι αριθμοί παραστατικών καθώς και η συνολική αξία των προϊόντων που περιλαμβάνονται σ' αυτά και που υπόκεινται στις παραπάνω εισφορές.

2) Η εισφορά του εδαφίου στ' της παραγρ. 1 του άρθρου αυτού υπολογίζεται για κάθε μήνα με βάση τις προηγούμενες (μηνιαίες) καταστάσεις και κατατίθεται, μέχρι το τέλος του μελεπόμενου μήνα στον ειδικό λογαριασμό του Ε.Ο.Φ. που τηρείται στην Τράπεζα της Ελλάδας και παράλληλα οι ειδικές καταστάσεις μαζί με την απόδειξη κατάθεσης υποβάλλονται στον Ε.Ο.Φ. Τυχόν διαφορές που προκύπτουν από τον έλεγχο των καταστάσεων αυτών από τα αρμόδια όργανα του Ε.Ο.Φ. εβαιώνονται και εισπράττονται κατά τη διαδικασία της παραγρ. 5 του άρθρου αυτού. Με ατιολογημένη απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ., μετά από αίτηση των ενδιαφερομένων, μπορεί κατά περίπτωση να δοθεί αναβολή καταβολής μηνιαίας δόσης μέχρι τέσσερις μήνες αν συντρέχει ειδικός λόγος υπαιτιότητας δημοσίου που καθιστά αντικειμενικά δύσκολη την έγκαιρη καταβολή της.

3) Η εισφορά του εδαφίου ζ' της παραγρ. 1 του άρθρου αυτού που προκύπτει από τις παραπάνω (ετήσιες) καταστάσεις, κατατίθεται στον ειδικό λογαριασμό του Ε.Ο.Φ. σε 6 διμηνιαίες ισόποσες δόσεις με πρώτη δόση τον Φεβρουάριο του 1983, ίσες με το 1/6 του συνόλου των αναθεωρημένων εσόδων χονδρικής πώλησης των προϊόντων αυτών του προηγούμενου διαχειριστικού χρόνου. Οι δόσεις καταβάλλονται μέσα στο πρώτο δεκαήμερο, του επόμενου, μετά τη λήξη του διμήνου, μήνα. Η εκκαθάριση γίνεται κατά τη λήξη της διαχειριστικής χρήσεως του υπόχρεου και ή τυχόν διαφορά που προκύπτει εξοφλείται μαζί με την πρώτη δόση της επόμενης

διαχειριστικής περιόδου ή σε περισσότερες δόσεις, μετά από απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ.

3α) Η καθυστέρηση καταβολής σύμφωνα με τις οριζόμενες προθεσμίες των εισφορών των εδαφίων στ και ζ συνεπάγεται την επιβολή προστίμου ανάλογου με το πρόστιμο του τιμολογιακού χαρτοσήμου. Η εισπράξη της οφειλής γίνεται σύμφωνα με τις διατάξεις του Κ.Ε.Δ.Ε.

β) Η κατ' εξακολούθηση καθυστέρηση και μέχρι 3 δόσεις ή άρνηση καταβολής των οφειλόμενων, μπορεί να επιφέρει την ανάκληση των άδειων κυκλοφορίας των ειδών που αφορά ή καθυστέρηση με απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ.

4) Κάθε έλεγχος βιβλίων, τιμολογίων και λοιπών στοιχείων των υπόχρεων σχετικά με τη διασφάλιση της απόδοσης των πόρων του Ε.Ο.Φ., διενεργείται από υπαλλήλους του ή εντεταλμένα όργανά του με κάθε μορφή συνδρομής από τις κατά τόπους αρμόδιες οικονομικές εφορίες ή με όρκωτους λογιστές.

5) Όλες οι καθυστερούμενες οφειλές προς τον Ε.Ο.Φ. είναι έντοκες, με το νόμιμο κάθε φορά τόκο υπερημερίας, δεβαιώνονται δε και εισπράττονται με τη διαδικασία εισπραξης Δημοσίων Έσόδων (Κ.Ε.Δ.Ε.).

## Άρθρο 12.

### Οικονομικά.

1. Προϋπολογισμός: Τα έσοδα και τα έξοδα του Ε.Ο.Φ. προσδιορίζονται κατά οικονομικό έτος με τον αντίστοιχο προϋπολογισμό. Ο προϋπολογισμός καταρτίζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο μετά εισήγηση του Προέδρου και υποβάλλεται στον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας δύο (2) τουλάχιστο μήνες πριν από την έναρξη του νέου οικονομικού έτους και στη συνέχεια στο Υπουργείο Οικονομικών προς έγκριση. Η διάρκεια κάθε οικονομικού έτους συμπίπτει με το ημερολογιακό (1/1—31/12). Για κάθε πίστωση που δεν προβλέπεται στον αρχικό προϋπολογισμό, καθώς και για κάθε τροποποίηση του αρχικού προϋπολογισμού, απαιτείται απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου του Ε.Ο.Φ. και έγκριση των Υπουργών Οικονομικών και Υγείας και Πρόνοιας.

2. Δαπάνες: Οι δαπάνες του Ε.Ο.Φ., αν δεν ορίζεται διαφορετικά στο νόμο αυτόν, ενεργούνται σύμφωνα με τις διατάξεις του Ν.Δ. 496/74 «Περί Λογιστικών των Νομικών Προσώπων Δημοσίου Δικαίου», όπως τούτο τροποποιήθηκε και συμπληρώθηκε μεταγενέστερα και της Νομοθεσίας Εκτέλεσης Δημοσίων Έργων. Οδοιπορικά και δαπάνες κίνησης των Οργάνων και υπαλλήλων του για υπηρεσιακές ανάγκες πραγματοποιούνται από τους πόρους του Ε.Ο.Φ. με απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου αυτού σύμφωνα με τις διατάξεις του Ν.Δ. 65/73 «Περί δαπανών κινήσεως των τακτικών δημοσίων υπαλλήλων» και των σχετικών Υπουργικών αποφάσεων. Το άρθρο 5 του Ν.Δ. 65/73 εφαρμόζεται τόσο για τις εκτός, όσο και τις εντός έδρας μετακινήσεις, με κάθε μεταφορικό μέσο. Οι δαπάνες του Ε.Ο.Φ. υπόκεινται σε προληπτικό έλεγχο του Έλεγκτικού Συνεδρίου. Επίσης το ίδιο Συμβούλιο μπορεί να ασκήσει τακτικό και έκτακτο έλεγχο των δαπανών.

3. Ίσολογισμός—Απολογισμός: Στο τέλος κάθε οικονομικού έτους καταρτίζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο μετά από εισήγηση του Προέδρου ο απολογισμός και ίσολογισμός του παραπέρα χρόνου και υποβάλλεται μαζί με τις σχετικές αναλυτικές εκθέσεις μέχρι τέλους Ιουνίου του επόμενου έτους στα αρμόδια για την τελική έγκριση του προϋπολογισμού όργανα.

4. Κανονισμοί: Οι λεπτομέρειες διενέργειας των δαπανών, της σύνταξης του ίσολογισμού, απολογισμού και προϋπολογισμού, της οργάνωσης και λειτουργίας των οικονομικών υπηρεσιών καθώς και κάθε άλλη λεπτομέρεια που έχει σχέση με τις εισπράξεις, πληρωμές και γενικά τη διαχείριση των οικονομικών του Οργανισμού, ρυθμίζονται με κανονισμούς,

πὸ καταρτίζονται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. σύμφωνα με τὶς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 496/1974 «Περὶ Λογιστικῶν τῶν Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου», ὅπως τοῦτο τροποποιήθηκε καὶ συμπληρώθηκε μεταγενέστερα καὶ ἐγκρίνονται με κοινή ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

5. Μέχρι τὴν κατάρτιση καὶ ἐγκριση τοῦ πρώτου προϋπολογισμοῦ τοῦ Ε.Ο.Φ., θὰ ἐξακολουθήσει νὰ ἰσχύει ὁ ἐγκριμένος προϋπολογισμὸς τοῦ Κ.Ε.Ε.Φ.

#### Ἄρθρο 13.

##### Θέσπιση Κανονισμῶν.

Ὅλοι οἱ κανονισμοὶ ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ νόμο αὐτὸν, καταρτίζονται με ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ., ἐγκρίνονται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ δημοσιεύονται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ἐκτὸς ἂν ἀπὸ ἄλλη διάταξη ὀρίζεται διαφορετικὰ.

#### Ἄρθρο 14.

##### Τελικὲς διατάξεις — Ἐξουσιοδοτήσεις.

1. Με τὴν κατάρτιση τοῦ Κ.Ε.Ε.Φ. (ἄρθρο 9) ὅλες οἱ ἀρμοδιότητες αὐτοῦ, ἔστω καὶ ἂν δὲν κατονομάζονται ρητὰ, περιέρχονται στὸν Ε.Ο.Φ.

2. Ἐπίσης μεταβιβάζονται σ' αὐτὸν καὶ οἱ ἐξῆς ἐπὶ πλέον ἀρμοδιότητες:

α) Οἱ σύμφωνες με τὶς κείμενες διατάξεις ἀρμοδιότητες τῶν Ὑπουργῶν Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Γεωργίας, γιὰ ἐγκριση, ἀνάεωση, τροποποίηση, ἀναστολή καὶ ἀνάκληση, τῶν ἀδειῶν κυκλοφορίας ἢ δηλώσεων τῶν εἰδῶν τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ καθὼς καὶ οἱ ἀρμοδιότητες τοῦ Ὑπουργείου Ὑγείας καὶ Πρόνοιας γιὰ διενέργεια δειγματοληψιῶν, ἐπιθεωρήσεων καὶ κάθε ἑλεγχῶ ποὺ προβλέπεται ἀπὸ τὸν παρόντα νόμο.

β) Οἱ γνωμοδοτικὲς ἀρμοδιότητες τοῦ Α.Υ.Σ. οἱ σχετικὲς με τὰ ἀντικείμενα τοῦ Ε.Ο.Φ. Οἱ ὑποθέσεις ποὺ ἐκκρεμοῦν σ' αὐτὸ κατὰ τὴν παραπάνω ἡμερομηνία, διαβιβάζονται ἀπὸ τὴ γραμματεία του στὸ Ἐπιστημονικὸ Συμβούλιο τοῦ Ε.Ο.Φ.

γ) Οἱ ἀρμοδιότητες τοῦ Ὑπουργείου Ἐργασίας ποὺ ἀφοροῦν τὴ δημιουργία συνεταιρισμῶν φαρμακοποιῶν, ἢ ἐποπτεία καὶ ὁ ἐλεγχος τῶν συνεταιρισμῶν καθὼς καὶ ἡ προώθηση τοῦ συνεταιριστικοῦ κινήματος τῶν φαρμακοποιῶν ἐπὶ ἐφελοντικῆς βάσεως.

3. Ὅπου στὸ Ν.Δ. 96/1973 ἀπαιτεῖται ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ δὲν ὀρίζεται διαφορετικὰ στὸ νόμο αὐτὸν, ἀντικαθίσταται με ἀπόφαση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. με ἐξαιρέση: α) Τὴν ἐπιβολὴ τῶν κυρώσεων ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 19 τοῦ Ν.Δ. 96/1973 β) Τὴν χορήγηση, ἀναστολή ἢ ἀνάκληση τῶν ἀδειῶν τῆς παραγρ. 2α τοῦ ἀρθροῦ 3 αὐτοῦ τοῦ νόμου. Ἐπίσης, ὅπου στὸ Ν.Δ. 96/1973 ἀπαιτεῖται γνωμάτευση τοῦ Κ.Ε.Ε.Φ. καὶ δὲν ὀρίζεται διαφορετικὰ στὸ νόμο αὐτὸν, ἀντικαθίσταται με γνωμάτευση τοῦ Ε.Ο.Φ. Τὰ ὄργανα καὶ οἱ ἐπιτροπὲς τοῦ Ε.Ο.Φ., ποὺ εἶναι κατὰ περίπτωσιν ἀρμόδια νὰ γνωματεύουν, ὀρίζονται με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.

4. Με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ποὺ δημοσιεύεται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. καθορίζεται ἡ διαδικασία καὶ οἱ προϋποθέσεις εἰσαγωγῆς, παραγωγῆς, ἐξαγωγῆς καὶ γενικὰ κυκλοφορίας, οἱ προδιαγραφὲς ἑλῆς τῆς παραγωγικῆς διαδικασίας καὶ γενικὰ κυκλοφορίας φαρμακευτικῶν καὶ λοιπῶν εἰδῶν τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ, ἢ διαδικασία διενέργειας ἐπιθεωρήσεων, δειγματοληψιῶν, ἐλέγχων, τήρησης ἀρχειῶν καὶ μητρώου καὶ κάθε ἄλλη λεπτομέρεια. Μέχρι τότε ἐξακολουθοῦν νὰ ἰσχύουν οἱ κείμενες διατάξεις. Με τὴν ἴδια διαδικασία ὀρίζονται τὰ προϊόντα τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ νόμου αὐτοῦ γιὰ τὰ ὁποῖα στὸ ἐξῆς θὰ ἀπαιτοῦνται ἀδειες κυκλοφορίας τους, ἢ δηλώσεις ποὺ ὑπέχουν θέση ἀδειας κυκλοφο-

ρίας, πέραν αὐτῶν γιὰ τὰ ὁποῖα ἀπαιτοῦνται ἤδη καὶ ἡ ἐξομολόγησή τους, ὡς πρὸς τοὺς πόρους τοῦ Ε.Ο.Φ. με τὰ φάρμακα ἢ τὰ καλλυντικὰ ἢ ἡ ἀπαλλαγὴ τους ἀπὸ κάθε φόρο.

Γιὰ τὸν καθορισμὸ τῶν παραπάνω γιὰ τὰ φαρμακευτικὰ ἰσοσκευάσματα καὶ σκευάσματα, ὀρούς, ἐμβόλια κλπ. γιὰ κτηνιατρικὴ χρήση, καθὼς καὶ γιὰ τὰ προϊόντα τοῦ ἀρθροῦ 2 παρ. 2 ἐδάφιον ι, ἀπαιτεῖται κοινὴ ἀπόφαση τῶν Ὑπουργῶν Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ Γεωργίας.

5. Οἱ ἐπιθεωρητὲς τοῦ Ε.Ο.Φ. κατὰ τὴν ἐκτέλεση τῶν καθηκόντων τους μποροῦν νὰ μπαίνουν σὲ ὅποιοδήποτε κατάστημα ἢ χῶρο ποὺ παράγονται, διακινούνται, ἀποθηκεύονται ἢ διατίθενται προϊόντα ἀρμοδιότητος Ε.Ο.Φ. ὅποιαδήποτε ὥρα τῆς μέρας ἢ νύχτας, τηρουμένων τῶν νόμιμων διατυπώσεων. Οἱ διοικητικὲς καὶ ἀστυνομικὲς ἀρχὲς ὀφείλουν νὰ παρέχουν στοὺς ἐπιθεωρητὲς κάθε ἀναγκαία συνδρομὴ γιὰ τὴν ἐκτέλεση τῶν καθηκόντων τους.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ Β'.

### Ἰδρυση καὶ Ὁργάνωση Ἐθνικῆς Φαρμακοβιομηχανίας.

#### Ἄρθρο 15.

##### Σύσταση.

1. Ἰδρύεται με τὸ νόμο αὐτὸν με κεφάλαια καὶ κάτω ἀπὸ τὴν εὐθύνη τοῦ Ε.Ο.Φ. Ἀνώνημη Ἐταιρεία με τὴν ἐπωνυμία «ΕΘΝΙΚΗ ΦΑΡΜΑΚΟΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑ Α.Ε.» με ἔδρα τὴν Ἀθήνα.

2. Ἡ Ἐθνικὴ Φαρμακοβιομηχανία, ποὺ στὴ συνέχεια θὰ ἀποκαλεῖται Ε.Φ., θὰ λειτουργεῖ γιὰ τὴν ἐξυπηρέτηση τῶν εὐρύτερων κοινωνικῶν συμφερόντων, σύμφωνα με τὶς διατάξεις τοῦ κωδικοποιημένου νόμου 2190/1920 γιὰ τὶς ἀνόνημες ἐταιρεῖες, ποὺ ἔχουν ἐφαρμογὴ καὶ στὴν Ε.Φ., ἐκτὸς ἂν ὑπάρχει διαφορετικὴ ρύθμιση στὸ νόμο αὐτὸν. Ὁ χρόνος διάρκειας εἶναι ἀόριστος.

3. Τὸ Μετοχικὸ Κεφάλαιο τῆς Ε.Φ. ἐμφράζεται με μιὰ μετοχὴ ἢ ὁποῖα ἀνήκει ἐξ ὁλοκλήρου στὸν Ε.Ο.Φ.

4. Ἡ ἐποπτεία καὶ ὁ ἐλεγχος τῆς Ε.Φ. ἀνήκουν στὸ Κράτος καὶ ἀσκούνται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μέσω τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.

#### Ἄρθρο 16.

##### Σκοπός.

Σκοπὸς τῆς Ε.Φ. εἶναι:

Ἡ παραγωγή, εἰσαγωγή καὶ διάθεση φαρμακευτικῶν καὶ λοιπῶν εἰδῶν ἀρμοδιότητος τοῦ Ε.Ο.Φ., γιὰ τὸν ἐφοδιασμὸ τῆς ἐσωτερικῆς ἀγορᾶς καὶ ἡ ἐξαγωγή αὐτῶν, καθὼς καὶ ἡ ἐξασφάλιση κάθε ἄλλου ὕλικου ποὺ κρίνεται ἀναγκαῖο γιὰ ὑποβοήθηση τῶν σκοπῶν τῆς καὶ κάλυψη τῶν ἀναγκῶν. Με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας καὶ ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Ε.Ο.Φ., μποροῦν νὰ ἀνατεθοῦν στὴν Ε.Φ. καὶ ἄλλα συναρτῆ ἔργα.

#### Ἄρθρο 17.

##### Πόροι καὶ Κεφάλαια.

1. Πόροι τῆς Φαρμακοβιομηχανίας εἶναι:

α. Τὸ ποσὸ ποὺ χορηγεῖται κάθε φορὰ ἀπὸ τὸν Ε.Ο.Φ., με ἀπόφαση τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ἡ ἐπιχορήγηση αὐτὴ δὲν ὑπόκειται σὲ κανένα φόρο ἢ τέλος.

β. Τὰ ἔσοδα ἀπὸ τὴν οἰκονομικὴ τῆς δραστηριότητα.

γ. Τὰ ποσὰ τῶν δανείων σύμφωνα με τὸ ἄρθρο 20, παρ. 4 τοῦ νόμου αὐτοῦ.

2. Τὸ Μετοχικὸ Κεφάλαιο τῆς Ε.Φ. ὀρίζεται με ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας, ὕστερα ἀπὸ πρόταση τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ. καὶ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ποσὸ ποὺ εἰ-

τίθεται από πόρους του Ε.Ο.Φ. Το ποσό του Κεφαλαίου κατατίθεται σε έλεγγόμενες από το Κράτος Τράπεζες και σε ειδικό λογαριασμό «Εθνική Φαρμακοβιομηχανία Α.Ε.».

### Άρθρο 18.

#### Διοίκηση.

1. Η Εθνική Φαρμακοβιομηχανία διοικείται από έννα-μελές Διοικητικό Συμβούλιο, που αποτελείται από:

- α. Τὸν Πρόεδρο.
- β. Έναν εκπρόσωπο τῶν ἐργαζομένων, τὸν ὁποῖο ὀρίζει ἡ ΓΣΕΕ ἀπὸ τοὺς ἐργαζόμενους σὲ ἐπιχειρήσεις πού συνεργάζονται μὲ τὴν Ε.Φ.
- γ. Έναν εκπρόσωπο τῶν ἐργαζομένων στὴν Ἐθνικὴ Φαρμακοβιομηχανία.
- δ. Έναν εκπρόσωπο τῆς Τοπικῆς Αὐτοδιοίκησης πού ὀρίζεται ἀπὸ τὴν Κ.Ε.Δ.Κ.Ε.
- ε. Έναν εκπρόσωπο τῶν ἐπιστημονικῶν ὁργανώσεων:

1) Πανελληνίους Ἐνώσης Φαρμακοποιῶν. 2) Πανελλήνιου Συλλόγου Χημικῶν Βιομηχανίας. 3) Πανελληνίους Ἐνώσης Βιολόγων, 4) Τεχνικοῦ Ἐπιμελητηρίου Ἑλλάδας, 5) Πανελληνίου Ἰατρικοῦ Συλλόγου, 6) Πανελλήνιου Κτηνιατρικοῦ Συλλόγου.

στ. Έναν εκπρόσωπο τῶν συνεργαζόμενων ἐργοδοτῶν πού ἐρίζεται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. τοῦ ἀντιπροσωπευτικοῦ τοῦς σωματείου, ἐφόσον ὑπάρχει. Διαφορετικὰ ὀρίζεται ἀπευθείας ἀπὸ τὸν Ὑπουργό.

ζ. Τρεῖς ἐπιστήμονες μὲ εἰδικὲς γνώσεις καὶ πείρα στὰ θέματα πού ἔχουν σχέση μὲ τὰ ἀντικείμενα τῆς Ε.Φ., μὲ πτυχίο Φυσικομαθηματικῆς ἢ Πολυτεχνικῆς ἢ Νομικῆς ἢ Οἰκονομικῆς Ἀνωτάτης Σχολῆς, πού ὀρίζονται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Γιὰ τὸν ὀρισμὸ τῶν ἐκπροσώπων πού περιλαμβάνονται στὰ στοιχεῖα β, γ, δ, ε καὶ στ, ἀπολυθούσονται διαδικασίας ἀνάλογες μὲ ἐκείνες τοῦ ἀρθροῦ 5, παρ. Α1 τοῦ νόμου αὐτοῦ. Ὡς Πρόεδρος ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας πρῶτο πρὸς μὲ εἰδικὴ ἐπιστημονικὴ καὶ διοικητικὴ πείρα καὶ γνώσεις. Κατὰ τὴν πρώτη ἐφαρμογὴ τοῦ νόμου αὐτοῦ ἐπιλέγεται ἀπὸ τὸν Ὑπουργὸ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας ὁ ἐκπρόσωπος τῶν ἐργαζομένων στὴν Ε.Φ. μεταξὺ τῶν ἐργαζομένων στὸν Ε.Ο.Φ. Στὴν τελικὴ σύνθεσι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῆς Ε.Φ. πρέπει ὁποῦδήποτε νὰ περιλαμβάνεται ἕνας φαρμακοποιὸς καὶ ἕνας χημικός. Ὁ ὀρισμὸς τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου γίνεται μὲ ἀπόφασι τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας. Στὴν ἴδιαν ἀπόφασι ὀρίζεται ὁ Ἀντιπρόεδρος καὶ ὁ Διευθύνων Σύμβουλος πού ἐπιλέγονται μεταξὺ τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ἡ ἀποζημίωσή τοῦς ὀρίζεται μὲ τὴ διαδικασία πού προβλέπεται στὴν παρ. 5 τοῦ ἀρθροῦ 6 τοῦ νόμου αὐτοῦ. Χρέη γραμματέα τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐκτελεῖ ὑπάλληλος τῆς Ε.Φ. πού ὀρίζεται ἀπὸ τὸν Πρόεδρο τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ἡ θητεία τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου εἶναι τριετής. Ὅλα τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου παύονται ἢ ἀντικαθίστανται ὁποδδήποτε μὲ ἀπόφασι τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας μετὰ ἀπὸ γνωμοδότησι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ε.Ο.Φ. Σὲ περίπτωση πού κάποια θέσι ἀπὸ τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κενωθεῖ πρὶν ἀπὸ τὴ λήξι τῆς θητείας τοῦς, ἡ θέσι συμπληρώνεται γιὰ τὸν πόλοιο χρόνο μὲ ἀπόφασι τοῦ Ὑπουργοῦ Ὑγείας καὶ Πρόνοιας.

2. Τὸ Διοικητικὸ Συμβούλι τῆς Ε.Φ. ἔχει τὶς παρακάτω ἀρμοδιότητες:

α. Διοικεῖ τὴν Ε.Φ. καὶ διαχειρίζεται τοὺς πόρους καὶ τὴν περιουσία τῆς. Συντάσσει καὶ ὑποβάλλει γιὰ ἐγκρισὴ στὴ Γενικὴ Συνέλευσι τὸν ἐτήσιο ἰσολογισμό καὶ τὴν ἐκθεσι τῶν πεπραγμένων τῆς διαχείρισης. Ἐπιμελεῖται τὴν εἰσπρήξι τῶν ἐσθῶν καὶ ἀναπτύσσει τὶς συμβάσεις πού εἶναι ἀναγκαῖες γιὰ τὴν ὑλοποίηση τῶν σκοπῶν αὐτοῦ τοῦ νόμου. Διπθέτει τὰ χρηματικὰ ποσὰ πού εἶναι ἀναγκαῖα γιὰ τὴν

πραγματοποίηση τῶν σκοπῶν τῆς Ε.Φ. καὶ γενικὰ κάνει ὅλες τὶς ἀπαραίτητες ἐνέργειες γιὰ τὴν ἐκπλήρωσι τῶν σκοπῶν τῆς.

β. Ἐγκρίνει τὰ προγράμματα τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ε.Φ., παρακολουθεῖ τὴν πορεία τοῦ ἔργου τῆς, εἰσηγείται στοὺς ἀρμόδιους φορεῖς τὶς ἀπαραίτητες τροποποιήσεις καὶ ὑποβάλλει σχετικὰς προτάσεις.

γ. Καταρτίζει καὶ εἰσηγείται στὸ Διοικητικὸ Συμβούλι τοῦ Ε.Ο.Φ. τοὺς κανονισμοὺς καὶ τὸν ὀργανισμό πού προβλέπει ὁ νόμος αὐτὸς γιὰ τὴν Ἐθνικὴ Φαρμακοβιομηχανία.

δ. Ἀποφασίζει γιὰ τὴν πρόσληψι τοῦ ἀναγκαῖου προσωπικοῦ καὶ καθορίζει τὸ ὕψος τῶν μισθῶν καὶ τῶν κάθε εἴδους ἀποδοχῶν τοῦ σύμφωνα μὲ τὶς ἰσχύουσες κάθε φορὰ διατάξεις τῆς ἐργατικῆς νομοθεσίας καὶ τοῦ ἀρθροῦ 1 τοῦ Ν. 1256/1982 «γιὰ τὴν πολυθεσία κλπ.».

ε. Μπορεῖ μὲ ἀπόφασή του νὰ ἀναθέτει μερικὰ ἀπὸ τὶς ἀρμοδιότητες τοῦ στὸν Πρόεδρο, στὸ Διευθύνοντα Σύμβουλο ἢ σὲ ἄλλο μέλος τοῦ Δ.Σ. ἢ ὑπάλληλο ἢ νὰ τοὺς ἐξουσιοδοτεῖ γιὰ τὴν ἐνέργεια ὀρισμένων πράξεων.

3. Ὁ Πρόεδρος τοῦ Δ.Σ.:

α. Συγκαλεῖ τὸ Διοικητικὸ Συμβούλι καὶ διευθύνει τὶς συνεδριάσεις του.

β. Ἐκπροσωπεῖ τὴ Φαρμακοβιομηχανία σὲ κάθε δικαστικῆ, διοικητικῆ ἢ ἄλλῃ ἀρχῆ.

γ. Διορίζει τοὺς πληρεξούσιους δικηγόρους.

δ. Ἐποπτεύει γιὰ τὴν ὁμαλὴ λειτουργία τῆς Φαρμακοβιομηχανίας.

ε. Συνυπογράφει μὲ τὸ Διευθύνοντα Σύμβουλο ὅλες τὶς συμβάσεις τῆς Ε.Φ.

4. Ὁ Διευθύνων Σύμβουλος:

α. Εἶναι Προϊστάμενος τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Ε.Φ.

β. Ἐλέγχει καὶ συντονίζει τὴ λειτουργία τῶν υπηρεσιῶν.

γ. Ἐπιμελεῖται γιὰ τὴν ἐκτέλεσι τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ.

δ. Ὑπογράφει τὰ ἐγγράφα τῆς Ε.Φ., εἰσπράττει τὶς ἀπαιτήσεις καὶ ἀναλαμβάνει καταθέσεις, ὑπογράφει τὶς ἐντολὰς πληρωμῆς γιὰ τὶς τρέχουσες συναλλαγὰς καὶ ἄλλες πληρωμὲς γιὰ ποσὰ πού καθορίζονται κάθε φορὰ μὲ ἀπόφασι τοῦ Δ.Σ.

ε. Συνυπογράφει μὲ τὸν Πρόεδρο τὶς συμβάσεις καὶ τὶς ἐντολὰς πληρωμῆς γιὰ ποσὰ μεγαλύτερου ὕψους ἀπὸ τὰ ποσὰ τῆς προηγούμενης παραγράφου. Τὸ μέγιστο ὕψος τοῦ ποσοῦ αὐτοῦ καθορίζεται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. τῆς Ε.Φ. Μπορεῖ γιὰ τὴν ὑπογραφή ὀρισμένων ἐγγράφων νὰ ἐξουσιοδοτηθεῖ ὑπάλληλο τῆς Φαρμακοβιομηχανίας.

στ. Εἰσηγείται τὰ θέματα τῆς ἡμερήσιας διατάξεως στὸ Διοικητικὸ Συμβούλι.

ζ. Ἀσκει τὶς ἀρμοδιότητες πού του ἀναθέτει τὸ Δ.Σ. τῆς Ε.Φ. καὶ ἐκτελεῖ ὅλες τὶς πράξεις γιὰ τὶς ὁποῖες τὸν ἐξουσιοδοτεῖ τὸ Δ.Σ.

### Άρθρο 19.

#### Γενικὴ Συνέλευσι.

Οἱ ἀρμοδιότητες τῆς Γενικῆς Συνέλευσης, ὅπως καθορίζονται ἀπὸ τὴ Νομοθεσία γιὰ τὶς Ἀνόνημες Ἐταιρίες, ἀνήκουν στὸν Ε.Ο.Φ. καὶ ἀσκούνται ἀπὸ τὸ Δ.Σ. τοῦ Ε.Ο.Φ.

### Άρθρο 20.

#### Συμβάσεις — Δάνεια.

1. Ἡ Ε.Φ. παρασκευάζει τὰ προϊόντα τῆς σὲ ἐργοστάσια πού ἰδρύει, ἀγοράζει ἢ ἐνοικιάζει καὶ σὲ ἐργοστάσια ἐλληνικὰ ἢ ξένα μὲ τὰ ὁποῖα συνεργάζεται ὑστερα ἀπὸ ὑπογραφή σχετικῶν συμβάσεων.

2. Ἡ Ἐθνικὴ Φαρμακοβιομηχανία ὑπογράφει συμβάσεις μὲ τρίτα φυσικὰ ἢ νομικὰ πρόσωπα γιὰ τὴν παρασκευὴ φαρμακευτικῶν καὶ ἄλλων προϊόντων τῆς ἀρμοδιότητάς τῆς, γιὰ τὴν εἰσαγωγή, ἐξαγωγή καὶ γενικὰ τὴ διακίνηση καὶ διάθεσι τέτοιων προϊόντων, σύμφωνα μὲ τὸ σύστημα πού κάθε φορὰ ἰσχύει, ἢ γιὰ τὴν προμήθεια παρόμοιων προϊόντων γιὰ

λογαριασμό του Δημοσίου, Ασφαλιστικών Ταμείων και Νοσηλευτικών Μονάδων.

3. α. Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας μετά από σύμφωνη γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. ύστερα από αίτηση των ενδιαφερομένων προς αυτό, επιτρέπεται στην Ε.Φ. και στις συνεργαζόμενες με αυτήν επιχειρήσεις της παρ. 1 του άρθρου αυτού οριστικά ή κατά περίπτωση, ή μεταστέγαση ή συστέγαση εργοστασίων τους και ή μεταβίβαση ή μεταφορά μέρους ή του συνόλου της παραγωγής ή του εξοπλισμού τους από εργοστάσιο σε εργοστάσιο της ίδιας ή άλλης συνεργαζόμενης έπισης επιχείρησης, αν μ' αυτόν τον τρόπο επιτυγχάνεται ή βελτίωση της ποιότητας των προϊόντων, ή εξειδίκευση της παραγωγής των εργοστασίων ή ή διευκόλυνση πιθανών αναγκαιών αλλαγών που επιβάλλονται από την εφαρμογή των όρων της συνεργασίας. Στην άδεια καθορίζονται αναλυτικά τα μέτρα που πρέπει να ληφθούν για την εξασφάλιση της ποιότητας και της ασφάλειας της παραγωγής και κάθε άλλη λεπτομέρεια. Σε επιχειρήσεις που κάνουν χρήση των ευχρησιών αυτών απαγορεύεται από την ημέρα της υποβολής της σχετικής αίτησης και για ένα χρόνο από την πραγματοποίηση της μεταστέγασης ή συστέγασης ή μεταφοράς παραγωγής κλπ. ή μείωση του προσωπικού τους.

6. Με την ίδια διαδικασία χορήγησης άδειας επιτρέπεται οριστικά ή κατά περίπτωση ή μεταστέγαση, ή συστέγαση και ή μεταφορά μέρους ή του συνόλου της παραγωγής ή της παραγωγικής διαδικασίας των μονάδων παραγωγής καλλυντικών προϊόντων.

Η παραγωγή ελληνικών καλλυντικών προϊόντων με σύμβαση έργου οποιασδήποτε μορφής δύναται να επιτραπεί μόνο μεταξύ μονάδων παραγωγής τέτοιων προϊόντων.

Στη γνωμοδοτική απόφαση για τη χορήγηση της άδειας, το Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. συνεκτιμά τον όλο όγκο παραγωγής και πωλήσεως των παραπάνω προϊόντων έτσι ώστε η μεταφερόμενη δραστηριότητα της επιχείρησης να μην υπερβαίνει αυτή που παραμένει.

Οι διατάξεις του έδαφ. α της ίδιας παραγρ. για το προσωπικό ισχύουν και σ' αυτή την περίπτωση.

4. Η Ε.Φ. έχει το δικαίωμα να συνάπτει δάνεια με την εγγύηση του Ε.Ο.Φ. ή του Δημοσίου σύμφωνα με το νόμο.

5. Η Ε.Φ. μπορεί με την έγκριση του Ε.Ο.Φ. να ιδρύει μόνη της ή με τη συνεργασία της Τοπικής Αυτοδιοίκησης ή συνεταιρισμών επιστημόνων ή επαγγελματιών των ειδών της αρμοδιότητάς της ή τρίτων φυσικών ή νομικών προσώπων, συνεταιρισμούς ή εμπορικές επιχειρήσεις εκτός φαρμακείων ή κέντρα έρευνών.

Άρθρο 21.

Διαχείριση — Έλεγχος.

1. Κάθε περίπτωση από τις οικονομικές δραστηριότητες της Ε.Φ. κατατίθεται άμέσως σε Έλληνική Τράπεζα και αναλαμβάνεται με απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου της Ε.Φ. για την εκπλήρωση των σκοπών της.

2. Για κάθε δαπάνη αποφασίζει το Διοικητικό Συμβούλιο το οποίο μπορεί να εξουσιοδοτεί με απόφασή του το Διευθύνοντα Σύμβουλο ή τον Πρόεδρο ή και τους δύο μαζί για την έγκριση, δαπανών μέχρι ορισμένο ύψος, ή για δαπάνες ανεξάρτητες από το ύψος τους, για τις οποίες απαιτείται ή διενέργεια διαγωνισμού.

3. Ο ετήσιος ισολογισμός της Ε.Φ. ελέγχεται από Όρκωτους Λογιστές, οι οποίοι ασκούν συγχρόνως και πλήρη τακτικό έλεγχο της διαχείρισης. Στη διάρκεια της χρήσης γίνεται από Όρκωτους Λογιστές ή άλλα ελεγκτικά όργανα και έκπαιτοι έλεγχος στη διαχείριση.

4. Μέσα σε τρεις μήνες από τη λήξη κάθε χρήσης, η Ε.Φ. έχει υποχρέωση να καταρτίζει έκθεση πεπραγμένων σε ό,τι αφορά τη διαχείριση των πόρων που της διατέθηκαν.

Τα έλλειμματα του ισολογισμού θα καλύπτονται με έπιχορήγηση του Ε.Ο.Φ. Τα πλεονάσματα αποτελούν πόρους του Ε.Ο.Φ.

Άρθρο 22.

Συμβούλιο Έποπτείας.

Στις μονάδες της Ε.Φ., σε κάθε βιομηχανία που συνεργάζεται μαζί της και γενικά σε κάθε μονάδα παραγωγής φαρμακευτικών προϊόντων για ανθρώπινη χρήση δημιουργείται Συμβούλιο έποπτείας της παραγωγικής διαδικασίας. Το Συμβούλιο έποπτείας είναι πενταμελές και αποτελείται από: α) Τον υπεύθυνο παραγωγής, β) Τον υπεύθυνο έλέγχου ποιότητας, γ) Έκπρόσωπο του εργοδότη, δ) Έκπρόσωπο των εργαζόμενων που εκλέγεται άπευθείας από γενική τους συνέλευση με μυστική ψηφοφορία στην οποία παίρνουν μέρος τουλάχιστον τα 3/5 του συνόλου των εργαζόμενων, ε) Έκπρόσωπο του Ε.Ο.Φ. που προεδρεύει στις συνεδριάσεις. Έργο του Συμβουλίου έποπτείας είναι ή φροντίδα για την τήρηση και ή πρόταση για τη λήψη μέτρων που άφορου τον κανόνα καλής παρασκευής των προϊόντων, την ασφάλεια του προσωπικού και των εγκαταστάσεων, την προστασία του περιβάλλοντος, την αύξηση της παραγωγικότητας, τις άναγκαίες επενδύσεις και τη βελτίωση των συνθηκών εργασίας. Οι προτάσεις και οι εκθέσεις του Συμβουλίου κοινοποιούνται στον Ε.Ο.Φ. Οι διαδικασίες λειτουργίας του Συμβουλίου Έποπτείας καθορίζονται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας μετά από είτήρηση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Γ'.

Ίδρυση και όργάνωση Κρατικής Φαρμακαποθήκης.

Άρθρο 23.

Σύσταση.

1. Ίδρύεται με το νόμο αυτόν με κεφάλαια του Ε.Ο.Φ. και του Δημοσίου και κάτω από την εγύνη του Ε.Ο.Φ. άνώνυμη έταιρία με την επωνυμία «ΚΡΑΤΙΚΗ ΦΑΡΜΑΚΑΠΟΘΗΚΗ Α.Ε.» με έδρα την Αθήνα.

2. Η Κρατική Φαρμακαποθήκη (Κ.Φ.) θα λειτουργεί για την εξυπηρέτηση των εφύπερων κοινωνικών συμφερόντων, με τη μορφή της Άνώνυμης Έταιρείας. Οι διατάξεις νόμων για τις άνώνυμες έταιρείες έχουν εφαρμογή και στην Κρατική Φαρμακαποθήκη εκτός αν υπάρχει διαφορετική αντιμετώπιση στο νόμο αυτόν. Ο χρόνος διάρκειας είναι άόριστος.

3. Το Μετοχικό Κεφάλαιο της Κρατικής Φαρμακαποθήκης εκφράζεται με μία μετοχή ή οποία ανήκει στον ΕΟΦ.

4. Την έποπτεία της Κρατικής Φαρμακαποθήκης έχει το Κράτος και ασκείται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας δια του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

Άρθρο 24.

Σκοπός.

Σκοπός της Κρατικής Φαρμακαποθήκης είναι: ή εισαγωγή, εξαγωγή, έμπορία και γενικά ή διακίνηση ειδών του άρθρου 2 του νόμου αυτού, που καθορίζονται με απόφαση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

Άρθρο 25.

1. Η Κρατική Φαρμακαποθήκη διοικείται από έννεμελές Διοικητικό Συμβούλιο που αποτελείται από:

α. Τον Πρόεδρο που πρέπει να είναι φαρμακοποιός.

β. Έναν εκπρόσωπο του Πανελληνίου Φαρμακευτικού Συλλόγου.

γ. Έναν εκπρόσωπο των εργαζόμενων που όρίζεται από την Γ.Σ.Ε.Ε. μεταξύ των εργαζόμενων σε επιχειρήσεις σχετικές με το αντικείμενο της Κ.Φ.

δ. "Εναν εκπρόσωπο της Τοπικής Αυτοδιοίκησης που ορίζεται από την Κ.Ε.Δ.Κ.Ε.

ε. "Εναν εκπρόσωπο των συνεργαζόμενων με την Κ.Φ. Φαρμακαποδητών που ορίζεται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας.

στ. "Εναν εκπρόσωπο των εργαζόμενων στην Κ.Φ. που εκλέγεται από Γενική τους Συνέλευση με μυστική ψηφοφορία όπου παίρνουν μέρος τουλάχιστον τα 3/5 του συνόλου των εργαζόμενων στην Κ.Φ.

ζ. Τρεις (3) επιστήμονες με ειδικές γνώσεις και πείρα στα θέματα που έχουν σχέση με το αντικείμενο της Κ.Φ. που ορίζονται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας.

2. Οι διατάξεις των άρθρων 17, 18, 19 και 21 του νόμου αυτού για την Έθνική Φαρμακοβιομηχανία Α.Ε. εφαρμόζονται αναλόγως και στην Κρατική Φαρμακαποδητή.

#### Άρθρο 26.

1. Η Κ.Φ. διακινεί τα προϊόντα της αρμοδιότητάς της και από φαρμακαποδητές που βρίσκονται σε λειτουργία και με τις οποίες συνεργάζεται ύστερα από υπογραφή των σχετικών συμβάσεων.

2. Η Κ.Φ. έχει τη δυνατότητα να υπογράφει συμβάσεις με τρίτα φυσικά ή νομικά πρόσωπα για την εισαγωγή, εξαγωγή, έμπορία και γενικά τη διακίνηση των ειδών της αρμοδιότητάς της. Συνεργαζόμενος με την Κ.Φ. θεωρείται κάθε φυσικό ή νομικό πρόσωπο που εντάσσεται στο συνολικό σχεδιασμό της Κ.Φ. για την εκπλήρωση των σκοπών της.

3. Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, μετά από σύμφωνη γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ., ύστερα από αίτηση όλων των ενδιαφερομένων, δίνεται η άδεια στους συνεργαζόμενους με την Κ.Φ. φαρμακαποδητάρους και φαρμακείμωτους, που την 1.10.1982 είχαν σε νόμιμη λειτουργία φαρμακαποδητή, και φαρμακοποιούς με φαρμακείο, να ιδρύουν Συνεταιρισμούς Περιορισμένης Ευθύνης.

Απαραίτητη προϋπόθεση για τη συμμετοχή φαρμακαποδητάρων και φαρμακείμωτων στους συνεταιρισμούς είναι να παρέχουν την προσωπική τους εργασία στο συνεταιρισμό μέχρι τη συμπλήρωση του νόμιμου χρόνου συνταξιοδότησής τους, όπως και άποχρών, ή δε τυχόν απόλυση τους γίνεται μόνο μετά από σύμφωνη γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

Η δυνατότητα ίδρυσης συνεταιρισμών με συμμετοχή φαρμακαποδητάρων και φαρμακείμωτων λήγει την 31.12.1985.

Στα έκλεγμένα όργανα της παραπάνω μορφής συνεταιρισμού οι φαρμακαποδητάρους και οι φαρμακείμωτοι δεν μπορούν να είναι πλειοψηφία.

Το ύψος του ατομικού μεριδίου καθώς και ο ελάχιστος αριθμός φαρμακοποιών και φαρμακείμωτων που μετέχουν στους συνεταιρισμούς καθορίζεται κατά περίπτωση με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας μετά από γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ.

Με Προεδρικό Διάταγμα που εκδίδεται με γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. και πρόταση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας καθορίζονται περιορισμοί μόνο ως προς τη συμμετοχή των συνταξιοδότητων, τις συνεταιριστικές μερίδες, που πρέπει να περιέχουν έσο αριθμό ατομικών μεριδίων και το περιεχόμενο καταστατικού.

Ειδικότερα για φαρμακευτικούς συλλόγους με μέλη περισσότερα από 100, επιτρέπεται η ίδρυση συνεταιρισμών περισσότερων του ενός (1), ο δε αριθμός των φαρμακοποιών που μετέχουν σε καθένα δε μπορεί να είναι μικρότερος των πενήντα (50). Στις περιπτώσεις αυτές απαγορεύεται η συμμετοχή φαρμακοποιών και φαρμακείμωτων σε περισσότερους από ένα (1) συνεταιρισμούς.

4. Με σύμφωνη γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. και απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, ύστερα από αίτηση των ενδιαφερομένων, επιτρέπεται στην Κ.Φ. και στις συνεργαζόμενες μ' αυτήν επιχειρήσεις της παραγράφου 1 του άρθρου αυτού, οριστικά ή κατά περίπτωση, η μεταστέγαση ή συστέγαση οποιουδήποτε αριθμού αυτών.

Στις επιχειρήσεις που κάνουν χρήση των ευχερειών αυτών, καθώς και στους συνεταιρισμούς της παραγράφου 3, απαγορεύεται, από την ημέρα της υποβολής της σχετικής αίτησης και για ένα χρόνο από την πραγματοποίησή της μεταστέγασης ή συστέγασης ή ίδρυσης του συνεταιρισμού, η μείωση του προσωπικού τους.

5. Η Κ.Φ. έχει το δικαίωμα να συνάπτει δάνεια με την εγγύηση του Ε.Ο.Φ. ή του Δημοσίου, σύμφωνα με το νόμο.

6. Η Κ.Φ. μπορεί με έγκριση του Ε.Ο.Φ. να ιδρύει μόνη της ή με τη συνεργασία της τοπικής αυτοδιοίκησης ή συνεταιρισμού επιστημόνων ή συνεταιρισμού επαγγελματιών της αρμοδιότητάς της ή τρίτων φυσικών ή Νομικών Προσώπων, Συνεταιρισμούς ή εμπορικές επιχειρήσεις, εκτός από φαρμακεία και συνεταιρισμούς φαρμακοποιών, για τους οποίους ισχύουν όσα ορίζονται στην παράγραφο 3 του άρθρου αυτού.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ Δ'.

Συμπλήρωση και τροποποίηση διατάξεων της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας.

#### Άρθρο 27.

1. Τα εργοστάσια και εργαστήρια παραγωγής των προϊόντων του άρθρου 2 του νόμου αυτού, διευθύνονται από υπεύθυνο πτυχιούχο Χημικό ή Φαρμακοποιό ή Γιατρό ή Βιολόγο ή Κτηνίατρο, απόφοιτο Πανεπιστημιακών ή Πολυτεχνικών Σχολών της Ελλάδας ή Ιστίμιων προς αυτές του Εξωτερικού, με πλήρη απασχόληση. Κατεξάριση τα εργοστάσια και εργαστήρια παραγωγής ειδών της περίπτωσης β της παραγρ. 2 του άρθρου 2 του νόμου αυτού, διαθέτουν έναν υπεύθυνο παραγωγής και έναν υπεύθυνο ποιολογικού ελέγχου, από τις ειδικότητες των επιστημόνων της προηγούμενης παραγράφου, από τους οποίους ο ένας έχει και τη γενική εποπτεία και ευθύνη λειτουργίας του εργοστασίου.

2. Ο διορισμός και η αντικατάσταση των ανωτέρω υπεύθυνων γίνεται με απόφαση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. κατά τη διαδικασία και με τις προϋποθέσεις των παραγρ. 1 και 2 του άρθρου 29 του Ν. 5607/1932 και πρέπει να έχουν:

α. Πτυχίο μιάς των ειδικοτήτων και σχολών της παρ. 1 ανωτέρω.

β. Τριετή τουλάχιστον προϋπηρεσία ή εξειδίκευση και διετή προϋπηρεσία στα αντικείμενα της υπευθυνότητάς τους, για τους υπεύθυνους εργοστασίων και εργαστηρίων παραγωγής ειδών της περιπτώσεως β' της παρ. 2 του άρθρου 2 νόμου αυτού.

γ. Τα προσόντα των εδαφίων γ και δ, της παρ. 1 του άρθρου 1 του Α.Ν. 517/1968 και

δ. Να μην έχουν τιμωρηθεί για παράβαση της φαρμακευτικής νομοθεσίας με ποινή φυλάκισης ή οριστικής ανάκλησης άδειας λειτουργίας καταστήματος ή άσκησης επαγγέλματος.

3. Κάθε φυσικό ή νομικό πρόσωπο που ασχολείται με παραγωγή, έμπορία και γενικά διακίνηση δραστικών ουσιών για φαρμακευτικά προϊόντα, έχει υποχρέωση να τηρεί πλήρη στοιχεία παραλαβής, ελέγχου και διάθεσης αυτών. Επίσης κάθε Βιομηχανική και Εμπορική επιχείρηση φαρμακευτικών προϊόντων έχει υποχρέωση να τηρεί πλήρη στοιχεία παραλαβής, ανάληψης και διάθεσης των δραστικών ουσιών κατά παράβαση, καθώς και όμοια στοιχεία για τα έσομα προϊόντα. Τα στοιχεία αυτά είναι πάντοτε στη διάθεση του Ε.Ο.Φ. και οι παραβάτες υπόκεινται στις κυρώσεις του άρθρου 19 του Ν.Δ. 96/73.

4. Για τη δημιουργία μητρώου και αρχείου ελέγχου και διακίνησης των προϊόντων της αρμοδιότητάς του, ο Ε.Ο.Φ. συγκαταστήσει μηχανογραφικό σύστημα. Κάθε Βιομηχανική και Εμπορική επιχείρηση έχει υποχρέωση να παρέχει στον Ε.Ο.Φ. όλα τα ζητούμενα στοιχεία και τις απαιτούμενες διευκολύνσεις για την εγκατάσταση και λειτουργία του μηχανογραφικού συστήματος.

5. Σε περίπτωση συγγώνευσης φαρμακοβιομηχανιών:

α. Επιτρέπεται η συνέχιση της παραγωγής στα έργοστάσια που συγχωνεύθηκαν, με την προϋπόθεση ότι καθένα από αυτά λειτουργεί με την έσοπτητά των απαραίτητων υπεύθυνων παραγωγής και έλεγχου ποιότητας.

β. Επιτρέπεται επίσης η μεταφορά παραγωγής προϊόντων από το ένα εργοστάσιο στο άλλο, μετά από σχετική έγκριση του Ε.Ο.Φ., που καθορίζει και τους απαραίτητους όρους για τη διασφάλιση της ποιότητας των προϊόντων.

#### \*Άρθρο 28.

1. Από την ισχύ του νόμου αυτού και μέχρι 31.12.1985 οι προσλήψεις και απολύσεις του προσωπικού των επιχειρήσεων που ασχολούνται με την παραγωγή, εισαγωγή, εξαγωγή και έμποια φαρμακευτικών προϊόντων, υπόκεινται στις εξής ρυθμίσεις:

α. Απολύσεις με αιτιολογικό μείωση προσωπικού γίνονται μόνο μετά από έγγραφη εξάμηνη προειδοποίηση του Ε.Ο.Φ. Κάθε απόλυση για άλλους λόγους συνεπάγεται άμεση συμπλήρωση της κενής θέσης.

β. Έργαζόμενοι που απολύθηκαν από 9 Φεβρουαρίου 1982 και μετά με αιτιολογικό μείωση προσωπικού επαναπροσλαμβάνονται κατά προτεραιότητα από τις επιχειρήσεις που απολύθηκαν, αν υπάρξουν ανάγκες νέων προσλήψεων.

γ. Οποιαδήποτε ανάγκη σε προσωπικό των παραπάνω επιχειρήσεων καλύπτεται κατά προτεραιότητα από εκείνους που έχουν προϋπηρεσία σε αντίστοιχες επιχειρήσεις και απολύθηκαν με αιτιολογικό μείωση προσωπικού. Για κάθε πρόσληψη που δεν εντάσσεται στην περίπτωση αυτή απαιτείται προηγούμενη έγγραφη άδεια του Ε.Ο.Φ.

δ. Οι εργαζόμενοι με πλήρη απασχόληση στις 9 Φεβρουαρίου 1982 για την ιατρική ενημέρωση από τις παραπάνω επιχειρήσεις, που δεν έχουν συμπληρώσει τις συνταξιοδοτικές προϋποθέσεις, προσλαμβάνονται επιπλέον, κατά προτεραιότητα από άλλους υποψηφίους, αν έχουν τα ζητούμενα τυπικά και ουσιαστικά προσόντα των προκηρυσσόμενων θέσεων, σε θέσεις των Δημοσίων Υπηρεσιών ή Ν.Π.Δ.Δ. που έχουν άμεση εξάρτηση από το Υπουργείο Υγείας και Πρόνοιας. Οι σχετικές με τους περιορισμούς των ορίων ηλικίας διατάξεις του νόμου δεν εφαρμόζονται στην περίπτωση αυτή. Όσοι προσλαμβάνονται σύμφωνα με την παρούσα διάταξη, μπορούν να επιλέξουν την ασφαλιστική κάλυψη του παλαιού ή του νέου ασφαλιστικού φορέα. Το δικαίωμα αυτό άσκείται εντός τριμήνου από την πρόσληψή τους.

2. α) Κάθε απόλυση που γίνεται μετά την ισχύ αυτού του νόμου κατά παράβαση των παραπάνω διατάξεων, καθώς και κάθε απόλυση που έγινε από 1η Μαΐου 1982 μέχρι και την ισχύ αυτού του νόμου για οποιοδήποτε λόγο, είναι άκυρη, εκτός αν αυτοί που απολύθηκαν εργάζονται σε αντίστοιχη θέση. Έξαιρούνται οι περιπτώσεις απολύσεων που οφείλονται σε αποδεδειγμένη υπευθυνότητα όσων απολύθηκαν και εφ' όσον στην περίπτωση αυτή έχει γίνει ανάπληρωση των απολυθέντων.

β) Προσλήψεις σε τμήματα ιατρικής ενημέρωσης, που έγιναν μετά τις 9.2.1982 καθώς και κάθε πρόσληψη προσωπικού χωρίς να τηρηθούν οι προηγούμενες προϋποθέσεις και διατυπώσεις, έχουν σα συνέπεια, να μην περιλαμβάνονται στα έσοδα των επιχειρήσεων και να μην επιβαρύνουν το κόστος των προϊόντων οι μισθοί και κάθε άλλη δαπάνη του προσωπικού αυτού κατά το τρέχον και το επόμενο οικονομικό έτος από την πρόσληψη.

3. Οι παραβάτες των διατάξεων αυτού του άρθρου τιμωρούνται με τις ποινές της παραγράφου 5Α του άρθρου 19 του Ν.Δ. 96/1973.

4. Στις διατάξεις του άρθρου αυτού δεν υπόγονται οι μικτές επιχειρήσεις που ασχολούνται συγχρόνως με φάρμακα και άλλα προϊόντα (καλλυντικά κλπ.) και των οποίων ο κύκλος εργασιών ή η παραγωγή των φαρμακευτικών προϊόντων στην παραγωγική μονάδα είναι μικρότερος του 60% του συνολικού κύκλου εργασιών ή της παραγωγής τους αντίστοιχα. Έξαιρηση αποτελούν οι εργαζόμενοι των επιχειρήσεων αυτών που ασχολούνται με το αντικείμενο του φαρμάκου.

5. Σε κάθε περίπτωση που για αντικειμενικούς λόγους, που διαπιστώνονται από τον Ε.Ο.Φ., δεν είναι δυνατή η τήρηση των παραπάνω διατάξεων και μόνο για τα σημεία που υπερκαλύπτουν την υπόλοιπη εργατική νομοθεσία εφαρμόζονται οι γενικές διατάξεις της Εργατικής Νομοθεσίας.

#### \*Άρθρο 29.

1. Στην παράγραφο 6 του άρθρου 1 του Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται τρίτο εδάφιο ως εξής: «Στην εξωτερική και εσωτερική συσκευασία, στις οδηγίες χρήσεως και σε κάθε μορφής έγγραφη ενημέρωση όλων των φαρμακευτικών ιδιοσκευασμάτων που κυκλοφορούν στην Ελληνική αγορά, αναγράφεται υποχρεωτικά ή κοινόχρηστη ονομασία των δραστικών τους ουσιών (GENERIC NAMES) δίπλα ή κάτω από το εμπορικό τους όνομα (σήμα) με τα ίδια ακριβώς τυπογραφικά στοιχεία. Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας μετά από εισήγηση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. καθορίζονται τα ιδιοσκευάσματα για τα οποία, εκτός από την αναγραφή των παραπάνω στοιχείων, απαιτείται η αναγραφή στις ίδιες περιπτώσεις, με εξαίρεση την εσωτερική συσκευασία και με τα ίδια τυπογραφικά στοιχεία και των ενδείξεων: «Περιλαμβάνεται στο Έθνικό Συνταγολόγιο» ή «Δεν περιλαμβάνεται στο Έθνικό Συνταγολόγιο».

2. Οι παράγραφοι 4, 5 και 6 του άρθρου 8 του Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίστανται ως εξής: «4. Κάθε δικαιούχος άδειας κυκλοφορίας φαρμακευτικών προϊόντων έχει υποχρέωση να εφοδιάζει κανονικά την αγορά με τα προϊόντα που εισάγει ή παράγει. Σε περίπτωση αδυναμίας του ή πριν από κάθε μεταβολή που μπορεί να επηρεάσει την κυκλοφορία από άσκηση επάρκειας ή τιμών, έχει υποχρέωση να ειδοποιεί έγγραφα τον Ε.Ο.Φ. τουλάχιστον πριν από 3 μήνες». «5. Ο Ε.Ο.Φ. μπορεί οποτεδήποτε να προβαίνει στην εισαγωγή οποιουδήποτε προϊόντος, χωρίς ποσοτικούς ή άλλους περιορισμούς, αν οι ανάγκες της δημόσιας υγείας το επιβάλλουν ή αν ο δικαιούχος της άδειας κυκλοφορίας δε συμμορφώνεται προς τις υποχρεώσεις του από τις διατάξεις του παρόντος και γενικά προς τις κείμενες διατάξεις. Το έργο αυτό μπορεί να αναθέσει και σε φυσικά ή νομικά πρόσωπα με απόφαση του Δ/ντού Συμβουλίου. Με την ίδια απόφαση καθορίζονται οι όροι της ανάθεσης, εισαγωγής, κυκλοφορίας και τιμής πώλησης των άνωτέρω προϊόντων, κατά παρέκκλιση των διατάξεων που ισχύουν». «6. Κατεξαιρέση ο Ε.Ο.Φ. μπορεί με απόφασή του να επιτρέψει σε ειδικές περιπτώσεις την εισαγωγή μη εγκεκριμένων άλλων δαπάνω φαρμάκων, σε περιορισμένη ποσότητα και για συγκεκριμένους σκοπούς που καθορίζονται σαφώς στη σχετική απόφαση. Μπορεί επίσης, σε περιπτώσεις μη κανονικής διακίνησης φαρμακευτικών προϊόντων από τους υπεύθυνους φορείς, σύμφωνα με την κείμενη νομοθεσία, να επιτρέψει με απόφασή του τον εφοδιασμό των Νοσοκομείων, Κλινικών, Κέντρων Υγείας, Αγροτικών Ιατρείων, Δημοσίων Ταμείων κλπ. άπειρας από φαρμακευτικές βιομηχανίες ή εμπορικές επιχειρήσεις ή με εύθυνη της Κρατικής Φαρμακοποδότησης».

3. Στο άρθρο 9 του Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται παράγραφος 4 ως εξής:

«4. Κατά παρέκκλιση των διατάξεων των άρθρων 7, 8 και 9 του παρόντος νόμου, η Έθνική Φαρμακοβιομηχανία Α.Ε. μπορεί να είναι δικαιούχος άδειών κυκλοφορίας φαρμακευτικών προϊόντων και όλων γενικά των προϊόντων άρμοδιότητας του Ε.Ο.Φ., χωρίς να απαιτείται να έχει σε νόμιμη λειτουργία και αντίστοιχο εργοστάσιο ή εργαστήριο παρασκευής τους».



## Άρθρο 30.

Στο άρθρο 12 του Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται παράγραφος 4 ως εξής:

«4.α) Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας, ύστερα από πρόταση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. καταρτίζεται περιοδικά Πίνακας ή Κατάλογος των φαρμακευτικών προϊόντων που θα χορηγούνται από τὰ: Δημόσιο, Ν.Π.Δ.Δ. (Νοσοκομεία Ν.Π.Δ.Δ. Ν. 2492/1953, Κέντρα Υγείας, Αγροτικά Ιατρεία κλπ.), καθώς και από Ν.Π.Ι.Δ. που επιχορηγούνται και εποπτεύονται από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας, όπως ορίζονται στο άρθρο 9 παρ. 1 του Ν. 1232/1982 ΦΕΚ 22Α ή από άλλον Υπουργό.

β) Στον Πίνακα μπορούν να περιληφθούν μέχρι τρία (3) το πολύ όμια σε είδος και μέρη φαρμακευτικά ιδιοσκευάσματα ή σκευάσματα ή άλλα φαρμακευτικά προϊόντα, που επιλέγονται με βασικά κριτήρια την ποιότητα, το κόστος και γενικά το συμφέρον της Δημόσιας Υγείας και της Εθνικής Οικονομίας μεταξύ όλων των προϊόντων που κυκλοφορούν έφ' όσον οι δικαιούχοι τους έχουν συνάψει σύμβαση με τον Ε.Ο.Φ. που καθορίζει τους όρους παραγωγής, εισαγωγής και διάθεσής τους.

Με την ίδια διαδικασία γίνονται οι συμπληρώσεις, ανακλήσεις και γενικά κάθε προσαρμογή του Καταλόγου.

γ) Η λιανική τιμή όλων των όμοιων φαρμάκων που θα περιέχονται στον πίνακα θα είναι ενιαία. Προσφορά τιμής κατώτερης του πραγματικού κόστους με σκοπό να περιληφθεί το προϊόν στον πίνακα απαγορεύεται και δεν αναγνωρίζεται σαν ζημιά του προσφέροντος.

δ) Με τη δημοσίευση του προηγούμενου πίνακα παύει να ισχύει κάθε μερικότερος πίνακας, κατάλογος ή συνταχολόγιο. Με απόφαση του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας μετά από γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. καθορίζονται οι λεπτομέρειες και ο τρόπος διάθεσης των υπάρχοντων αποθεμάτων».

## Άρθρο 31.

1. Στο τέλος της παραγρ. 2 του άρθρου 16 του Ν.Δ. 96/1973 προστίθενται τὰ εξής: «Κάθε έντυπο που προορίζεται για ταρκτική ενημέρωση ή γενικότερα για ενημέρωση που αφορά φαρμακευτικά προϊόντα, πρέπει να περιλαμβάνει υποχρεωτικά όλα τὰ στοιχεία που περιέχονται για τὰ αντίστοιχα προϊόντα στο Εθνικό Συνταχολόγιο. Το έντυπο αυτό κατατίθεται υποχρεωτικά στον Ε.Ο.Φ. πριν από την κυκλοφορία του».

2. Η παράγρ. 5 του άρθρου 16 του Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής:

«5. Επιτρέπεται σε παραγωγούς και εισαγωγείς ή αντιπροσώπους οίκων εξωτερικού ή χορήγηση δωρεάν μη εγκεκριμένων φαρμακευτικών προϊόντων σε Κρατικά Νοσηλευτικά Ιδρύματα ή Ιδρύματα που εποπτεύονται από τον Ε.Ο.Φ. ή το Υπουργείο Υγείας και Πρόνοιας, με αποκλειστικό σκοπό την επιστημονική έρευνα και τον κλινικό έλεγχο των προϊόντων αυτών. Για κάθε κλινική έρευνα και για κάθε δωρεάν χορήγηση φαρμακευτικών προϊόντων, απαιτείται έγκριση του Ε.Ο.Φ., ύστερα από αίτηση του ενδιαφερόμενου και σύμφωνη γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου του Νοσηλευτικού Ιδρύματος».

3. Η παράγρ. 6 του άρθρου 16 του Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής:

«6. Απαγορεύεται απολύτως ή πώληση ή χορήγηση με αντάλλαγμα των προϊόντων που παραχωρήθηκαν δωρεάν. Από τής δημοσίευσής του παρόντος νόμου απαγορεύεται ή παρασκευή, εισαγωγή, χορήγηση και κατοχή δειγμάτων από Φαρμακευτικές Βιομηχανίες ή Εμπορικές Επιχειρήσεις. Σε εξαιρετικές περιπτώσεις μπορεί να επιτραπεί ή χορήγηση δειγμάτων με ειδικά αιτιολογημένη απόφαση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. με τήν οποία καθορίζονται οι όροι παραγωγής ή εισαγωγής και διάθεσης των δειγμάτων και κάθε άλλη λεπτομέρεια».

Όργανωση ή χρηματοδότηση συνεδρίων ή σεμιναρίων και οποιαδήποτε αντίστοιχου μέσου ενημέρωσης πάνω σε θέματα αρμοδιότητας του Ε.Ο.Φ. από Φαρμακευτικές Βιομηχανίες ή Εμπορικές Επιχειρήσεις ή μέσω οποιασδήποτε διαφημιστικής ή άλλης επιχείρησης παροχής υπηρεσιών, μπορεί να επιτρέπεται μετά από προηγούμενη έγκριση του Ε.Ο.Φ. Για τή χορήγηση τής άδειας οι ενδιαφερόμενοι υποβάλλουν έγκαιρα στον Ε.Ο.Φ. αναλυτικό πρόγραμμα των εργασιών του συνεδρίου. Η δαπάνη για παρόμοια συνέδρια ή σεμινάρια δεν επιβαρύνει το κόστος των προϊόντων».

## Άρθρο 32.

Το άρθρο 17 του Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής:

## «Άρθρο 17.

1. Οι ανώτερες τιμές χονδρικής, νοσοκομειακής, λιανικής και άλλης ειδικής πώλησης των προϊόντων αρμοδιότητας του Ε.Ο.Φ. που ελέγχονται: αγορανομικά, καθορίζονται με δελτία τιμών που εκδίδει ο Υπουργός Εμπορίου με σύμφωνη γνώμη του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας ύστερα από γνώμη τής επιτροπής τιμών, που προβλέπεται στην παράγραφο 3 του άρθρου αυτού. Πριν από την έκδοση του δελτίου τιμών ο Ε.Ο.Φ. γνωμοδοτεί κατά τήν κρίση του στην επιτροπή τιμών και στους αρμόδιους Υπουργούς με βάση τὰ στοιχεία που έχει ή μπορεί να ζητεί από τις αντίστοιχες επιχειρήσεις για τὸ πιθανό ύψος τιμών των πένω προϊόντων. Οι γνωμοδοτήσεις αυτές δεν είναι υποχρεωτικές για τήν επιτροπή τιμών και τους Υπουργούς. Κατά τὸν ίδιο τρόπο καθορίζονται οι τιμές για προϊόντα που προορίζονται για τὸ Δημόσιο ή υπηρεσίες και ιδρύματα που εποπτεύονται από τὸν Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας ή οποιοδήποτε άλλο Υπουργό.

2. Με αγορανομικές διατάξεις που εκδίδονται με σύμφωνη γνώμη του Υπουργού Υγείας και Πρόνοιας μετά από εισήγηση του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. πρὸς αὐτὸν καθορίζονται τὰ στοιχεία του κόστους, τὸ ύψος τους και ὁ τρόπος διαμόρφωσης των τιμών όλων των προϊόντων αρμοδιότητας Ε.Ο.Φ.

3. Στο Υπουργείο Εμπορίου συστάται 11μελής Επιτροπή τιμών που αποτελείται από: α) έναν εκπρόσωπο του Υπουργείου Εμπορίου που ορίζεται από τὸν Υπουργό Εμπορίου, β) έναν εκπρόσωπο του Ε.Ο.Φ. που ορίζεται από τὸ Δ.Σ. αυτού, γ) έναν εκπρόσωπο τής Εθνικής Φαρμακοβιομηχανίας που ορίζεται από τὸ Δ.Σ. αυτής. Μέχρι τή σύστασή τής Ε.Φ. ὁ Υπουργός Υγείας και Πρόνοιας ορίζει πρὸς αὐτὸν τὸν ἐκλόγηό του, δ) έναν εκπρόσωπο του Πανελληνίου Φαρμακευτικού Συλλόγου που ορίζεται από τὸν Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας μετά από πρόταση του Πανελληνίου Φαρμακευτικού Συλλόγου, ε) έναν εκπρόσωπο των εργοδοτικών φορέων παραγωγής που ορίζεται από τὸν Υπουργό Εμπορίου, από τὸς προτεινόμενους από τὸς αντίστοιχους φορείς, στ) έναν κρῶτο λογιστὴ που ορίζεται από τὸν Υπουργό Εμπορίου, ζ) έναν ειδικό κοστολόγο που ορίζεται από τὸν Υπουργό Εμπορίου, η) έναν εκπρόσωπο των εργαζομένων που ορίζεται από τή Γ.Σ.Ε.Ε., θ) έναν εκπρόσωπο τοπικῆς αυτοδιοίκησης που ορίζεται από τήν ΚΕΔΚΕ, ι) έναν εκπρόσωπο των Ασφαλιστικῶν Ταμείων που ορίζεται από τὸν Υπουργό Κοινωνικῶν Ασφαλίσεων και ια) έναν εκπρόσωπο των εργοδοτικῶν φορέων εισαγωγῆς που ορίζεται με τὸν τρόπο που καθορίζεται στην περίπτωση ε'. Με τήν ίδια διαδικασία προτείνονται και ορίζονται ἀνά ένας ἀναπληρωτῆς για κάθε μέλος επιτροπῆς.

Χρέη γραμματέα εκτελεί υπάλληλος του Υπουργείου Εμπορίου που ορίζεται από τὸν Υπουργό Εμπορίου. Η επιτροπή συγκροτείται με απόφαση του Υπουργού Εμπορίου και ἔργο τής είναι ή γνωμοδότηση για θέματα που αφορούν τις τιμές χονδρικής και λιανικής πώλησης προϊόντων αρμοδιότητας Ε.Ο.Φ. Η λειτουργία τής επιτροπῆς καθορίζεται με κοινή απόφαση των Υπουργῶν Εμπορίου και Υγείας και Πρόνοιας. Μέχρι τή συγκρότησή τής ανωτέρω επιτροπῆς εξακολουθεῖ να λειτουργεί ή επιτροπή τιμών που υφίσταται κατά τήν ψήφισή αὐτοῦ του νόμου.

4. Κατά την πρώτη εφαρμογή του νόμου αυτού θα γίνει ανακοστολόγησι όλων των φαρμακευτικών προϊόντων που κυκλοφορούν. Τα στοιχεία που θα ζητηθούν από τους ενδιαφερόμενους, ή διαδικασία και οι λεπτομέρειες της ανακοστολόγησις θα καθοριστούν με κοινή απόφαση των Υπουργών Έμπορίου και Υγείας και Πρόνοιας. Με την ίδια απόφαση μπορούν να ανατεθούν σχετικά καθήκοντα και σε όργανα ή υπηρεσίες του Ε.Ο.Φ. Οι δικαιούχοι άδειών κυκλοφορίας φαρμακευτικών προϊόντων οφείλουν να συμπληρώσουν τα έντυπα που θα παραλάβουν με όλα τα ζητούμενα στοιχεία και να τα υποβάλουν όπου θα ορίζεται σ' αυτά, το αργότερο μέσα σ' ένα μήνα από την παραλαβή τους. Ο έλεγχος των στοιχείων αυτών θα ολοκληρωθεί το αργότερο σε δύο μήνες από την υποβολή τους και οι νέες χονδρικές και λιανικές τιμές θα ισχύουν από την επόμενη της δημοσίευσής τους στο δελτίο τιμών αλλά όχι νεώτερα από 1.1.83.

Στη διαμόρφωση της λιανικής τιμής των προϊόντων που ανακοστολογούνται υπολογίζεται εισφορά 15% επί της χονδρικής τιμής, χωρίς τις κερδοειρημένες επί της χονδρικής τιμής επίθεσεις, που αποτελεί μέρος του Ε.Ο.Φ.

Η εισφορά αυτή δεν αποτελεί κερδοφόρο στοιχείο στη διαμόρφωση του κόστους και οι νομοθετημένες επίθεσεις για τη διαμόρφωση της τελικής χονδρικής τιμής δεν υπολογίζονται πάνω σ' αυτή.

Για όλα προϊόντα δεν υποβληθούν από τους δικαιούχους των άδειών κυκλοφορίας εμπρόθεσμα τα ζητούμενα στοιχεία το πιο πάνω ποσοστό 15% από 1.1.83 αποδίδεται στον Ε.Ο.Φ. από τους δικαιούχους των άδειών κυκλοφορίας, χωρίς να επιβαρύνεται η λιανική τιμή των προϊόντων.

5. α) Στη διαμόρφωση των νέων τιμών καθώς και στο σύστημα κοστολόγησις δεν θα αποτελούν στοιχεία διαμόρφωσης κόστους τα χρησιμοποιούμενα χωρίς έγκριση του Ε.Ο.Φ. δείγματα, έξοδα συνεδρίων, δαπάνες πολυτελών διαφημιστικών εντύπων, προμήθειες μεταζώντων, υπερτιμολογήσεις κλπ.

β) Κάθε σχετική επιχείρησις είναι υποχρεωμένη, αν της ζητηθεί από τον Υπουργό Υγείας και Πρόνοιας, μετά από γνώμη του Δ.Σ. του Ε.Ο.Φ. να συμπληρώσει με προσλήψεις το ποσοστό που αναγνωρίζεται από τη σχετική αγοραστική διάταξη σαν έξοδα προσωπικού. Οι παραβάτες εμπύπνου στις κυρώσεις του άρθρου 19 παρ. 5Α του Νόμου 96/1973.

γ) Η τιμή όλων των όμοιων φαρμάκων θα είναι ενιαία και θα υπολογίζεται με βάση πρότυπο κοστολόγιο. Για κάθε δραστητική ουσία θα υπάρχει ελάχιστη και μέγιστη αποδεκτή τιμή. Κερδοφόρο στοιχείο για κάθε επιχείρησις αποτελεί μόνο η ελάχιστη τιμή. Η διαφορά μέγιστης και ελάχιστης τιμής αποτελεί στοιχείο για την τελική διαμόρφωση της χονδρικής τιμής.

δ) Για τα εισαγόμενα που δεν υπάρχουν αντίστοιχα τους ελληνικά προϊόντα θα λαμβάνεται υπόψη η τιμή στη χώρα προέλευσης και οι χαμηλότερες τιμές στις χώρες της Ευρώπης.

ε) Μέχρι να εκδοθεί η απόφαση για νέο σύστημα κοστολόγησις εξακολουθεί να ισχύει η διαδικασία καθορισμού τιμών νέων προϊόντων, που ισχύει κατά τη δημοσίευσή του παρόντος.

ς) Η αποζημίωση των μελών της επιτροπής τιμών καθορίζεται με κοινή απόφαση των Υπουργών Οικονομικών και Έμπορίου».

### Άρθρο 33.

#### Κυρώσεις.

1. Οι παράγραφοι 1 και 2 του άρθρου 19 του Ν.Α. 96/1973 αντικαθίστανται ως εξής:

«1. Παραγωγός ή Αντιπρόσωπος ή Εισαγωγέας, ο οποίος κυκλοφορεί φαρμακευτικά και λοιπά προϊόντα, που αναφέρονται στο νόμο αυτόν χωρίς άδεια ή μετά τη λήξη ή ανάκληση ή κατά τη διάρκεια αναστολής της ισχύος της, τιμωρείται με πρόστιμο μέχρι 1.000.000 δραχμές. Σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως το αδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με φυλάκιση μέχρις ενός έτους και χρηματική ποινή από 200.000 μέχρι 2.000.000 δραχμές.

Με τις ίδιες ποινές τιμωρείται κάθε παραγωγός ή αντιπρόσωπος ή εισαγωγέας για παραγωγή, εισαγωγή, κατοχή

ή διάθεση των προϊόντων αρμοδιότητας Ε.Ο.Φ., που γίνεται κατά παράβαση των διατάξεων και των κανόνων καλής παρασκευής και διάθεσης.

2. Φαρμακοποιός, γιατρός, κτηνίατρος ή άλλος πωλητής, ο οποίος διαθέτει με οποιοδήποτε τρόπο προϊόντα αρμοδιότητας Ε.Ο.Φ., για τα οποία απαιτείται άδεια κυκλοφορίας, χωρίς άδεια ή μετά τη λήξη ή ανάκλησή της ή κατά τη διάρκεια αναστολής της ισχύος της και εφ' όσον έχει τηρηθεί ή διαδικασία ενημέρωσής του, τιμωρείται με πρόστιμο μέχρι 300.000 δραχμές και κλείσιμο του φαρμακείου, φαρμακοποιείας ή άλλου καταστήματος μέχρι τρεις μήνες. Σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως το αδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με φυλάκιση τουλάχιστον έξι (6) μηνών και χρηματική ποινή από 200.000 μέχρι 1.000.000 δρχ. και αφαίρεση από τρεις (3) μέχρι έξι (6) μήνες της άδειας άσκησης επαγγέλματος.

Με τις ίδιες ποινές τιμωρείται κάθε φαρμακοποιός, γιατρός, κτηνίατρος ή άλλος πωλητής για κατοχή ή διάθεση προϊόντων αρμοδιότητας Ε.Ο.Φ. κατά παράβαση των διατάξεων και των κανόνων καλής φύλαξης και διάθεσης.

Επίσης με τις ίδιες ποινές τιμωρείται κάθε φαρμακοποιός που αλλάζει κατά την εκτέλεσή τους συνταγές ασφαλιστικών ταμείων με άλλα προϊόντα».

2. Η παράγραφος 3 του άρθρου 19 του Ν.Α. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής: «3. Όσοι κατά παράβαση των διατάξεων των παραγράφων 4, 6 και 7 του άρθρου 16 προσφέρουν ή δέχονται χμοιές ή άλλα ανταλλάγματα, καθώς και όσοι παραβαίνουν τις διατάξεις του νόμου, που απαγορεύουν τη χορήγησις ιατρικών δειγμάτων ή εμπορεύονται (πωλούν ή αγοράζουν) τα δείγματα που χορηγούνται δωρεάν, ή παραβαίνουν τις διατάξεις για διοργάνωση των συνεδρίων, τιμωρούνται με πρόστιμο μέχρι 500.000 δρχ. Όσοι από αυτούς είναι γιατροί ή φαρμακοποιοί ή κτηνίατροι τιμωρούνται, επιπλέον, σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως, με στέρηση της άδειας άσκησης επαγγέλματος από 6 μήνες μέχρι 1 χρόνο. Σε νέα επανάληψη της παραβάσεως επιβάλλεται η ποινή της όριστικής στέρησης της άδειας άσκησης επαγγέλματος. Οι δικαιούχοι άδειών κυκλοφορίας που παραβαίνουν τη νομοθεσία που καθορίζει την παραγωγή και χορήγησις δειγμάτων τιμωρούνται επιπλέον με όριστική ανάκληση της άδειας κυκλοφορίας.

Σε επανάληψη της παραβάσεως το αδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με χρηματική ποινή 500.000 μέχρι 2.000.000 δρχ. και φυλάκιση τουλάχιστον έξι (6) μηνών».

3. Η παράγρ. 5 του άρθρου 19 του Ν.Α. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής: «5. Οι παραβάσεις των διατάξεων περί τυποποιημένης κυκλοφορίας και υποχρεωτικών ενδείξεων στη συσκευασία των φαρμάκων και λοιπών προϊόντων τιμωρούνται με πρόστιμο μέχρι 500.000 δρχ. και σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως με πρόστιμο μέχρι 1.000.000 δρχ. και ανάκληση της άδειας κυκλοφορίας.

Με τις ίδιες κυρώσεις τιμωρείται και παραγωγός, αντιπρόσωπος ή εισαγωγέας προϊόντων, τα οποία αναφέρονται στο νόμο αυτόν και των οποίων η σύνθεση ως προς τα βασικά συστατικά τους δεν είναι ή ίδια με αυτή που έγκριθηκε, καθώς και όσοι παραβαίνουν τις διατάξεις της παραγράφου 2 του άρθρου 16 του Ν.Α. 96/1973, όπως τροποποιήθηκε με το νόμο αυτόν».

4. Μετά την παράγρ. 5 του άρθρου 19 του Ν.Α. 96/1973 προστίθεται νέα παράγραφος 5Α ως εξής: «5Α Με πρόστιμο μέχρι 500.000 δρχ. και σε περίπτωση επανάληψης της παραβάσεως το αδίκημα διώκεται ποινικά και τιμωρείται με χρηματική ποινή από 200.000 μέχρι 1.000.000 δρχ. και φυλάκιση μέχρι 6 μήνες και ανάκληση της άδειας κυκλοφορίας των σχετικών προϊόντων τιμωρούνται όσοι:

α. Έμποδίζουν ή παρακωλύουν το έργο των οργάνων ελέγχου, επιθεωρήσεων και δειγματοληψικών του Ε.Ο.Φ.

β. Δεν τηρούν καθόλου ή δεν τηρούν κανονικά ή αποκορύπτουν και δε θέτουν στη διάθεση των οργάνων του Ε.Ο.Φ. τα έξι και στοιχεία που αφορούν την εισαγωγή και διακι

νηση τών πρώτων και βοηθητικών ύλων, τών ύλ:κών συσκευασίας και έτοιμων προϊόντων.

γ. Παραβαίνουν τις διατάξεις τής Φαρμακευτικής Νομοθεσίας που αναφέρονται στην πρόσληψη ή απόλυση του προσωπικού τής.

δ. Προβαίνουν σε καταχρηστική απόλυση ή κατάφαρα άνιση μεταχείριση, μισθολογική ή άλλη, τών υπεύθυνων παραγωγής και ελέγχου ποιότητας.

ε. Παρεμποδίζουν το έργο του Συμβουλίου Έποπτείας ή τών υπεύθυνων παραγωγής και ελέγχου ποιότητας.

στ. Καθυστερούν άδικαιολόγητα την καταβολή τών πόρων τού Ε.Ο.Φ.

ζ. Παραβαίνουν τις διατάξεις του άρθρου 8 παρ. 4 του Ν.Δ. 96/1973».

5. 'Η παράγραφος 11 του άρθρου 19 του Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής:

«11. α) Με πρόστιμο μέχρι 100.000 δρχ. και σε περίπτωση ύποτροπής μέχρι 200.000 δρχ. και άρση τής ύπευθυνότητας, τιμωρούνται οι υπεύθυνοι παραγωγής και ελέγχου ποιότητας που παραβαίνουν τους κανόνες καλής παρασκευής και ασφάλειας τών προϊόντων τών όποιών έχουν την ύδνη. Έπίσης με άρση τής ύπευθυνότητας τιμωρούνται όσοι από αιτούς άπουσιάζουν άδικαιολόγητα πέρα από δύο συγκυνηρώσεις ή συσκέψεις υπεύθυνων, που συγκαλούνται από τον Ε.Ο.Φ.

β) Κυρώσεις που επιβάλλονται σε βιομηχανικές ή έμπορικες έπιχειρήσεις που παράγουν ή διακινούν προϊόντα άρμοδιότητας τού Ε.Ο.Φ., για τα όποια άποδείχτηκε, μακροσκοπικά ή μετά από έργαστηριακό έλεγχο, ότι ή σύνθεση ή εμφάνισή τους δεν είναι σύμφωνη με αυτή που έγκρίθηκε ή ότι ή παρασκευή τους, άποθήκευση ή διακίνηση ήταν πλημμελής ή ο χώρος και οι συνθήκες παρασκευής τους και ελέγχου άκατάλληλες, δύνανται να δημοσιεύονται στον έπιστημονικό και ήμερήσιο τύπο ή τα ένθεραωτικά έντυπα που εκδίδει ο Ε.Ο.Φ. και να ανακοινώνονται από τα μέσα μαζικής ένθμωσης.

γ) Οι παραβάτες κάθε άλλης άπαγορευτικής και έπιτακτικής διάταξης τού παρόντος Ν.Δ. και τών Προεδρικών Διαταγμάτων και Ύπουργικών Αποφάσεων που εκδίδονται με έξουσιοδότησή του τιμωρούνται με τις ποινές τού άρθρου 458 Π.Κ.»

6. 'Η παράγραφος 8 τού άρθρου 19 τού Ν.Δ. 96/1973 αντικαθίσταται ως εξής: «8. Φαρμακευτικά και λοιπά προϊόντα άρμοδιότητας τού Ε.Ο.Φ. τα όποια κυκλοφορούν χωρίς άδεια που χορηγείται σύμφωνα με τις διατάξεις τού νόμου αυτού ή μετά τή λήξη ή ανάκληση ή άναστολή τής κατάσχονται από τα άρμόδια όργανα τού Ύπουργείου Ύγείας και Πρόνοιας ή τού Ε.Ο.Φ.

'Η κατάσχεση αυτή ύπόκειται στην έγκριση τού Δ.Σ. τού Ε.Ο.Φ. Για την τύχη τών κατασχεθέντων αποφασίζει ο Ύπουργός Ύγείας και Πρόνοιας —μετά σύμφωνη γνώμη τού Δ.Σ. τού Ε.Ο.Φ.— που μπορεί να επιβάλλει την καταστροφή τους ή διάθεσή τους σε νοσηλευτικά ή άλλα ιδρύματα».

7. Στο άρθρο 19 τού Ν.Δ. 96/1973 προστίθεται παράγραφος 12 ως εξής:

«12. Τα διοικητικά πρόστιμα επιβάλλονται με άπόφαση τού Ύπουργού Ύγείας και Πρόνοιας, ύστερα από πρόταση τού Διοικητικού Συμβουλίου τού Ε.Ο.Φ. και εισπράττονται κατά τις διατάξεις τού ΚΙΕΔΕ. Οι ανάκλησεις τών άδειών κυκλοφορίας επιβάλλονται με άπόφαση τού Δ.Σ. τού Ε.Ο.Φ. Οι στερήσεις τών άδειών άσκήσης επαγγέλματος επιβάλλονται, έφόσον δεν όρίζεται διαφορετικά από άλλες διατάξεις, με άπόφαση τού Ύπουργού Ύγείας και Πρόνοιας, ύστερα από γνωμάτευση τού οικείου πειθαρχικού συμβουλίου. Το κλείσιμο φαρμακείου και φαρμακαποθήκης γίνεται με άπόφαση τού Ύπουργού Ύγείας και Πρόνοιας. Οι βημοσιεύσεις και ανακοινώσεις τών κυρώσεων γίνονται με άπόφαση τού Δ.Σ. τού Ε.Ο.Φ.».

### Άρθρο 34.

'Η παράφρ. 3 τού άρθρου 33 τού Ν. 5607/1932, που αντικαταστάθηκε με το άρθρο 19 τού Α.Ν. 972/1946, αντικαθίσταται ως εξής:

«3. Φαρμακοποιός, που διατηρεί νόμιμα συστημένο φαρμακείο, μπορεί να λαμβάνει το αξίωμα Βουλευτή, Δημάρχου, Νομάρχη, Γενικού Γραμματέα Ύπουργείου, με έξαιρεση τα Ύπουργεία Ύγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Προέδρου ή Διοικητού Ν.Π.Δ.Δ., με έξαιρεση όσα έποπτεύονται από τα Ύπουργεία Ύγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων, εκτός τών τοπικών φαρμακευτικών συλλόγων και τού Πανελληνίου Φαρμακευτικού Συλλόγου, με την προϋπόθεση ότι ή συνέχιση τών εργασιών τού φαρμακείου του έπιτρέπεται μόνο μετά από διαορισμό άλλου υπεύθυνου έπιστήμονα φαρμακοποιού.

Οι Άντιδήμαρχοι, οι Δήμαρχοι Δήμων κάτω τών 10.000 κατοίκων και οι Πρόεδροι Κοινοτήτων μπορούν να λαμβάνουν το αξίωμα διατηρώντας το δικαίωμα άυτοπρόσωπης διεύθυνσης τού φαρμακείου τους».

### Άρθρο 35.

Το άρθρο 11 τού Ν. 5607/1932 «περί κωδικοποίησης και συμπλήρωσης τής Φαρμακευτικής Νομοθεσίας» αντικαθίσταται ως εξής:

### Άρθρο 11.

1. Φαρμακείο που βρίσκεται σε λειτουργία δε μπορεί να μείνει κλειστό, χωρίς άδεια τής άρμόδιας Άρχής, περισσότερο από τρεις ήμέρες.

2. Άδεια για προσωρινό κλείσιμο τού φαρμακείου χορηγείται:

α) Για χρονικό διάστημα μέχρι έξη μήνες:

—Για μεταφορά ή ανακαίνιση τού φαρμακείου.

—Για λόγους ύγείας τού φαρμακοποιού.

—Για οικονομικούς ή άλλους σοβαρούς λόγους, αν κατά την κρίση τής άρμόδιας Άρχής είναι άδύνατη για το φαρμακοποιό ή άνεύρεση αντικατάστασή.

β) Για χρονικό διάστημα μέχρι ένα μήνα, χωρίς ειδική αίτιολογία, μετά από σύμφωνη γνώμη τού άρμόδιου Φαρμακευτικού Συλλόγου.

3. Σε τόπους όπου ύπάρχει ένα μόνο φαρμακείο, ή άδεια τής προηγούμενης παραγράφου χορηγείται ύστερα από σύμφωνη γνώμη τού Νομάρχη, και τού τοπικού φαρμακευτικού συλλόγου.

4. Οι παραβάτες τιμωρούνται με άπόφαση τού άρμόδιου Νομάρχη με πρόστιμο μέχρι 100.000 δραχμές που εισπράττεται σύμφωνα με τις διατάξεις τού νόμου που ισχύει για την εισπράξη δημόσιων εισόδων. Σε περίπτωση άργίας τού φαρμακείου περισσότερο από 3 μήνες, χωρίς την άδεια τής άρμόδιας Άρχής ο παραβάτης φαρμακοποιός τιμωρείται με άνάκληση τής άδειας ίδρυσης τού φαρμακείου του.

5. Άδειες ίδρυσης και λειτουργίας φαρμακείων και φαρμακαποθηκών φαρμακοποιών που έχουν σε νόμιμη λειτουργία φαρμακείο ή φαρμακαποθήκη συνεχώς ή διακεκομμένα επί 35 χρόνων και έχουν συμπληρώσει το 65ο έτος τής ηλικίας τους, ανακαλούνται με πρόψη τής άρμόδιας Άρχής. 'Η ισχύς τής παραγράφου αυτής άρχίζει από 1.1.1985.

Άπό την ήμέρα τής συνταξιοδότησης και μετά ο άδειούχος φαρμακοποιός δεν έχει το δικαίωμα να μετέχει σαν έταίρος σε φαρμακείο ή φαρμακαποθήκη.

6. Άν ο άδειούχος φαρμακοποιός έχει συμπληρώσει τα 35 χρόνια με φαρμακείο ή φαρμακαποθήκη και το 65ο έτος τής ηλικίας που και έχει παιδί που σπουδάζει στη φαρμακευτική, παίρνει παράταση τής άδειας, μέχρι έπτά (7) χρόνια, στα όποια το φαρμακείο ή ή φαρμακαποθήκη δε λειτουργεί με άλλο υπεύθυνο φαρμακοποιό, έφόσον πληρούνται οι προδιαγραφές τής ισχύουσας νομοθεσίας. 'Η ίδια παράταση μέχρι έπτά (7) χρόνια μετά τή λήξη τής άδειας δίνεται και σε κληρονομικό φαρμακείο, αν νόμιμος κληρονόμος σπουδάζει στη φαρμακευτική.

7. Άδεια για συστέγαση ή συνεπαυριστό φαρμακοποιών που γίνεται από τώρα και στο εξής, δίνεται μόνο σε φαρμακεία που πληρούν τις προδιαγραφές της ισχύουσας νομοθεσίας.

8. Άναπηροι που προστατεύονται από το Ν. 963/1979 και είναι πτυχιούχοι φαρμακοποιοί, με άδεια άσκησης επαγγελματικού φαρμακοποιού, παίρνουν άδεια ίδρυσης φαρμακείου εφόσον έχουν τα απαιτούμενα τυπικά προσόντα.

Κεφάλαιο πτυχιούχοι φαρμακοποιοί, που έχουν άδεια άσκησης επαγγελματικού φαρμακοποιού, μπορούν να πάρουν την άδεια ίδρυσης φαρμακείου εάν έχουν ικανοποιητική δυνατότητα χειλεανάνρωσης και σχετική ικανότητα ομιλίας, βεβαιωμένες από Κρατικό Νοσοκομείο.

Αν οι φαρμακοποιοί που περιγράφονται στην παράγραφο αυτή δεν έχουν τις υψιστιμικές δυνατότητες για την εξυπηρέτηση του κοινού, τότε παίρνουν την άδεια ίδρυσης φαρμακείου αν στο φαρμακείο τυνηπηρετεί βοηθός φαρμακείου.

#### \*Άρθρο 36.

1. Η παράγραφος 5 του άρθρου 6 του Ν. 813/1978 «περί εμπορικών και ετέρων τινών κατηγοριών μισθώσεων» αντικαθίσταται ως εξής:

«5. Η κατά το Ν. 328/1976 πρόσληψη συνεταίρου ή ή συστέγαση φαρμακείων και φαρμακαποθηκών, όπως και ή αποχώρητη συνεταίρου και ή απόσυστέγαση, που γίνονται στο ίδιο κατάστημα, δεν συνεπάγεται μεταβολή της μισθωτικής σχέσης και του μισθώματος που έχει συμφωνηθεί και καταβάλλεται».

2. Στην παράγραφο 1 του άρθρου 1 του Ν. 813/1978 προστίθεται περίπτωση «ε» ως εξής:

«ε. Προς στέγαση και λειτουργία φαρμακείων και φαρμακαποθηκών».

#### \*Άρθρο 37.

Α. Το άρθρο 22 του Ν. 3601/1928, όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 7 του Α.Ν. 1384/1938 «περί τροποποιήσεως ενίων διατάξεων του Ν. 3601/1928 «περί Φαρμακευτικών Συλλόγων», αντικαθίσταται ως εξής:

#### «Άρθρο 22.

1. Η έκλογή των μελών των Διοικητικών και Πειθαρχικών Συμβουλίων διεξάγεται σε τακτική συνεδρίαση των συλλόγων, με μυστική ψηφοφορία και αυτοπρόσωπη παρουσία των ψηφοφόρων, το πρώτο δεκαπενθήμερο του μήνα Νοέμβρη κάθε τριετίας σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 12.

Στην πρόσκληση υποχρεωτικά αναφέρεται και ο αριθμός των συμβούλων που εκλέγονται.

2. Οι υποψήφιοι σύμβουλοι για τα Διοικητικά ή τα Πειθαρχικά Συμβούλια πρέπει να υποβάλουν υποψηφιότητα στο Σύλλογο τουλάχιστον 30 ημέρες πριν από τη διεξαγωγή των αρχαιρεσιών. Το Δ.Σ. συνεδριάζει 20 ημέρες πριν από τις αρχαιρεσίες και ανακηρύσσει με απόφασή του τους υποψηφίους για έκλογή.

3. Τα ψηφοδέλτια αναγράφου το επάνω μέρος την ονομασία του συλλόγου, τη χρονολογία διενέργειας των εκλογών και στη συνέχεια, με αλφαριθμητική σειρά τα ονόματα των υποψηφίων. Τυπώνονται από τους φαρμακευτικούς συλλόγους και παραδίδονται 10 ημέρες πριν από τις αρχαιρεσίες στο Νομάρχη της έδρας του Συλλόγου που τα σφραγίζει με τη σφραγίδα της Νομαρχίας.

4. Προκειμένου περί φαρμακευτικών συλλόγων που έχουν περισσότερα από 50 μέλη, οι σύμβουλοι δάζουν υποψηφιότητα σε συνδυασμούς που περιλαμβάνουν αριθμό υποψηφίων μέχρι

των αριθμό των συμβούλων που πρέπει να εκλεγούν. Κανένας από τους υποψηφίους δεν μπορεί να μετέχει σε περισσότερους από ένα συνδυασμούς.

Ο συνδυασμός καταρτίζεται με γραπτή δήλωση των υποψηφίων συμβούλων που θα περιληφθούν σ' αυτόν, ή δε έκτύπωση και σφράγιση των ψηφοδελτίων γίνεται με τη διαδικασία της προηγούμενης παραγράφου.

5. Αν ο Σύλλογος δεν έχει έδρα στην έδρα της Νομαρχίας, τα ψηφοδέλτια του συλλόγου ή των συνδυασμών σφραγίζονται από τον αρμόδιο ειρηνοδίκη.

6. Ψηφοδέλτια που δεν έχουν τη σφραγίδα της Νομαρχίας ή του ειρηνοδίκη είναι άκυρα.

7. Κατά τις αρχαιρεσίες παρίσταται ο διοικητικός ή δικαστικός αντιπρόσωπος που ορίζεται από το Νομάρχη ή τον αρμόδιο Ειρηνοδίκη και που μαζί με τον Πρόεδρο και τους εκλεγμένους από τη Γενική Συνέλευση τρεις ψηφοδέκτες, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 23 του νόμου αυτού, αποτελούν την Εφορευτική Επιτροπή.

8. Με απόφαση του αρμόδιου Νομάρχη, σε συλλόγους που έχουν περισσότερα από 300 μέλη επιτρέπεται ή λειτουργία περισσότερων εκλογικών τμημάτων, όποτε στην περίπτωση αυτή ή Εφορευτική Επιτροπή κάθε τμήματος αποτελείται από τρία μέλη που εκλέγονται από τη Γενική Συνέλευση, ένα από τα οποία ορίζεται Πρόεδρος της και που διεξάγουν την ψηφοφορία. Στην περίπτωση αυτή, ο Πρόεδρος του Συλλόγου, ο διοικητικός ή δικαστικός αντιπρόσωπος και οι Πρόεδροι των κατά τμήματα Εφορευτικών Επιτροπών αποτελούν την Κεντρική Εφορευτική Επιτροπή που δάζει τα τελικά αποτελέσματα και ανακηρύσσει τους επιτυχόντες.

9. Ο ψηφοφόρος, αφού πάρει τα ψηφοδέλτια και φάκελλο σφραγισμένο με σφραγίδα του Συλλόγου, αποσύρεται στον ιδιαίτερο χώρο που υπάρχει μέσα στην αίθουσα της ψηφοφορίας και ψηφίζει τους υποψηφίους συμβούλους του συνδυασμού της προτίμησής του, με σταυρό που σημειώνεται δίπλα στο όνομα του υποψηφίου.

Ψηφοδέλτια συνδυασμού χωρίς σταυρό προτίμησής στους υποψηφίους συμβούλους είναι έγκυρα και υπολογίζονται υπέρ του συνδυασμού. Όπου δεν ισχύει το σύστημα των συνδυασμών, ο ψηφοφόρος ψηφίζει με σταυρό προτίμησής μέχρι τους υποψηφίους, όσος ο αριθμός των συμβούλων.

10. Με αιτιολογημένη απόφαση του αρμόδιου Νομάρχη, σε εξαιρετικές περιπτώσεις και όταν ειδικές τοπικές και συγκοινωνιακές συνθήκες το επιβάλλουν, επιτρέπεται σε ορισμένους Συλλόγους ή συμμετοχή στις αρχαιρεσίες των μελών που βρίσκονται μακριά από την έδρα του Συλλόγου με συστημένη επιστολή.

Στους συγκεκριμένους ψηφοφόρους στέλνονται από τη διοίκηση του συλλόγου με συστημένη επιστολή σφραγισμένα ψηφοδέλτια και φάκελλος τουλάχιστο 10 ημέρες πριν από την ψηφοφορία. Ο φαρμακοποιός, αφού ψηφίσει και σφραγίσει το φάκελλο, ξαναπέλνει μαζί με αποδεικτικά στοιχεία της ταυτότητάς του θεωρημένα από την αστυνομία με συστημένη επιστολή το σφραγισμένο φάκελλο στην εφορευτική επιτροπή, που έχει την ευθύνη της αποσφράγισης του εξωτερικού φακέλλου και την τοποθέτηση του εσωτερικού μέσα στην κάλπη.

Β. Το άρθρο 25 του Ν. 3601/1928 όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 9 του Α.Ν. 1384/1938 «περί τροποποιήσεως ενίων διατάξεων του Ν. 3601/1928, «περί Φαρμακευτικών Συλλόγων», αντικαθίσταται ως εξής:

#### «Άρθρο 25.

1. Στις συνεδριάσεις για έκλογή Διοικητικών και Πειθαρχικών Συμβουλίων πρέπει να συμμετέχουν στην ψηφοφο-

ρία, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 22 του νόμου αυτού τουλάχιστον τὰ μισά συν ένα μέλη του συνόλου των μελών του συλλόγου.

2. Στους Συλλόγους που δεν εφαρμόζεται το σύστημα των συνδυασμών, επιτυχόντες θεωρούνται οι σύμβουλοι που πλειοψηφούν. Οι υπόλοιποι επιτυχόντες με τη σειρά ψήφων προτίμησης είναι επιλαχόντες.

3. Στις αρχαιρεσίες με βάση το σύστημα των συνδυασμών, οι θέσεις των συμβούλων του Διοικητικού ή του Πειθαρχικού Συμβουλίου κατανομούνται μεταξύ των συνδυασμών που πήραν μέρος στην εκλογή, ανάλογα με την εκλογική δύναμη καθενός απ' αυτούς. Για την κατανομή αυτή εύρισκεται πρώτα ή επί τοίς εκατό αναλογία των έγκυρων ψηφοδελτίων που πήρε ο καθένας από τους συνδυασμούς σε σχέση με το συνολικό αριθμό τους. Το ποσοστό αυτό πολλαπλασιάζεται με τον αριθμό των συμβούλων και το γινόμενο που προκύπτει, χωρίς το κλασματικό μέρος είναι ο αριθμός των θέσεων που ανήκουν στον κάθε συνδυασμό. Αν μετά την πρώτη αυτή κατανομή παραμένουν αδιάθετες θέσεις συμβούλων, αυτές κατανομούνται σε όλους τους συνδυασμούς ανάλογα με το μέγεθος του κλασματικού μέρους που παραλείφθηκε.

4. Σε περίπτωση ισοψηφίας υποψηφίων συμβούλων γίνεται κλήρωση από την Εφορευτική Επιτροπή.

Γ. Το άρθρο 27 του Ν. 3601/1928 αντικαθίσταται ως εξής :

#### «Άρθρο 27.

1. Μετά το τέλος της ψηφοφορίας γίνεται η διαλογή των ψηφοδελτίων, που αριθμούνται και μονογράφονται από τον Πρόεδρο της Εφορευτικής Επιτροπής και συντάσσεται σχετικό Πρακτικό, στο οποίο αναγράφονται τὰ ονόματα των υποψηφίων και αντίστοιχα ο αριθμός των σταυρών προτίμησης, που πήρε ο καθένας απ' αυτούς.

2. Στις περιπτώσεις διεξαγωγής αρχαιρεσιών με το σύστημα συνδυασμών, στο σχετικό πρακτικό γράφεται ο αριθμός των έγκυρων ψηφοδελτίων που πήρε ο καθένας απ' αυτούς και στη συνέχεια ο αριθμός των σταυρών προτίμησης του κάθε υποψηφίου.

3. Είναι άκυρα :

α) Ψηφοδέλτια που δε φέρουν τὰ στοιχεία που ορίζονται από το νόμο ή τη πράξη της Νομαρχίας ή του αρμόδιου εφημεριδίου.

β) Ψηφοδέλτια που φέρουν ενδείξεις με τις οποίες είναι εμφανής ή πρόδηλη, της παραβίασης της ανωνυμότητας της ψηφοφορίας.

Δ. Το άρθρο 47 του Ν. 3601/1928, όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 3 του Ν. 5959/1933 «περί τροποποίησης του άρθρου 19 του Ν. 5607 και του άρθρου 47 του Ν. 3601/1928», αντικαθίσταται ως εξής :

#### «Άρθρο 47.

α1. Οι εισφορές και τὰ πρόστιμα του συλλόγου, όπως και κάθε άλλο έσοδο του συλλόγου, εισπράττουνται από τὰ ταμεία με διπλότυπες αποδείξεις.

2. Σε περίπτωση άρνησης ή αμέλειας των μελών του συλλόγου να καταβάλουν τις εισφορές τους ή τὰ τελεσίδικα πρόστιμα που τους έχουν επιβληθεί, το Διοικητικό Συμβούλιο, αφού δώσει στο φαρμακευτικό σχετικό προθεσμία για να εκπληρώσει τις υποχρεώσεις του, αποφασίζει για την αναγκαστική εισπραξη από τους λογαριασμούς του που πρόκειται να πληρωθεί από το Δημόσιο, το ΙΚΑ και τὰ άλλα ασφαλιστικά ταμεία. Η απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου για αναγκαστική εισπραξη των εισφορών ή των προστίμων, αποτελεί έκτελεστο τίτλο και υποχρεώνει το Δημόσιο, το ΙΚΑ

και τὰ Ασφαλιστικά Ταμεία να κρατήσουν από τους λογαριασμούς φαρμακοποιών ποσά που θρείλει να τὰ αποδώσουν στον αρμόδιο έσλλογο, με την έκδοση σχετικού γραμματίου πληρωμής.

Στους τοπικούς φαρμακευτικούς συλλόγους που λειτουργούν λογιστικές υπηρεσίες διεκπεραίωσης λογαριασμών φαρμακείων και ασφαλιστικών ταμείων, η πράξη του προστίρου μπορεί να γίνει με απόφαση του Διοικητικού Συμβουλίου από το σύνολο του μητρώου λογαριασμού του φαρμακοποιού.

3. Εισφορές και πρόστιμα που επιβάλλονται από τὰ Πειθαρχικά Συμβούλια σε φαρμακοποιούς που είναι συνεταιρισμένοι ή συσταγασμένοι και άρνούονται ή αμελούν να τὰ καταβάλουν, υποχρεώνονται να τὰ καταβάλει το νομικό πρόσωπο της Έταιρείας που έχει συσταθεί για το συνεταιρισμό ή τη συστάση.

4. Η άρνηση ή η αμέλεια καταβολής από το φαρμακοποιό προς τὸ σύνολο των εισφορών και των προστίμων που του έχουν επιβληθεί είναι βαρύτερο πειθαρχικό παράπτωμα.

Ε. 1. Το άρθρο 64 του Ν. 3601/1928 «περί συστάσεως Φαρμακευτικών Συλλόγων», αντικαθίσταται ως εξής :

#### «Άρθρο 64.

α. Το Δικαστικό μέλος προεδρεύει πάντοτε στο Πειθαρχικό Συμβούλιο.

β. Χρήη γραμματέα εκτελεί ένα από τα μέλη του Πειθαρχικού Συμβουλίου, που εκλέγεται από την διαμέλειά του, με απόλυτη πλειοψηφία.

γ. Το Πειθαρχικό Συμβούλιο εύρισκεται σε άπαραία όταν τὰ παρόντα μέλη είναι περισσότερα από τὰ άπόντα.

δ. Οι αποφάσεις του Πειθαρχικού Συμβουλίου παίρνονται με πλειοψηφία των παρόντων και σε περίπτωση ισοψηφίας ή απόφαση είναι ύπερ του πειθαρχικά δικαιουμένου.

2. Η παράγραφος 3 του άρθρου 13 του Α.Ν. 1384/38 «περί τροποποίησης ενίων διατάξεων του Ν. 3601/1928 «περί Φαρμακευτικών Συλλόγων» καταργείται.

ΣΤ. 1. Η παράγραφος 3 του άρθρου 67 του Ν. 3601/1928 «περί συστάσεως Φαρμακευτικών Συλλόγων», όπως αντικαταστάθηκε με την παράγραφο 1 του άρθρου 9 του Ν. 4111/1960 «περί τροποποίησης και συμπλήρωσεως των περί Υγειονομικών Συλλόγων κλπ.» αντικαθίσταται ως εξής :

«3. Πρόστιμο από 5.000 — 50.000 δραχμές».

2. Η παράγραφος 2 του άρθρου 9 του Ν. 4111/1960 «περί τροποποίησης και συμπλήρωσεως των περί Υγειονομικών Συλλόγων κλπ.» αντικαθίσταται ως εξής :

«2. Αποφάσεις Πειθαρχικών Συμβουλίων, με τις οποίες επιβάλλεται ποινή προστίμων κάτω των 10.000 δραχμών δεν υπόκεινται σε έφεση».

Ζ. Από τη δημοσίευση του νόμου αυτού καταργούνται :

α) Η παράγραφος 2 του άρθρου 21 του Ν. 3601/1928 «περί συστάσεως Φαρμακευτικών Συλλόγων» και

β) Το άρθρο 15 του Ν. 5607/1932 «περί κωδικοποίησης και συμπλήρωσεως της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας», όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 2 του Ν.Δ. 604/1970 «περί τροποποίησης και συμπλήρωσεως διατάξεων τινων της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας» και την παρ. 3 του άρθρου 10 του Ν. 328/76 «περί τροποποίησης διατάξεων τινων της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας».

Η. 1. Στο νόμο 3601/1928 της Φαρμακευτικής Νομοθεσίας «περί συστάσεως φαρμακευτικών συλλόγων» και στο άρθρο 15 προστίθενται τὰ παρακάτω :

«Στις Γενικές Συνελεύσεις των φαρμακευτικών συλλόγων της Χώρας και του Πανελληνίου Φαρμακευτικού Συλλόγου, προεδρεύει μέλος της, που εκλέγεται με άνοση των χειρών των μελών της Συνέλευσης και έχει, κατά τη διάρκεια της Γενικής Συνέλευσης όλα τα δικαιώματα και τα καθήκοντα που προβλέπονται από το νόμο για τον Πρόεδρο.

Στις Συνελεύσεις των Φαρμακευτικών Συλλόγων συζητείται εκτός ημερήσιας διάταξης κάθε θέμα που προτείνεται έγγραφα και πριν απ' την αρχή της συζήτησης των θεμάτων της ημερήσιας διάταξης, από το 1/10 τουλάχιστον του συνολικού αριθμού των μελών του Συλλόγου».

2. Το άρθρο 11 του Ν. 3601/1928 αντικαθίσταται ως εξής:

«Άρθρο 11.

«Ο Φαρμακευτικός Σύλλογος συνέρχεται σε συνεδρίαση τακτικά μόνον, όσες φορές όριζει ο νόμος αυτός (3601/1928), ή αναγράφει ο έσωτερικός Κανονισμός του Συλλόγου, έκτακτα δέ, όσες φορές κρίνει τούτο αναγκαίο το Διοικητικό Συμβούλιο ή μετά από έγγραφη αίτηση, στην οποία αναφέρεται και ο λόγος της σύγκλησης και υπογράφεται από τόσα μέλη όσα όριζει ο Έσωτερικός Κανονισμός του Συλλόγου τους και που δέ μπορεί να είναι κατώτερος του 1/10 του συνολικού αριθμού των μελών, για φαρμακευτικούς συλλόγους που έχουν περισσότερα από 400 μέλη ή κατώτερος του 1/5 για φαρμακευτικούς συλλόγους που έχουν λιγότερα από 400 μέλη ή κατώτερος των 5 για φαρμακευτικούς συλλόγους που έχουν λιγότερα από 60 μέλη και περισσότερα από 15 ή κατώτερος από 2 μέλη για φαρμακευτικούς συλλόγους που έχουν λιγότερα από 15 μέλη».

3. Στο άρθρο 36 του Ν. 3601/1928 προστίθενται τα παρακάτω:

«Οι συνεδριάσεις των Διοικητικών Συμβουλίων των φαρμακευτικών συλλόγων της χώρας και του Πανελληνίου Φαρμακευτικού Συλλόγου είναι δημόσιες για τα μέλη τους. Μπορεί όμως τα μέλη του Διοικητικού Συμβουλίου να αποφασίσουν με πλειοψηφία των παρόντων να συνεδριάσουν μυστικά, αλλά στην περίπτωση αυτή οι αποφάσεις που θά παρθούν ανακοινώνονται δημόσια. Ο Πρόεδρος του Διοικητικού Συμβουλίου μπορεί να διατάξει την αποβολή από το άχροατήριο κάθε μέλους του Συλλόγου που διαταράσσει την τάξη».

4. Στο άρθρο 44 του Ν. 3601/1928 ή τελευταία παράγραφος αλλάζει και γίνεται ως εξής:

«Ο ταμίας του φαρμακευτικού συλλόγου καταθέτει υποχρεωτικά σε έλεγχομένη από το κράτος Τράπεζα, που όριζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο, κάθε ποσό που υπερβαίνει τις 20.000 δραχμές. Το ποσό αυτό μπορεί να αυξηθεί μέχρι τις 50.000 δραχμές μετά από κοινή απόφαση των Ύπουργών Οικονομικών και Υγείας και Πρόνοιας».

\* Άρθρο 38.

1. Οι διατάξεις της παρ. 1 του άρθρου 8 του Ν. 1287/1982 τροποποιούνται ως εξής:

α1. Οι ασφαλισμένοι και συνταξιούχοι του ΟΓΑ καθώς και τα μέλη οικογενείας τους δικαιούνται φαρμακευτικής περίθαλψης».

2. Στο τέλος της παρ. 2 του άρθρου 8 του ίδιου νόμου προστίθεται περίπτωση που έχει ως εξής:

α' Επίσης με κανονισμό που θά εκδίδεται σύμφωνα με την προηγούμενη διάταξη θά καθορίζονται τα φάρμακα που μπο-

ρεί να χορηγούνται δωρεάν σε ασφαλισμένους που πάσχουν από χρόνια πάθηση, πέραν αυτών που ήδη χορηγούνται και θώς και το ποσοστό συμμετοχής των δικαιούχων στη δαπάνη αγοράς των λοιπών φαρμάκων, που σε καμιά περίπτωση δέν θά είναι άνωτερο του 25%. Η έναρξη παροχής της φαρμακευτικής περίθαλψης θά γίνει ένοπς 6 μηνών από της δημοσίευσης αυτού του νόμου, ή άκριβης ήμερομηνία της οποίας θά καθορισθεί με απόφαση του Ύπουργού Κοινωνικών Ασφαλίσεων. Ύστερα από γνώμη του Διοικητικού Συμβουλίου του Ο.Γ.Α.».

\* Άρθρο 39.

1. Από τη δημοσίευση του νόμου αυτού οι προβλεπόμενες από το άρθρο 17 του Ν.Δ. 97/1973 δέκα όργανικές θέσεις Ειδικών Επιστημονικών Συνεργατών του ΚΕΒΕΦ αυξάνονται σε είκοσι πέντε (25). Οι Ειδικοί αυτοί Επιστημονικοί Συνεργάτες πρέπει να είναι πτυχιούχοι Ανώτατων Σχολών του έσωτερικού ή ισότιμων και άγνωρισμένων του έξωτερικού με ειδικές γνώσεις ή πείρα στα αντικείμενα της άρμοδιότητας του Ε.Ο.Φ. Οι άμοιβές των επιστημονικών συνεργατών δέ μπορεί σε περίπτωση πλήρους άπασχόλησης να είναι κατώτερες από τις προβλεπόμενες από τις αντίστοιχες κλαδικές συλλογικές τους συμβάσεις. Κατά τα λοιπά εφαρμόζονται γι' αυτούς οι διατάξεις του Ν. 993/1979.

2. Από την έναρξη ισχύος του νόμου αυτού και μέχρι 30 Ιουνίου 1983 μπορούν για τις φαρμακευτικές επιχειρήσεις να άνασταλούν με απόφαση των Ύπουργών Υγείας και Πρόνοιας και Οικονομικών και των κατά περίπτωση συναρμόδιων Ύπουργών τα άπορηκαστικά μέτρα λόγω όφειλών στο Δημόσιο, Ασφαλιστικούς Οργανισμούς και Ν.Π.Δ.Δ.

3. Από τη δημοσίευση επίσης του νόμου αυτού καταργείται το Ν.Δ. 97/1973, με εξαίρεση: α) Τις διατάξεις των άρθρων 3, 4, 5, 6 και 7, οι όποιες διατηρούνται σε ισχύ μέχρι την έκδοση της απόφασης του Ύπουργού Υγείας και Πρόνοιας που προβλέπεται από την παρ. 4 του άρθρου 14 του νόμου αυτού, β) Τη διάταξη του άρθρου 17, όπως παραπάνω συμπληρώνεται, γ) Τη διάταξη του άρθρου 30 περί Υγειονομικού Εργαστηρίου Αθηνών, δ) Τη διάταξη του άρθρου 29 περί προσωρινών μισθωτικών συμβάσεων και ε) Τη διάταξη του άρθρου 31 περί ειδικών επιδομάτων.

Από τη δημοσίευση του νόμου αυτού καταργούνται επίσης οι διατάξεις των άρθρων 22, 23 του Α.Ν. 1384/1938 και το άρθρο 2 του Ν.Δ. 171/1946.

4. Από τη δημοσίευση του νόμου αυτού καταργείται κάθε άλλη, γενική ή ειδική διάταξη νόμου που αντίβαίνει στο νόμο αυτόν.

\* Άρθρο 40.

1. Σε εξααιρετικά σοβαρές παθήσεις ασφαλισμένων του Δημοσίου και των Ασφαλιστικών Οργανισμών άρμοδιότητας του Ύπουργείου Κοινωνικών Ασφαλίσεων και έφοσον ή διάγνωση ή ή θεραπεία της ασθένειας αυτής δέν είναι δυνατή στην Ελλάδα, αλλά σε Κέντρο του έξωτερικού, επιτρέπεται ύστερα από έγκριση του αρμόδιου φορέα ή νοσηλεία στο έξωτερικό.

2. Για την ανάγκη νοσηλείας ασφαλισμένου στο έξωτερικό γνωματεύουν ύγειονομικά όργανα που όρίζονται με κοινές αποφάσεις των Ύπουργών Υγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων.

3. Ο τρόπος και ή διαδικασία έγκρισης μετάβασης στο έξωτερικό των προσώπων που αναφέρονται στην παρ. 1 του παρόντος άρθρου, το είδος της παροχής, το ύψος της δαπάνης

νης, ή τυχόν συμμετοχή του ασφαλισμένου στις δαπάνες καθώς και κάθε άλλη λεπτομέρεια αναγκαία για την εφαρμογή της διατάξεως του παρόντος άρθρου καθορίζονται με κοινές αποφάσεις των Υπουργών Υγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων.

Οι κοινές αποφάσεις που ρυθμίζουν θέματα που επιβαρύνουν τον Κρατικό Προϋπολογισμό, συγκαταγράφονται και από τον Υπουργό Οικονομικών.

4. Με κοινή απόφαση των Υπουργών Υγείας και Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων και του κατά περίπτωση αρμόδιου Υπουργού είναι δυνατή ή εφαρμογή των διατάξεων του παρόντος άρθρου και σ' άλλους φαρείς που παρέχουν υγειονομική περίθαλψη.

5. Η ισχύς των διατάξεων των προηγούμενων παραγράφων του άρθρου αυτού αρχίζει 6 μήνες μετά τη δημοσίευσή του νόμου αυτού.

Άρθρο 41.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, αν δεν οριζείται διαφορετικά από τις επιμέρους διατάξεις του.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή εις την Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενον του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήναι, 10 Ιανουαρίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ

**ΑΓ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΑΡΓΑΣ**

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

**ΓΕΩΡΓ. - ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ**

ΓΕΩΡΓΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ**

ΕΜΠΟΡΙΟΥ

**ΓΕΩΡΓ. ΜΩΡΑΪΤΗΣ**

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ

**ΠΑΡ. ΑΥΓΕΡΙΝΟΣ**

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ

**ΓΕΡΑΣ. ΑΡΣΕΝΗΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

**ΔΗΜ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ**

ΕΡΕΥΝΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΛΙΑΝΗΣ**

ΚΡΑΣΙΑΣ

**ΕΥΑΓΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ**

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ

**ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε ή Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήναι, 11 Ιανουαρίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ**

## Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η ετήσια συνδρομή της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως, η τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίστηκαν από 1 Ιανουαρίου 1983 ως ακολούθως :

### Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Για το Τεύχος Α' .....	Δραχ.	2.500
2. » » » Β' .....	»	4.000
3. » » » ΤΑΠΣ .....	»	3.000
4. » » » Γ' .....	»	1.500
5. » » » Δ' .....	»	3.500
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ. Δ. κτλ. ....	»	1.500
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου .....	»	300
8. » » » Παράρτημα .....	»	800
9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ. ....	»	10.000
10. » » Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας .....	»	800
11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι. ....	»	20.000

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοήθειας Προσωπικού του Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά :

1. Για το Τεύχος Α' .....	Δραχ.	125
2. » » » Β' .....	»	200
3. » » » ΤΑΠΣ .....	»	150
4. » » » Γ' .....	»	75
5. » » » Δ' .....	»	175
6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ. ....	»	75
7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου .....	»	15
8. » » » Παράρτημα .....	»	40
9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ. ....	»	500
10. » » Δελτίο Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας ....	»	40
11. Για όλα τα τεύχη .....	»	1000

### Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πώλησως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 10 δραχ., από 9 ως 24 σελ. 15 δρχ., από 25 ως 48 σελ. 25 δρχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δρχ., από 81 σελ. και πάνω η τιμή πώλησως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατά 50 δρχ. ανά 80 σελίδες.

### Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαθέσεως στο κοινό των εκδιδόμενων από το Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διάφορων φύλλων της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τέσσερις (4) δραχμές κατά σελίδα.

### Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

#### Ι. Στο τεύχος Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

##### Α'. Ανωνύμων Εταιρειών :

1. Των καταστατικών .....	Δραχ.	25.000
2. Των αποφάσεων για συγχώνευση ανωνύμων εταιρειών .....	»	25.000
3. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β') .....	»	15.000
4. Των τροποποιήσεων των καταστατικών .....	»	8.000
5. Των ισολογισμών κάθε χρήσης .....	»	10.500
6. Των υπουργικών αποφάσεων για παροχή άδειας επέκτασης των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων και των αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις οποίες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού ..	»	9.000
7. Των αποφάσεων για εγκατάσταση υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορα και παροχή πληρεξουσιότητας αντιπροσώπου στην Ελλάδα αλλοδαπών Εταιρειών και των αποφάσεων για μεταβίβαση του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1. του Ν.Δ. 400/1.9.70 .....	»	6.000
8. Των ανακοινώσεων για κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., των προσλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, των κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, των ανακοινώσεων που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 για Αλλοδαπές Ασφαλιστικές Εταιρείες, των αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και των αποφάσεων του Υπ. Συγκοινωνιών για τους ΗΛΠΑΠ - ΗΣΑΠ - ΟΣΕ .....	»	2.800
9. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών .....	»	2.800

10. Των αποφάσεων της επιτροπής του Χρηματιστηρίου για την εισαγωγή χρεωγράφων στο χρηματιστήριο για διαπραγμάτευση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967 .....	Δραχ.	2.800
11. Των αποφάσεων της επιτροπής κεφαλαιαγοράς για τη διαγραφή χρεωγράφων από το χρηματιστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α. Ν. 148/67. ....	»	2.800
12. Των αποφάσεων για την έγκριση τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών .....	»	2.000

##### Β'. Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

1. Των καταστατικών .....	»	2.800
2. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών .....	»	2.800
3. Των ισολογισμών κάθε χρήσης .....	»	3.200
4. Των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων .....	»	2.800
5. Των τροποποιήσεων των καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη) .....	»	1.200
6. Των ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη .....	»	1.200
7. Των ανακοινώσεων με απόφαση της Γ.Σ. ....	»	1.000
8. Των προσλήσεων σε γενικές συνελεύσεις .....	»	1.000

##### Γ'. Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων :

1. Των υπουργικών αποφάσεων για τη χορήγηση άδειας λειτουργίας Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων .....	»	2.800
2. Των ισολογισμών των ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων .....	»	3.200

##### Δ'. Των δικαστικών πράξεων :

1. Στο Τέταρτο τεύχος : Των δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημιώσεως .....	»	1.200
---	---	-------

### Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

- Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού είσπραξης, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο Εθνικό Τυπογραφείο.
- Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατές να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με επιταγή στο όνομα του Διευθυντή Διαχείρισης του Εθνικού Τυπογραφείου.
- Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεως καταβάλλεται ως εξής :
  - στην Αθήνα : στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου).
  - στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους : στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) και 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Λ.Κ.
  - στις περιπτώσεις συνδρομών εξωτερικού : όταν η αποστολή τους γίνεται με επιταγές μαζί μ' αυτές στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.